

**Document de
La Banque mondiale
La Banque Africaine de Développement
A USAGE OFFICIEL UNIQUEMENT**

Rapport No. 49583-CF

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT
SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE
AGENCE DE GARANTIE DE L'INVESTISSEMENT MULTILATERAL
ET
BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
STRATEGIE DE PARTENARIAT PAYS CONJOINTE (SPPC)
POUR
LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
PERIODE 2009 -2012**

31 JUILLET 2009

**Département Afrique centrale (Division Administrative Pays AFCC1)
La Banque africaine de développement (Département Régional Centre - ORCE)**

Ce document a une diffusion restreinte et ne peut être utilisé par les récipiendaires que dans l'exercice de fonctions officielles. Son contenu ne doit en aucun cas être divulgué sans l'autorisation de la BAD et du Groupe de la Banque mondiale.

TABLE DES MATIERES

I. CONTEXTE DE PAYS ET DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS	1
A. <i>Pays et contexte politique.....</i>	<i>1</i>
B. <i>Contexte et perspectives économiques</i>	<i>3</i>
C. <i>Profil de la Pauvreté</i>	<i>7</i>
II. ÉVOLUTIONS STRUCTURELLES ET SECTORIELS ET DÉFIS	10
A. <i>Principaux Atouts et Faiblesses de la RCA.....</i>	<i>10</i>
B. <i>Gouvernance, Corruption et Gestion du Secteur Public.....</i>	<i>10</i>
C. <i>Développement du secteur privé</i>	<i>12</i>
D. <i>Commerce et Intégration Economique Régionale.....</i>	<i>13</i>
E. <i>Développement Durable.....</i>	<i>13</i>
F. <i>Développement Humain</i>	<i>16</i>
III. PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT DE LA RCA.....	17
IV. EFFICACITÉ Du DÉVELOPPEMENT	18
A. <i>Aperçu de l'Appui des Donateurs.....</i>	<i>18</i>
B. <i>Coordination de l'aide</i>	<i>19</i>
V. LEÇONS TIREES DE LA STRATÉGIE INTERIMAIRE CONJOINTE	20
VI. STRATÉGIE DE PARTENARIAT PAYS CONJOINTE BAD/GBM.....	23
A. <i>Objectif Stratégique et Principes de la SPP.....</i>	<i>23</i>
B. <i>Ressources et Financement</i>	<i>24</i>
C. <i>Cadre stratégique de la SPP</i>	<i>27</i>
D. <i>Programme et Résultats Attendus de la SPP.....</i>	<i>29</i>
E. <i>Questions Transversales.....</i>	<i>34</i>
F. <i>Dialogue de la SPP avec les autorités de la RCA et Approche Participative</i>	<i>35</i>
G. <i>Suivi Conjoint de la SPP</i>	<i>36</i>
H. <i>Gestion et Atténuation des Risques</i>	<i>37</i>
I. <i>Acroissement de l'aide et sstratégie de sortie</i>	<i>38</i>
Tableau 1: Service de la Dette Exterieur, 2008-2010	5
Tableau 2: Financement Proposé par la GBM à travers IDA 15 et 16 et des Fonds Fiduciaires et Verticaux	22
Tableau 3: Résumé du Soutien Extra-prêt du GBM à la RCA pendant la Periode SPP.....	23
Tableau 4: Programme Indicatif de la BAD (2009-2012).....	26

Figure 1: Recettes du gouvernement, 2004-2012.....	6
Figure 2: Ré-engagement des donateurs en RCA depuis 2002	19
Figure 3: Axes de la SPP et Résultats Attendus	28
Encadré 1: Incidences de la crise financière internationale en RCA.....	4
Encadré 2: Objectifs, Piliers, et Résultats Attendus du DSRP 2008-2010.....	17
Encadré 3: Résultats de le DSIC AF2007 – 2008	21
Encadré 4: Hypothèses Macroéconomiques Fondamentales.....	50
Annexe 1: Matrice des Résultats pour la SPP de la RCA (AF09-AF12)	39
Annexe 2: République Centrafricaine: Analyse de la Durabilité de la Dette Utilisant le Cadre de Pays à Faible Revenu	48
Annexe 3: Résumé d’Engagements Actuels de Donateurs	53
Annexe 4: Travaux Analytiques de la BAD et de la Banque mondiale pour 2009-2012.....	54
Annexe 5 (a): Principaux Indicateurs Economiques pour 2004-2012.....	55
Annexe 5 (b): Opérations Gouvernement Central pour 2004- 2012 (en milliard CFA) 1/	56
Annexe 5 (c): Opérations Gouvernement Central pour 2004-2012 (en pourcentage de PIB) ¹ ...	57
Annexe 5 (d): Balance des Paiements pour 2004-2012 (en Milliards de CFA)	59
Annexe 6: Coup d’oeil sur la République Centrafricaine.....	58
Annexe 7: Résumé du Programme BIRD/IDA	63
Annexe 8: Programme RCA SFI et AGIM, AF 2005-2009	64
Annexe 9: Encours de la dette Portefeuille d’Investissements Engagés	65
Annexe 10: République Centrafricaine: Paramètres de Financement du Pays.....	66

CARTE BIRD 33384

EQUIVALENCES MONETAIRES

Taux de Change effectif au 1er décembre 2008

UC	=	Franc CFA
US\$1	=	509 FCFA
UA 1	=	1 SDR
UA 1	=	US\$1.495071
UA 1	=	736.928 FCFA
1 FCFA	=	US\$0.002

ANNEE FISCALE

Groupe de la Banque mondiale:	1 ^{er} juillet	–	30 juin
Banque africaine de développement:	1 ^{er} janvier	–	31 décembre

ABBREVIATIONS ET ACRONYMES

ABP	Allocation basée sur la performance
ADD	Analyse de la durabilité de la dette
ADD PFR	Analyse de la durabilité de la dette pays à faible revenu
AEPA	Approvisionnement en eau potable et assainissement
AF	Année fiscale
AFD	Agence française de développement
AGIM	Agence de garantie de l'investissement multilatéral
APD	Aide publique au développement
APE	Accord de partenariat économique
APP	Analyse participative de la pauvreté
APRD	Armée du peuple pour la restauration de la démocratie
BAD	Banque africaine de développement
BCAH	Bureau pour la coordination des affaires humanitaires
BEAC	Banque des états de l'Afrique centrale
BM	Banque mondiale
BONUCA	Bureau de l'organisation des nations unies pour la consolidation de la paix en Centrafrique
CCP	Commission des nations unies pour la consolidation de la paix
CDMT	Cadre de dépense à moyen terme
CEEAC	Communauté économique des états de l'Afrique centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CFA	Communauté financière africaine
CIS	Comité international de secours
CLC	Comité de lutte contre la corruption
COMIAF	Commission des forêts d'Afrique centrale
CPC	Cadre permanent de concertation entre le gouvernement et le secteur privé
CST	Compte simple de trésor
DAC	Document d'approche commune
DPI	Dialogue politique inclusif
DRP	Document de renforcement pays
DSDSR	Document stratégique de développement du secteur rural
DSIC	Document de stratégie intérimaire conjointe
DSPPC	Document de stratégie de partenariat pays conjointe
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
ENERCA	Société nationale énergie centrafricaine
EPT/IA	Education pour tous/initiative accélérée
FAD	Fonds africain de développement
FAE	Facilité africaine de l'eau
FCIPP	Fonds consultatif pour l'infrastructure publique privée
FCP	Fonds de consolidation de la paix

FDPC	Front démocratique du peuple centrafricain
FDS	Forces de défense et de sécurité
FEF	Facilité en faveur des états fragiles
FEM	Forum économique mondial
FFBC	Fonds de la forêt du bassin du Congo
FJDS	Fonds japonais de développement social
FMI	Fonds monétaire international
FPPCA	Facilité en faveur des pays post-conflits en Afrique
FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance
GBM	Groupe de la Banque mondiale
GESCO	Système automatisé d'enregistrement des dépenses à la direction du budget
GFP	Gestion des finances publiques
GICA	Groupement interprofessionnel de Centrafrique
GLC	Gouvernance et lutte contre la corruption
GSM	Groupe spécial mobile
IADM	Initiative d'allègement de la dette multilatérale
IDA	Agence de développement international
IDH	Indice de développement humain
IED	Investissement étranger direct
IFC	Initiative de financement du commerce
IGE	Inspection générale de l'état
IGF	Inspection générale des finances
IPC	Indice des prix à la consommation
IPPTE	Initiative pays pauvres très endettés
ITIE	Initiative pour transparence dans les industries extractives
LGFA	Loi et Gouvernance sur les forêts en Afrique
MEPCI	Ministère de l'économie, du plan et de la coopération internationale
MFB	Ministère des finances et du budget
MLCJ	Mouvement de libérateurs centrafricains pour la justice
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NU	Nations unies
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OCSS	Office centrafricain de sécurité sociale
OHADA	Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
OIBT	Organisation internationale des bois tropicaux
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONUSIDA	Programme conjoint des nations unies sur le VIH/SIDA
OPD	Opération de politique de développement
PA	Protocole d'accord
PACEBCO	Programme régional d'appui à la conservation des écosystèmes du bassin du Congo
PARCPE	Programme d'appui à la réhabilitation des capacités de planification économique
PARE	Programme d'appui aux réformes économiques
PARIR	Projet d'appui à la réhabilitation des infrastructures rurales
PCDAGV	Projet communautaire de développement et d'appui aux groupes vulnérables
PDRT	Programme de démobilisation et de réintégration transitionnels
PFR	Pays à faible revenu
PFRSS	Pays à faible revenu sous stress
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PMRAT	Programme multi-pays de réintégration et d'appui transitionnel
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
PPI	Programme pour les petits investissements (AGIM)
PPIEV	Programme pluriannuel intégré et élargi de vaccination
PPTTE	Pays pauvres très endettés
PRODEBALT	Projet régional de développement du bassin du lac Tchad
RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo

RDP	Revue des dépenses publiques
REDD	Réduction des émissions provenant du déboisement et de la dégradation des forêts
RIA	Rapport intérimaire annuel
RRFP	Revue de la responsabilité financière des pays
SDR	Droits de tirages spéciaux
SFI	Société financière internationale
SIR	Stratégie d'intégration régionale
SPP	Stratégie de partenariat pays
SPPC	Stratégie de partenariat pays conjointe
SRGEG	Subvention des réformes de la gestion économique et de la gouvernance
TICR	Taux d'intérêt commercial de référence
UC	Unité de compte
UE	Union européenne
UFDR	Union des forces démocratiques pour le rassemblement
UNPC	Union nationale du patronat centrafricain
USAID	Agence américaine pour le développement international
US\$	Dollar américain
VAN	Valeur actualisée nette
VS	Violence sexo-spécifique

<p style="text-align: center;">BANQUE MONDIALE</p> <p>Vice Président: Obiageli K. Ezekwesili Directeur de Pays: Mary A. Barton-Dock Directeur National: Jelena Pantelic</p> <p>Chef Groupe de Travail: Katrina Sharkey</p> <p>Membres du Groupe de Travail: Luc Razafimandimby Victoria Gyllerup Jelena Pantelic Nellie Sew Kwan Kan Milaine Rossanaly</p>	<p style="text-align: center;">BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT</p> <p>Vice Président: Aloysius Uche Ordu Directeur de Pays: Mohamed J. Gharbi Economiste Principal: Abdellatif Bernoussi</p> <p>Chef Groupe de Travail: Mamadou Diagne</p>
<p style="text-align: center;">SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE</p> <p>Vice Président: Thierry Tanoh</p> <p>Directeur de Pays: Yolande Duhem</p> <p>Représentant Résident et Chef Groupe Travail: Justin Kouakou</p> <p>Division Stratégie: Frank Douamba</p>	<p style="text-align: center;">AGENCE MULTILATERALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS</p> <p>Vice Président: Izumi Kobayashi</p> <p>Economiste en Chef & Directeur, Groupe Economique & Politique: Frank Lysy</p> <p>Responsable Principal Gestion des Risques: Thomas Vis</p>

Remerciements

La Stratégie de Partenariat Pays pour la République Centrafricaine a bénéficié de la contribution et des observations constructives des collègues suivants:

Du Groupe de la Banque mondiale: Brigitte Bocoum, Yann Burtin, Serena Cavicchi, Moez Cherif, Deborah Davis, Janet Dooley, Sharon Felzer, Victoria Gyllerup, Bernard Harborne, Margo Hoftijzer, Mary Kathryn Hollifield, Barbry Keller, Larisa Leshchenko, Evelyne Madozein, Jean-Francois Marteau, Enrique Pantoja, Luc Razafimandimby, Milaine Rossanaly, Christopher Saunders, Nellie Sew Kwan Kan, David Tchuinou, Meike Van Ginneken, Barbara Weber, Michel Welmond, et tous les membres de l'Equipe Nationale du GBM en République Centrafricaine.

De la Banque Africaine de Développement: Mouldi Ayachi, Malinne Blomberg, Ali Eyeghe, Athanase Gahungu, Patrice Horugavye, Toussaint Houeninvo, Margaret Kilo, Ahmed Ismail Mahdi, Samuel Mba, Jean-Marie Meng Lihinag, Monia Moumni, Jean-Baptiste Nguema-Ollo, Boukary Savadogo, Samba-Bocary Tounkary, Amadou Ibrahima Traore, Ali Yahiaoui, et tous les membres de l'Equipe Nationale de la BAD en République Centrafricaine.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

i. **La République Centrafricaine (RCA) est l'un des pays les plus pauvres de l'Afrique Subsaharienne.** Après des élections présidentielles et législatives en 2005, la situation politique de la RCA s'est améliorée. La réconciliation politique lancée début 2008, y compris un accord de cessez-le-feu avec le groupe rebelle principal et un accord de paix entre le gouvernement et les partis d'opposition a été conclu avec succès. Cela a mené au Dialogue Politique Inclusif (DPI), qui inclut la formation d'un Gouvernement d'Unité Nationale; le statut révisé des partis politiques, et la séparation des pouvoirs. Le DPI, qui vise également à assurer des élections nationales transparentes et justes en 2010 ainsi que la mise en œuvre de la décentralisation, montre des signes précoces d'espoir, mais sa mise en place demeure incomplète. Globalement, la réconciliation nationale progresse, alors que la situation de sécurité demeure fragile

ii. **Un progrès soutenu sera nécessaire pour instaurer une paix durable et une reprise économique.** Les défis auxquels fait face la RCA sont aggravés par l'impact de la crise économique globale sur la croissance du pays et sur l'impôt et les recettes d'exportation. La RCA a néanmoins montré son engagement à soutenir un bon programme macro-économique, une réforme de la gouvernance, et des améliorations de la prestation de service. Le gouvernement a atteint le point de décision des PPTE (Pays Pauvres et Très Endettés) en 2007 et est sur la bonne voie pour atteindre l'achèvement de PPTE au milieu de l'année 2009. Les perspectives du pays sont donc bonnes pour réaliser des résultats de développement et améliorer la qualité de vie des citoyens de la RCA, mais la continuation de la réforme et la collaboration soutenue de la communauté internationale sont nécessaires pour assurer la stabilité.

iii. **Le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) de la RCA, qui couvre la période 2008-2010, a été validé par des partenaires au développement à la Table Ronde de Bruxelles en octobre 2007.** Le DSRP demeure le document de référence pour la programmation de l'aide extérieure. Il se compose de quatre piliers stratégiques :

- Pilier 1 : Rétablir la sécurité, renforcer les efforts de paix et prévenir le conflit;
- Pilier 2 : Favoriser la bonne gouvernance et la primauté du droit ;
- Pilier 3 : Reconstruire et diversifier l'économie; et
- Pilier 4 : Développer les ressources humaines.

iv. **La Note de reprise des activités de la Banque (DRP) du milieu de l'année 2004 a marqué le rétablissement des relations du Groupe de Banque mondiale avec la RCA,** après une période de suspension due à l'instabilité prolongée et à l'accumulation d'arriérés non viables. Le DRP est resté en vigueur jusqu'à ce qu'elle ait été remplacée par un Document de Stratégie Intérimaire Conjointe de la Banque Africaine de Développement /Banque mondiale (DSIC) pour AF2007-2008. L'objectif visé par le DSIC a été d'harmoniser l'appui des principaux partenaires au développement de la RCA,

et de démontrer leur résolution commune (a) d'étudier le grave problème des arriérés du pays ; (b) de faciliter l'accès à l'initiative d'aide aux Pays Pauvres et Très Endettés (PPTE) et à l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM); (c) de soutenir les efforts du gouvernement de fournir les services de base ; et (d) de soutenir l'action gouvernementale de stabiliser l'environnement social et politique.

v. **Un grand nombre d'activités lancées dans le cadre de le DSIC sont encore en cours.** Le portefeuille total de 76 millions d'US\$ de la Banque mondiale et le portefeuille total de 41.8 millions d'UA (62.6 millions d'US\$) fournissent l'aide ciblée à la gouvernance économique, au développement des capacités, et à la prestation des services de base. En dépit des contraintes de capacité énormes et d'un processus non terminé de consolidation de la paix, les efforts entrepris conjointement par les deux banques commencent à produire des résultats tangibles. En perspective, les restrictions des financements à conditions de faveur au niveau de l'IDA et de la BAD mettent en évidence la nécessité d'approches et d'instruments innovateurs comprenant des fonds fiduciaires, des fonds verticaux, et d'autres ressources favorisant l'intégration régionale. Le financement total actuel et potentiel du GBM pour la période de la SPP est estimé à 181 millions d'US\$.

vi. **Cette Stratégie de Partenariat Pays (SPP), préparée conjointement par le Groupe de la Banque mondiale et la Banque Africaine de Développement (BAD),** présente la stratégie ainsi que l'appui programmé de prêt et de non-prêt des deux institutions à la RCA pour la période de l'AF 09-12 (juillet 2008 - juin 2012). Pour la première fois, la SPP intègre la Société Financière Internationale (SFI) et l'Agence de Garantie de l'Investissement Multilatéral (AGIM) dans l'association. La SPP se base sur des résultats obtenus dans le cadre de DSIC, et soutient et approfondit l'appui fourni par des programmes en cours. La SPP fournit l'appui aux piliers 2 (gouvernance) et 3 (diversification) du DSRP, avec un appui minimal du GBM au pilier 4 (développement humain) du DSRP. Les travaux analytiques et consultatifs des deux institutions cibleront des secteurs et thèmes prioritaires où l'insuffisance d'information entrave l'élaboration de politiques rationnelles et l'intervention adéquate des donateurs. Le message véhiculé clairement par la SPP est que, suite à son absence prolongée, la communauté internationale est disposée à maintenir son appui à la RC dans ses efforts de réaliser des objectifs de développement durables.

vii. **La SPP est sélective** en fonction des besoins prioritaires de la RCA, des avantages comparatifs des deux banques, et de l'harmonisation/de la coordination avec d'autres donateurs. La coordination est particulièrement cruciale avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres partenaires ayant des missions spécifiques dans les secteurs de la paix et de la sécurité. La SPP optimise également l'intervention commune par la présence soutenue du GBM sur le terrain.

viii. **Vers la fin de la période de la SPP les résultats suivants sont attendus :**

Piliers 2 et 3 du DSRP, avec l'appui du GBM et de la BAD :

- Gestion des finances publiques, mobilisation de revenu et gouvernance améliorés ;
- Transparence et responsabilité améliorées dans la gestion des ressources naturelles ;
- Climat d'investissement amélioré et opportunités de croissance conduite par le secteur privé;
- Infrastructure économique renforcée;
- Accès amélioré à l'infrastructure urbaine et communautaire locale de base ; et
- Productivité agricole et commercialisation accrues.

Pilier 4, avec l'appui limité du GBM :

Accès amélioré à l'éducation et aux services de santé de qualité

ix **La SPP est vulnérable à cinq grands risques:**

- *Le premier* est un risque de violence sporadique au nord et au centre du pays. En outre, la position enclavée de la RCA dans une sous-région instable rend le pays vulnérable aux influences de déstabilisation du mouvement transfrontière des groupes rebelles armés.
- *Le deuxième* risque provient de l'exposition de la RCA aux bouleversements et de sa vulnérabilité aux impacts négatifs sur son compte courant, ses réserves, ses revenus, et sa croissance. La crise économique globale, combinée avec d'autres problèmes de bouleversements et de sécurité externes, a eu un impact négatif sur ces variables.
- *Le troisième* est un risque lié aux attentes des populations par rapport au dialogue politique inclusif (DPI) lancé en 2008 qui promet un retour à la paix, à la stabilité et à une meilleure qualité de vie. Les établissements de l'Etat de la RCA, y compris la police et le corps judiciaire, demeurent fragiles et sous-développés. Le chômage généralisé, et la perception que la paix hâtive n'a pas encore engendré des avantages réels, posent un risque à la stabilité.
- *Un quatrième* risque est que l'héritage de la corruption et de l'abus de pouvoir peut continuer à contrecarrer l'exécution efficace des politiques et la capacité du gouvernement de regagner la confiance des populations.
- *Le cinquième* est le risque de l'incapacité du gouvernement de mettre en application des réformes.

X. Conscient de ces risques, la SPP fournit de l'aide et des subventions pour encourager la RCA à poursuivre les efforts de réforme. Il prévoit également la surveillance étroite de la situation macro-économique par les deux banques en collaboration avec le Fonds Monétaire International. En outre, la SPP prévoit des projets ciblant le développement et l'amélioration des prestations de services communautaires,

pour aider à atténuer des risques d'instabilité. La SFI et l'AGIM étudieront la possibilité de création d'emplois par l'élargissement des opportunités de développement du secteur privé. Des projets seront conçus faisant usage des bonnes pratiques de Gouvernance et de Lutte contre la Corruption (GLC) inspirées de l'Initiative de la Banque mondiale visant à combattre les risques de corruption, surveiller la réalisation des objectifs, et renforcer la capacité locale d'exécution. Si la situation macro-économique changeait au cours de l'exécution de la SPP, le GBM reconsidérerait également l'équilibre entre le prêt d'investissement et le prêt entrant dans le cadre de politiques de développement.

Transition vers la paix et la stabilité en RCA

Un point de vue de Kaga-Bandoro¹

Kaga-Bandoro, avec une population de 68.000 habitants, s'étend le long de la route à grand trafic d'environ 322kilomètres au Nord de Bangui. Il commence à renaître comme préfecture vibrante. Les vagues de conflits violents avaient dévasté Kaga-Bandoro depuis que la guerre civile a éclaté en 2002. Quand les organismes humanitaires sont y arrivés en 2007, plus de 22 pour cent de la population avaient souffert de longues périodes de déplacement et d'insécurité. Comme le coordonnateur de terrain du Comité International de Secours (CIS) a décrit la situation, « plus de 28.000 personnes qui avaient été forcées de vivre 'par la chasse tout en se cachant' dans les buissons pendant près de deux années, ont commencé à se réinstaller petit à petit le long de la route. »

Aujourd'hui, Kaga-Bandoro a des points d'eau potable, des écoles primaires et professionnelles, un centre social, des pharmacies, un groupe fondé sur la violence sexospécifique (VS), et un hôpital opérationnel fournissant des soins pédiatriques à des milliers d'enfants. Plus d'une douzaine d'ONG internationales déploient maintenant leur intervention d'aide d'urgence vers des solutions durables. Leur travail est toujours difficile du fait du manque de confiance persistant des populations vis-à-vis les autorités.

Comme la sécurité commence à être rétablie dans les villages de la RCA, des interventions de développement contribuent à restaurer la confiance et à stimuler le développement communautaire. Aujourd'hui à Kaga-Bandoro, les enfants parlent de leur avenir et les femmes trouvent des moyens d'augmenter leur revenu de ménage. Les organisations, telles que le centre de VS, s'assurent que les victimes de violence sexuelle ont accès à un soutien psychologique et à la formation pour les aider à générer un revenu. La scolarisation à l'école primaire augmente et des enseignants issus de la communauté sont recrutés.

***Marie**, une réfugiée de la République du Congo Démocratique, explique comment les compétences acquises au centre de VS l'ont aidée à regagner confiance en elle-même et à lancer un commerce. **Evelyne**, une victime de violence domestique, décrit le changement de dynamique de famille qu'elle a ressenti lorsqu'elle a transmis à son mari les nouvelles compétences qu'elle avait acquises nouvellement dans la fabrication de savons. « Il produit maintenant le savon et moi je cultive des légumes. » raconte Evelyne. « Il n'est plus violent avec moi ou les enfants et je peux lui parler de choses ».*

Les effectifs des enfants qui fréquentent les écoles communautaires augmentent rapidement, mais la disponibilité des enseignants demeure limitée. L'école communautaire de Patcho dans la préfecture de Kaga-Bandoro avec un effectif pléthorique de 236 élèves ne dispose que de 3 enseignants communautaires. Toutefois,

¹ Les noms des personnes ont été changés pour protéger leur vie privée.

*l'enthousiasme des enfants est incontrôlable: « Je veux devenir pilote, » dit **Sylvain** ; « Je veux devenir docteur pour aider la famille » dit **Vincent**; et beaucoup d'autres enfants répètent en chœur.*

Kaga-Bandoro est un exemple révélateur de nombreux villages dans la partie Nord de la République Centrafricaine. Après des années de déplacement, les populations reviennent lentement à l'état normal. Les projets communautaires, la responsabilisation des jeunes, et les initiatives fondées sur le genre soutenues par des organisations internationales produisent des résultats.

I. CONTEXTE DE PAYS ET DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS

A. Pays et contexte politique

1. **La RCA est un pays d'environ quatre millions d'habitants qui est doté de forêts riches et de ressources minérales et se situe géographiquement aux carrefours de l'Afrique Subsaharienne. Près de 20 pour cent de la population habitent à Bangui, la capitale. Le pays est également au carrefour d'une transition d'instabilité prolongée vers une nouvelle phase de paix et de développement du pays et de reprise économique, pour lesquels l'assistance soutenue de la communauté internationale est nécessaire.** La richesse de la RCA en ressources naturelles contredit le fait que la RCA reste l'un des pays les moins développés dans le monde (classé 178^{ème} sur 179 sur l'Indice du Développement Humain de 2008), en partie en raison de sa position enclavée, ses institutions faibles, son système de transport inefficace, sa main-d'œuvre non qualifiée, et ses crises politiques et militaires. Le pays est resté dépendant de l'aide jusqu'en 2006, lorsqu'un renforcement de l'appui de donateurs a été utilisé pour éponger les arriérés de dettes de la RCA auprès de la Banque mondiale et de la BAD. Le flux global des donateurs a augmenté depuis 2006, mais le volume de l'aide externe demeure en grande partie insuffisant pour soutenir les efforts du pays à maintenir la stabilité et atteindre une bonne partie des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

2. **La situation politique et sécuritaire de la RCA reste fragile, aggravée par la présence insuffisante de l'autorité centrale dans certaines parties du territoire.** Le pays a enduré des années d'instabilité politique et de conflits épisodiques de faible intensité, qui ont causé la destruction d'une part considérable de son infrastructure et tissu social. En mars 2003, le pays a connu un changement de régime et la création d'un gouvernement de transition qui a réussi à tenir des élections nationales en 2005 ce qui a eu pour résultat l'élection libre du président sortant et de ses alliés.

3. **La consolidation de la paix par le dialogue et le rétablissement de la confiance sont fondamentaux pour le gouvernement.** Les pourparlers de paix ont abouti à un accord de paix avec les principaux groupes rebelles: le Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC) et l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR) en 2007, et l'Armée du Peuple pour la Restauration de la Démocratie (APRD) au milieu de l'année 2008. Le processus de la paix a entraîné la création d'un Dialogue Politique Inclusif en décembre 2008 auquel ont participé le parti au pouvoir, tous les partis d'opposition, les groupes rebelles, la société civile, et les principaux groupes religieux. Les DPI ont permis de parvenir à des accords pour la formation d'un gouvernement d'Unité Nationale, de réviser le statut de partis politiques et la séparation des pouvoirs, de mener des élections nationales transparentes et justes en 2010, et d'appliquer la décentralisation, y compris des élections municipales et régionales. Le Gouvernement d'Unité Nationale, dirigé par le président sortant, a été formé en janvier 2009, mais la situation de sécurité de courte durée demeure incertaine en raison de la violence sporadique, particulièrement dans le nord et le nord-est. Quelques mouvements rebelles (le Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC) and the Mouvement de Libération Centrafricain pour la Justice (MLCJ)) accusent le gouvernement de mal gérer le processus de désarmement et de réintégration en supprimant l'appui financier à leurs anciens combattants, et menacent de mettre fin au processus de la paix. Dans ce contexte, la Commission des NU pour la Consolidation de la Paix (CCP) a

adopté en mai 2009 un cadre stratégique 2009 -2011 pour la RCA axé sur la réforme du secteur de la sécurité, de la gouvernance et de la primauté du droit, et l'appui aux centres de développement. Les perspectives pour la stabilité politique durable dépendront de la façon dont les recommandations des DPI et du Cadre Stratégique de la CCP des NU sont appliquées fidèlement et, en particulier, de l'organisation réussie des élections présidentielles et parlementaires en 2010.

B. Contexte et perspectives économiques

4. **L'économie de la RCA est dominée par le secteur primaire, qui représente 52.2 pour cent de PIB en 2008, suivi du secteur tertiaire (30.5 pour cent) et du secteur secondaire (12.1 pour cent).** L'agriculture de subsistance (28.5 pour cent du PIB) et l'élevage (12.5 pour cent de PIB) sont les activités principales dans le secteur primaire. La foresterie, les industries extractives (diamants principalement), et les produits agricoles d'exportation (café et coton) représentent un pourcentage moindre du PIB, bien que ces secteurs soient les sources principales des recettes d'exportation.

5. **Depuis 2004, la reprise économique s'est accélérée et le pays a commencé à récupérer de la longue période de l'instabilité.** Le PIB en termes réels a augmenté de -4.6 pour cent en 2003 à 4.2 pour cent dans 2007 au cours d'une période qui a été marquée par l'exécution des réformes fondamentales. En dépit de l'investissement public décroissant, l'investissement global a augmenté, soutenu par l'investissement privé dans les secteurs de l'exploitation minière, de la foresterie, des télécommunications et des transports. Les investissements à l'étranger ont augmenté et le paiement régulier des salaires publics a favorisé une demande et une consommation plus considérable. L'insuffisance des infrastructures, l'insécurité dans les régions rurales, l'absence de services de vulgarisation, et la diminution du rendement des cultures commerciales (café et coton) en raison du fléchissement des cours internationaux et de l'insécurité, ont eu pour effet une croissance relativement faible de l'agriculture.

6. Au cours de l'année 2008, l'économie de la RCA a été affectée par les nouvelles réalités au niveau international et un certain nombre de bouleversements (panne à l'usine hydro-électrique principale, avec les coupures électriques concomitantes; l'augmentation des prix de pétrole et des denrées alimentaires; et la hausse du cours de l'Euro par rapport au dollar US). Le taux de croissance du PIB en termes réels a été estimé à 2.2 pour cent en 2008 par rapport aux projections de 4.9 pour cent avant la crise. Le ralentissement économique global a négativement affecté les exportations de la RCA qui ont diminué de plus de 20 pour cent en 2008 par rapport à 2007 (encadré 1). En outre, le financement externe faible a entraîné un déclin de l'investissement public qui a contribué au ralentissement du rythme de la croissance en 2008.

7. **La reprise économique est susceptible d'être progressive, avec un taux de croissance prévu de 2.4 pour cent en 2009 et une croissance moyenne de 4.0 pour cent au cours de la période de la SPP (2009-2012).** Un tel scénario présuppose l'amélioration de la sécurité ; le paiement régulier des salaires publics pour soutenir une demande intérieure et la stabilité sociale ; et un investissement plus important (avec une augmentation prévue du PIB de 10.2 en 2008 à 14.2 pour cent d'ici 2012) dans l'électricité, les routes, les télécommunications, et d'autres secteurs critiques pour la croissance. Ce scénario présuppose également : (a) des réformes nationales décisives, y compris des réformes de gouvernance dans les secteurs d'exploitation minière et de la foresterie ; (b) des améliorations du climat des affaires, y compris des augmentations du crédit au secteur privé ; et (c) et des améliorations de la situation de l'emploi dans les secteurs industriels et de services.

8. **La RCA a bénéficié d'un programme dans le cadre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) pendant la période 2007-2009 avec le FMI, qui est toujours actif. La quatrième revue de la FRPC a été réalisée en avril 2009 et discutée par le Conseil d'Administration du FMI en juin 2009.** Une politique macroéconomique rationnelle a permis à la RCA d'améliorer sa performance en répondant aux critères économiques régionaux de convergence fixés par la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Les dispositions monétaires régionales et la politique monétaire de la Banque Centrale Régionale, la BEAC (Banque des Etats de l'Afrique Centrale), ont permis de maintenir l'inflation moyenne en dessous du critère de convergence économique de la CEMAC entre 2004 et 2007. Toutefois, l'action combinée d'une plus grande hausse des prix des denrées alimentaires et du pétrole dans le premier semestre de 2008 a provoqué une inflation temporairement plus élevée en 2008, estimée à 9.3 pour cent. Il est prévu que le taux d'inflation tombe à un niveau inférieur aux critères fixés par la CEMAC au cours de la période de la SPP.

Encadré 1: Incidences de la crise financière internationale en RCA

L'impact principal de la transmission de la crise financière internationale a été l'affaiblissement de la demande et des prix des produits de base dans le monde, ce qui a provoqué un déclin dans l'activité économique particulièrement dans le secteur de la foresterie et de l'exploitation minière qui représente approximativement 82 pour cent des exportations

Secteur de la foresterie : En 2008, les exportations de bois ont diminué de 24.1 pour cent par rapport à 2007 et de 36.8 pour cent par rapport aux projections d'avant la crise. Six compagnies forestières sur 9 ont fermé leurs unités de transformation du bois, ce qui a eu pour résultat le licenciement de 1335 employés et une diminution de 28 pour cent de la masse salariale de ce secteur qui constitue l'une des quelques activités industrielles formelles du pays. La part du secteur de la foresterie dans le PIB a chuté de 1.9 point entre 2007 et 2008. Il est prévu que la tendance à la baisse de la demande de bois continue en 2009, selon l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT).

Secteur de l'exploitation minière : Les exportations de diamant en 2008 ont diminué de 25.5 pour cent par rapport à 2007 et de 38 pour cent par rapport aux projections d'avant la crise. Les impôts perçus des exportations de diamant ont chuté de 18 pour cent entre juin 2007 et juin 2008. Plusieurs sites miniers de petite échelle ont arrêté leurs activités alors que les grandes compagnies minières ont commencé à réduire leurs programmes d'investissement et de production.

Comptes extérieurs : L'exportation des marchandises a diminué de 23 pour cent en 2008 par rapport aux projections d'avant la crise de 17.6 pour cent d'augmentation, et il est prévu d'autres diminutions (- 17 pour cent) en 2009. Cette situation a eu pour résultat une augmentation du déficit courant (y compris les transferts) de -6.1 pour cent du PIB en 2007 à -9.9 pour cent en 2008.

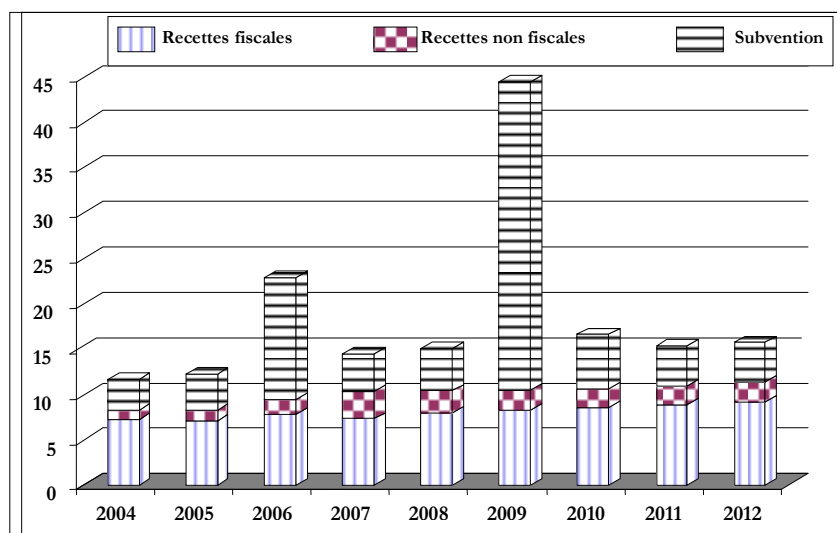
Recettes publiques : Par rapport aux projections d'avant la crise, les pertes de revenus se sont élevées à 23.6 pour cent de taxes à l'exportation et à 3.7% de recettes fiscales en 2008. Les dépenses publiques devraient augmenter en réponse aux mesures d'investissements et de stimulus fiscal nécessaires pour soutenir la reprise économique et atténuer l'impact de la crise sur le secteur forestier. Cela entraînera le déficit du solde primaire intérieur en 2009.

Croissance économique : La crise financière globale a affaibli la croissance de 2.2 pour cent en 2008 et de 2.4 pour cent en 2009 par rapport à 4.2 pour cent en 2007 et aux projections d'avant crise de 4.9 pour cent pour 2008 et 5 pour cent pour 2009.

9. **Les politiques fiscales ont été marquées par l'amélioration de la mobilisation des revenus intérieurs et l'assainissement efficace des finances publiques dans le passé récent (Figure 1).** Le solde primaire intérieur est demeuré positif entre 2006 et 2008 du fait de l'amélioration continue de la mobilisation des revenus internes qui a atteint 7.9 pour cent du PIB en 2008, le taux le plus élevé depuis 2003 en dépit de la crise financière globale. Pourtant la recette fiscale demeure faible, même par rapport aux normes africaines sub-sahariennes et tous les

profits ont été réalisés par l'assainissement des finances publiques. Il est prévu que la moyenne des recettes fiscales soit de 8.7 pour cent du PIB au cours de la période de la SPP. Toutefois, afin de maintenir un niveau de dépense critique pour assurer la reprise – estimée à un peu plus de 16.5 pour cent du PIB – le solde primaire intérieur serait négatif en 2009-10, d'où un renversement des tendances récentes avant le changement positif les années prochaines. Le déficit fiscal global, à l'exclusion des subventions, augmenterait de manière significative en 2009-10 et resterait élevé par rapport aux résultats antérieurs à 2008.

**Figure 1: Recettes du gouvernement, 2004-2012
(% de PIB)**



10. Une augmentation substantielle des recettes fiscales sera donc cruciale pour répondre aux principales obligations fiscales de la RCA, qui incluent :

- *La part élevée des salaires publics dans le budget.* Les salaires et traitements publics représentent 50 pour cent environ du budget récurrent, et les contraintes dans la capacité du gouvernement de prendre en charge ces dépenses pourraient constituer une source de tension et d'instabilité sociale.² Jusqu'ici, avec l'appui des donateurs, la RCA a réussi à payer les salaires de façon régulière. Le gouvernement entreprend également des réformes ambitieuses à moyen terme visant à faire face au fardeau des salaires publics sur le budget tout en assurant la qualité de la prestation des services publiques. A cet effet, le gouvernement a adopté un nouveau cadre organique pour l'administration publique, et un statut révisé de la fonction publique comprenant de nouveaux systèmes d'évaluation de la rémunération et des performances.
- *La quantité significative d'arriérés et de dettes intérieures auprès des banques commerciales.* La dette publique intérieure, y compris les arriérés de salaires et de pensions, la dette auprès des fournisseurs accumulée en grande partie au cours de la période du conflit (1998-2003), et la dette auprès des banques commerciales, représentent 22 pour cent du PIB 2008. Le gouvernement a adopté un plan de règlement en novembre 2008, mais manque des ressources pour satisfaire les conditions de règlement.
- *Service de la dette extérieure.* Même après l'atteinte du point d'achèvement des PPTE vers fin juin 2009, des obligations concernant le service dette extérieure (Tableau 1) constitueront encore une source considérable de sorties de fonds.

**Tableau 2: Service de la dette extérieure, 2008-2010
(en millions de dollars US)**

² Par exemple, un retard de paiement des salaires publics en décembre 2007 a provoqué des manifestations et une grève du secteur public, et éventuellement un remaniement du gouvernement en janvier 2008.

	2009	2010	2011	2012
Multilatéral	7.0	1.8	2.1	1.4
Officiel bilatéral	0.5	4.6	4.6	15.9
Commercial ¹	0.8	0.4	0.4	2.1
Nouvelle Dette ²	0.2	0.2	0.3	0.4
Total	8.5	7.0	7.3	19.9

Note : Y compris l'aide aux PPTE et l'allègement de la dette dans le cadre de l'IADM.

¹ le service de la dette à ces créanciers est sujet à la participation à l'initiative PPTE.

² Reflète le service de la dette sur l'emprunt projeté requis pour combler le déficit courant ainsi que le rachat avec des ressources FRPC d'un montant de SDR 12.53 millions précédemment retirés au titre des EPCA du Fonds

Sources : Unité PPTE de la Banque mondiale HIPC, FMI.

11. **La position externe de la RCA reflète la vulnérabilité et la dépendance du pays à l'égard de l'aide extérieure (annexe 3).** Le solde courant est structurellement en déficit en raison des contraintes significatives d'importation, et de la concentration des exportations sur les produits primaires, ce qui le rend vulnérable au mouvement des termes de l'échange. Après la crise financière, le déficit courant, y compris les transferts publics se sont détériorés de 6.1 pour cent du PIB en 2007 à 9.9 pour cent en 2008. Il est prévu de rester au même niveau jusqu'en 2012. Il est également prévu que le déficit du compte pour services divers demeure élevé en raison des services d'importations et des coûts de transport élevés, et que le résultat à affecter demeure déficitaire en raison de paiements d'intérêts sur la dette extérieure. Les fluctuations internationales projetées au cours de la période de la SPP relativement à la réserve reflètent une telle vulnérabilité, avec une moyenne de 3 mois d'importations, une diminution par rapport à 3.5 mois en 2008.

12. **La réalisation complète des objectifs des PPTE et de l'IADM permettrait une réduction initiale plus rapide des ratios d'endettement.** Une Analyse de la Durabilité de la Dette des Pays à Faible Revenu (ADD PFR) réalisée en mai 2009 (Annexe 2) montre que, suite à l'atteinte du point d'achèvement PPTE, il est prévu que tous les indicateurs de dette restent en dessous des seuils appropriés pendant la période de projection.³ Il est prévu que ces ratios diminuent graduellement avec le temps, à condition que les principaux risques soient contrôlés à travers une orientation budgétaire prudente, des mesures de stabilisation, et de nouveaux prêts avec des conditions privilégiées. Il demeurera vital pour la RCA de maintenir un environnement sociopolitique stable, en plus des politiques rationnelles pour soutenir l'amélioration de la performance économique.

C. Profil de la Pauvreté

13. **La RCA a un indice de pauvreté qui demeure parmi les plus élevés en Afrique Subsaharienne, en dépit de son potentiel économique considérable. Les données d'enquêtes sur les ménages, rassemblées avec l'appui du PNUD, indiquent que 67.2 pour cent de la population ont vécu en dessous du seuil de la pauvreté en 2003.⁴ La pauvreté était plus accentuée, avec un taux de 71.7 pour cent, dans les régions rurales, ce qui représente 62 pour cent de la population, et dans les régions ayant souffert du conflit armé. La pauvreté**

³ Le scénario estime que la RCA a atteint le Point d'Achèvement en juin 2009.

⁴ Ceci est basé sur la définition monétaire de la pauvreté, là où le seuil de la pauvreté est égal à CFAF156.079 (US\$312) par an par adulte.

était moins marquée dans la capitale qui dispose de l'infrastructure sociale de base et où l'activité économique est la plus intensive. Selon l'analyse participative de la pauvreté (2007),⁵ ses trois causes principales sont (a) la mauvaise gouvernance, avec comme cause principale l'abus de pouvoir par les représentants de l'état; (b) l'insécurité et le manque de possibilités économiques liés au récent conflit,⁶ qui ont suscité la prolifération du brigandage urbain et l'extorsion au niveau des barrages routiers, même dans les régions qui ne sont pas directement affectées par le violent conflit; et (c) les revenus faibles.

14.

La promotion du développement humain durable est l'un des quatre piliers du DSRP, mais le pays manque des moyens pour l'application efficace des politiques et l'atteinte des objectifs visés dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Les conflits récurrents ont engendré une détérioration de tous les indicateurs sociaux, rendant improbable l'atteinte par la RCA de la plupart des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015. La RCA est classée 178^{ème} sur 179 pays pour l'indice de développement humain (IDH) de 2008. Ce classement illustre clairement les conditions de vie difficiles des populations et le faible accès aux services sociaux de base. Environ 86 pour cent de la population n'ont aucun accès aux services de santé, et 41 pour cent d'adultes sont illettrés. L'espérance de vie à la naissance est estimée à 45 ans environ, quelques dix ans de moins que la moyenne africaine; et la prédominance du VIH/SIDA qui était de 6.2 pour cent en 2006 pour des personnes âgées de 15 à 49 ans, est la plus élevée dans la zone de la CEMAC. Les politiques de prévention et de traitement du VIH/SIDA, de la tuberculose, et de la malaria sont en place, mais les mécanismes pour le financement et l'exécution demeurent insatisfaisants.

15. **Le développement humain et la pauvreté en RCA ont été négativement affectés par l'instabilité politique.** La situation humanitaire dans quelques parties du pays demeure difficile, et plus d'un million de personnes ont été affectées par la violence.⁷ Des milliers de personnes ont été déplacées en 2008, s'ajoutant aux 295.000 personnes déjà déplacées à l'intérieur et aux 100.000 réfugiés de la RCA habitant au Tchad, au Soudan, et au Cameroun. La plupart ont cherché refuge dans les centres urbains ou dans des régions rurales dans le sud, et ont, en conséquence, été privées de leurs moyens de subsistance. L'insécurité alimentaire et la malnutrition chronique sont des problèmes permanents, particulièrement dans le nord, en raison de la faible productivité agricole et de l'accès insuffisant aux services de santé et à l'eau propre.

16. **La RCA est classée 153ème sur 177 pays pour l'Indicateur sexo-spécifique de Développement Humain de l'ONU.** Il y a des disparités substantielles entre les filles et les garçons en termes d'accès aux niveaux d'éducation et d'alphabétisation. Le rapport des garçons aux filles est de 65 pour cent dans les écoles primaires et secondaires, et de 67 pour cent pour les jeunes alphabétisés entre 15 et 24 ans. L'accès aux soins prénataux et d'accouchement, et aux services de planification familiale est limité. La proportion de naissances assistées par un personnel de santé qualifié est environ de 44 pour cent, alors que le taux de mortalité maternelle

⁵ L'Analyse Participative qualitative de la Pauvreté (APP) réalisée au début de l'année 2007, avait pour objectif de recueillir des données sur la perception de la pauvreté par le public.

⁶ Des années de conflit ont causé le déplacement d'un nombre considérable de la population rurale et détruit d'importantes infrastructures économiques et sociales.

⁷ Données provenant du Bureau des NU pour la Coordination des Affaires Humanitaires (BCAH), Appel Global Humanitaire pour la RC, 2008.

est estimé à 1.100 par 100.000 naissances. Les femmes occupent rarement des positions d'autorité dans la gestion des ressources ou dans la vie politique, au niveau local ou national. Les femmes occupent environ 11 pour cent des sièges à l'assemblée nationale, et ne sont que 4 sur 32 membres de gouvernement. En mars 1992, la RCA a ratifié la Convention Internationale sur l'Elimination de Toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes, et en décembre 2004 la Constitution a adopté des garanties d'égalité entre les sexes. C'est également un objectif transversal du DSRP pour 2008-2010.

II. ÉVOLUTIONS STRUCTURELLES ET SECTORIELS ET DÉFIS

A. Principaux Atouts et Faiblesses de la RCA

17. Le potentiel économique considérable de la RCA inclut : (i) des ressources naturelles diverses, avec une surface extensive de forêt exploitable; (ii) des conditions favorables pour la production agricole; et (iii) un potentiel minier considérable, comprenant les diamants, l'or, l'uranium, le fer et le cuivre. Ces ressources pourraient constituer une base solide pour la diversification et la création de richesse, si elles sont contrôlées de manière équitable et transparente. Depuis le rengagement de la BAD et de la Banque mondiale en 2006, le gouvernement a démontré sa volonté de mettre en application les réformes structurelles qui contribueront à une meilleure gestion de ces ressources.

18. Les causes fondamentales du ralentissement du progrès économique et social en RCA comprennent sa situation d'enclavement géographique dans une sous-région instable, et ses institutions faibles en termes de gouvernance politique, économique et sociale. Les principaux défis identifiés dans le cadre du DSRP 2008-2010, sont : (i) l'insécurité et la cohésion sociale inefficace; (ii) la faiblesse de la compétence administrative et de la gouvernance politique et économique de l'état ; (iii) un système de production sérieusement endommagé par le conflit; (iv) une diversification inefficace de l'économie; et (v) un approvisionnement insuffisant et une infrastructure socio-économique de base dégradée.

B. Gouvernance, Corruption et Gestion du Secteur Public

19. **Indicateurs de la gouvernance. Les indicateurs de gouvernance de la RCA sont en deçà de la moyenne pour l'Afrique Subsaharienne**, comme le confirment: (a) la revue des dépenses publiques (RDP) conduite la Banque mondiale et l'UE ; (b) la revue de la responsabilité financière de pays (RRFP) réalisée par la Banque mondiale, le rapport d'Audit du Trésor ; et (c) les rapports du PNUD et de Transparence internationale (Transparency International) sur le progrès réalisés dans la lutte contre la corruption en RCA. En dépit de ces faiblesses, la RCA a accompli des progrès réels en termes de gestion des finances publiques, et de gestion des ressources naturelles, d'approvisionnement, de lutte contre la corruption, et de réforme administrative.

20. **Corruption. La RCA a renforcé le cadre juridique pour la lutte contre la corruption** et a amélioré son classement par *Transparency International* de 162ème sur 180 pays en 2007 à 151ème sur 180 pays en 2008. La RCA a également commencé à adopter des réformes exigées par les conventions de lutte contre la corruption de l'ONU. Un Comité de lutte contre la corruption (CLC) comprenant des représentants du gouvernement, de la société civile, et du secteur privé a été créé en mars 2008, et est en train de finaliser une stratégie de lutte contre la corruption. Conformément à la constitution et à un décret publié en mars 2008, les membres de gouvernement et les hauts fonctionnaires ont déclaré leurs biens. Un plan d'action de lutte contre la fraude et la corruption dans le secteur minier, la foresterie, et le Trésor a révélé plus de 50 cas de corruption au Trésor et à la Direction de Impôts. Le gouvernement est également engagé dans une analyse participative conçue pour améliorer le respect des conventions de l'ONU.

21. **Marchés publics.** Le gouvernement a également présenté un nouveau Code des marchés publics, et a créé une Direction des marchés publics et des structures assimilés dans la santé, l'éducation, l'agriculture, et dans les ministères chargés des infrastructures. Il a également adopté les documents d'appel d'offres standards et les manuels de procédures. Un plan d'action a été adopté pour améliorer les normes de passation des marchés publics et mettre en place un cadre pour l'appui des partenaires dans le futur. .

22. **Gestion publique des finances.** Des augmentations des recettes fiscales ont été réalisées suite aux audits réguliers des grandes entreprises ; l'introduction des numéros d'identification fiscale et d'un système intégré à l'usage des administrations douanières et fiscales; et des réductions substantielles de subventions dans le secteur pétrolier. Le gouvernement est en train d'adopter des mesures visant à limiter les exonérations de taxes. Il renforce également l'administration douanière et met en application des réformes visant l'identification de régimes de transit adéquats.

23. Le gouvernement a réalisé des progrès réels de rétablissement de l'intégrité et de la crédibilité dans la gestion des dépenses publiques. Un Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) pour les secteurs de la santé, de l'éducation, des infrastructures, et de l'agriculture est en cours de préparation pour le budget 2010. Le contrôle des dépenses qui a été déterminant pour le maintien de la discipline budgétaire, a été renforcé, y compris le rétablissement de l'autonomie à la direction du contrôle financier, et la surveillance de la gestion de la trésorerie par un comité de trésorerie dirigé par le Président. En conclusion, les comptes hors projets de l'Etat dans les banques commerciales ont été fermés en vue de centraliser les recettes dans le Compte Unique de Trésor (CST). Les processus fonctionnels de base, le cadre réglementaire, et les structures d'organisation responsables de l'enregistrement des données ont été également renforcés. La comptabilité et les systèmes d'information comptable ont été améliorés avec l'élaboration de rapports trimestriels d'exécution budgétaire pour la première fois en RCA, utilisant la nomenclature budgétaire déjà utilisée pour le budget en 2008 et la nouvelle nomenclature comptable. Un système automatisé d'enregistrement des dépenses (GESCO) au niveau de la Direction du Budget est en train d'être mis en place au Trésor pour intégrer le suivi et l'établissement des rapports d'exécutions dans les deux systèmes. En conclusion, les Comptes de l'Etat et la Loi de Règlement de 2008 seront présentés à la Cour des Comptes et au Parlement, respectivement, au cours du deuxième semestre de 2009.

24. **Gestion des ressources naturelles.** Une revue récente du secteur minier conduite par la Banque mondiale en collaboration avec la BAD a confirmé la nécessité de réforme du cadre réglementaire en plus du renforcement des capacités à travers le secteur. Des règlements de l'exploitation minière et des méthodes générales d'autorisation utilisés dans le passé se sont avérés défavorables aux investisseurs et au pays. Les difficultés institutionnelles ont également réduit l'efficacité des opérations du secteur minier, engendrant la contrebande, des gains de recettes marginales pour le gouvernement et favorisant les pratiques non transparentes d'exploitation

25. La RCA est devenue un membre officiel de l'**Initiative pour Transparence des Industries Extractives (ITIE)** en novembre 2008, et a publié son premier rapport d'ITIE en mars 2009. Un nouveau Code de la Foresterie et un Code Minier révisé basés sur les meilleures pratiques internationales ont été adoptés en octobre 2008 et avril 2009, respectivement. Des impôts de foresterie sont maintenant utilisés pour des programmes de développement

communautaire sous la surveillance d'un comité interministériel. Des communications permanentes et transparentes ont été présentées par l'intermédiaire des journaux et de la radio, pour informer les communautés au sujet des revenus qui leur sont dévolus et des mécanismes de partage des revenus. Finalement, pour assurer l'accès des produits du bois de la RCA dans l'UE, le pays est en train d'appliquer un plan d'action relatif à la Loi et la Gouvernance sur les Forêts en Afrique (LGFA) pour renforcer le cadre juridique de lutte contre l'exploitation et le commerce illégal du bois ainsi que le braconnage d'espèces sauvages. Ces initiatives se proposent d'améliorer la transparence et d'attirer l'investissement dans les secteurs des ressources naturelles en RCA.

26. **Réforme de l'administration publique.** Le service public de la RCA fait face à un déficit énorme des compétences professionnelles et techniques, résultant en grande partie des longues périodes d'instabilité et de l'exode du capital humain. Cinquante-deux pour cent des fonctionnaires ont plus de 45 ans d'âge, et les arriérés récurrents de la masse salariale du gouvernement incitent peu les jeunes Centrafricains à opter pour une carrière dans la fonction publique. L'Office centrafricain de Sécurité Sociale (OCSS) a également constitué une accumulation d'arriérés d'impayés de pension. Depuis le rengagement en 2006, les partenaires au développement ont aidé le gouvernement à rétablir les fonctions centrales, particulièrement dans les secteurs de la gouvernance économique, mais une réforme complète de la fonction publique, y compris l'amélioration des modalités de service et de réhabilitation de l'infrastructure de base, demeure une priorité.

C. Développement du secteur privé

27. **Croissance favorisée par le secteur privée.** Le secteur privé de la RCA est peu développé en comparaison aux secteurs privés dans les pays similaires et au plan international. Il y a moins de 25 grandes compagnies - définies localement comme ayant des ventes de plus 2 millions d'US\$. Le secteur privé est représenté par deux associations professionnelles, le Groupement Interprofessionnel de Centrafrique (GICA) pour les grandes compagnies et l'Union Nationale du Patronat Centrafricain (UNPC) pour les petites entreprises. Les questions clés qui entravent le développement de secteur privé incluent: (a) la faible capacité des PME (gestion, accès au marché et accès au crédit); (b) le contexte commercial faible; (c) la dette intérieure élevée du gouvernement auprès du secteur privé ; (d) les relations tendues entre les entreprises et le gouvernement ; et (e) la fourniture d'électricité instable qui augmente le coût de la production. Le contexte commercial s'est légèrement amélioré depuis 2006 du fait de la mise en place d'un cadre permanent de consultation (CPC) entre le gouvernement et le secteur privé et l'introduction d'un guichet unique pour l'octroi de permis et la réduction de 4 mois à 14 jours du temps nécessaire pour établir une compagnie. Toutefois, l'esprit d'entreprise dans la RCA est à un stade initial de développement, et quelques nouvelles entreprises seulement ont été établies. De plus, les quelques entreprises étrangères existantes ont mis du temps à accroître leurs opérations en raison de l'imprévisibilité dans le cadre légal et réglementaire régissant le contexte commercial. Les réformes du secteur privé en attente incluent un cadre réglementaire renforcé, et des mesures pour assurer une plus grande transparence dans le contexte commercial.

28. **Compétitivité.** L'infrastructure économique inadéquate ainsi que la rareté de la main-d'œuvre qualifiée sont les contraintes principales à une meilleure compétitivité. La plupart des entreprises sont petites et informelles, et souffrent d'une pénurie chronique d'électricité, de coupures électriques fréquentes, des coûts élevés de transport, et d'une faible capacité de production. Les conflits et le faible investissement dans le capital humain ont eu comme conséquence une pénurie alarmante de main-d'œuvre qualifiée.

D. Commerce et Intégration Economique Régionale

29. Le progrès de la RCA vers l'intégration économique et l'accès aux marchés extérieurs a été entravé non seulement par de longues périodes d'instabilité mais également par l'inefficacité de l'infrastructure des transports liant la RCA aux pays voisins. La RCA est classée 172^{ème} sur 175 pays en ce qui concerne le commerce international, et son Indice de Liberté de Commerce est de 51.4 sur 100 comparé à 87.4 pour le pays le plus performant en Afrique. Toutefois, par l'adhésion de la RCA à la CEMAC, le pays a démontré son engagement pour les initiatives de coopération économique et d'intégration régionale. Le gouvernement a entrepris plusieurs actions en 2008 pour favoriser le commerce et l'intégration régionale, y compris l'harmonisation du Code du Commerce de la RCA avec les instruments régionaux et internationaux. (En tant que membre de la CEMAC, la RCA applique un tarif de la nation la plus favorisée d'environ 18 pour cent; et quatre niveaux tarifaires, dont le plus élevé est de 30 pour cent, pour les biens de consommation). Le gouvernement a également commencé à améliorer son infrastructure douanière pour faciliter la mise sur pied de l'Union Douanière de CEMAC. En coordination avec ses voisins de la CEMAC, la RCA est en train de négocier un accord de partenariat économique avec l'UE. De plus, la RCA est signataire d'un traité de l'OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) qui cherche à intégrer un cadre uniforme, modernisé et juridique pour des activités commerciales dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre qui font partie des pays qui sont traditionnellement de Droit Civil. En vertu du traité, la RCA et 16 pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ont adopté huit lois régionales -- ou lois uniformes - conçues pour améliorer les lois relatives aux entreprises et contrats, ainsi que l'arbitrage. La RCA reçoit également l'assistance technique du Service de Conseil en Investissement Etranger à travers l'unité de Climat de Placement de la Société Financière Internationale, dans le cadre d'un programme ambitieux de l'harmonisation légale conçu pour améliorer l'enregistrement, la disponibilité de crédit, la protection de l'investisseur, l'application de contrat et les normes de clôture des entreprises.

E. Développement Durable

30. **Infrastructure.** La grande majorité de la population de la RCA n'a pas accès même à l'infrastructure de base, et les faibles niveaux de service sont exacerbés par l'entretien inadéquat des infrastructures existantes. Le réseau routier est dans un état de délabrement extrême, et les routes sont souvent infranchissables pendant la saison des pluies. Les routes pavées existent à peine au delà du couloir de Bangui-Douala (qui n'est même pas complètement pavé). Le transport fluvial (excepté des produits pétroliers) est négligeable, car les fleuves Oubangui et Congo ne sont navigables que quatre mois par an. Il découle de l'inefficacité des infrastructures de transport que les produits de base sont considérablement plus chers que dans les pays voisins non enclavés. Il n'y a pas de réseau d'égouts, et l'absence de latrines ainsi que le drainage inadéquat entraînent des risques critiques de santé, y compris la diarrhée et la malaria. Des services urbains tels que le ramassage des ordures ménagères ont été discontinués pendant la guerre et doivent être rétablis. Les besoins en matière de technologie de l'information et de la communication sont énormes. Les infrastructures urbaines exigent des investissements substantiels en réponse à l'urbanisation rapide puisque la population rurale fuit le

manquement aux règles qui sévit dans les zones périphériques. Ce problème est particulièrement aigu à Bangui. Les défis dans les zones rurales sont susceptibles d'être bien plus énormes, bien que les données sur l'approvisionnement en eau, l'assainissement, le combustible de cuisson, l'électricité, les télécommunications, et le transport soient rares et peu fiables.

31. Plus de la moitié du territoire de la RCA est constitué d'habitats dispersés. Les dimensions territoriales ont donc un rapport important avec le développement économique. Les conflits et la violence résultant de la présence insuffisante du gouvernement dans de nombreuses zones ont eu comme conséquence des déplacements considérables, y compris l'urbanisation rapide et dangereuse, particulièrement à Bangui où l'activité économique est concentrée. Les villes secondaires restent relativement petites, mais ont le potentiel de devenir des pôles de croissance. Alors que de telles concentrations d'activité économique sont souhaitables pour la croissance économique, les disparités territoriales s'y attachant en termes de seuil d'accès à l'aide sociale qui accompagnent la concentration ne le sont pas. Un programme de trois ans de la Commission Européenne est axé sur une approche de pôles de développement dans les villes secondaires. La stratégie, appui au prêt et au non-prêt, décrite dans la SPP complète l'approche de l'UE en se focalisant à la fois sur Bangui comme moteur économique principal de la RCA, et sur la réduction de la pauvreté chez des groupes vulnérables des régions rurales.

32. **Énergie.** L'infrastructure énergétique est particulièrement dégradée, et les pannes d'électricité sont fréquentes. Moins d'un pour cent de Centrafricains est connecté au réseau de service public national d'électricité, ENERCA. La capacité installée de l'électricité inclut : (a) deux usines hydroélectriques (Boali 1 et Boali 2) avec une énergie garantie de 14.9 mégawatts ; (b) un barrage hydro-électrique et de régulation (Boali 3) qui n'est pas encore équipé de ses turbines de 10 MW, et dont la mise en service est toujours en attente de l'appui des donateurs depuis de nombreuses années; (c) une centrale thermique à Bangui équipée de 6 générateurs diesel, dont 5 ne sont pas opérationnels ; (d) deux lignes de transmission reliant Boali 1 et Boali 2 à Bangui ; et (e) un réseau de distribution. Vol de dispositifs anti-chapardage, particulièrement pour l'éclairage, et lignes périmées qui limitent fortement la capacité de transmission. Le système de distribution est également périmé, avec des pertes estimées entre 45 et 50 pour cent de l'électricité distribuée. En 2008, le manque d'électricité a causé une crise aiguë, ayant pour résultat la panne de la station hydro-électrique de Boali 2 qui alimente Bangui. En plus des pannes d'électricité et des pertes en haute énergie, ENERCA souffre du faible taux de recouvrement, ayant pour résultat un rendement financier désastreux. En partant de la perspective régionale d'énergie, la RCA est membre du Consortium d'Electricité de l'Afrique Centrale, et un protocole d'interconnexion a été signé entre le République Démocratique du Congo et la RCA. Des investissements d'interconnexion prioritaires pour la sous-région seront évalués dans le cadre d'un programme-cadre d'interconnexion régionale qui est actuellement en cours de développement.

33. **De façon générale, les besoins en infrastructure dépassent de loin les fonds disponibles et à la capacité d'exécution.** Le gouvernement devra relever ces défis de taille par des approches de collaboration régionales qui peuvent réduire les coûts, particulièrement ceux des secteurs du transport, de l'énergie et des télécommunications. Des choix devront être faits entre les niveaux de service et la zone de service. La fourniture de services d'infrastructure de base d'une façon transparente et équitable aidera à rétablir la crédibilité et la confiance dans le

gouvernement. Les nouveaux développements d'infrastructure et la réhabilitation des infrastructures existantes devront être combinés avec des améliorations à la capacité institutionnelle, financière, et humaine nécessaire pour opérer et maintenir les systèmes. Ceci inclura la gestion communautaire dans les zones rurales et périurbaines ainsi que des arrangements plus formels, combinés avec la couverture de coûts, particulièrement pour les niveaux supérieurs de service tels que les connexions des ménages.

34. **Agriculture, Elevage et Développement rural.** La RCA dispose de l'abondance de l'eau et d'un écosystème diversifié, mais seuls 4.4 pour cent de terres arables sont exploitées. Quelques 67.2 pour cent de Centrafricains vivent en dessous du seuil de la pauvreté, principalement en raison de la faible productivité agricole et la difficulté d'accès et de départ des zones peu sûres et, particulièrement dans le nord du pays. La croissance agricole a stagné en dessous du taux de croissance démographique depuis les années 80. Le DSRP décrit les besoins fondamentaux pour relancer le secteur de l'agriculture, à savoir : (a) développer la capacité des populations rurales et des institutions ; (b) renforcer à nouveau la capacité du ministère du développement rural et des institutions concernées par le secteur ; (c) intensifier et diversifier le rendement agricole ; et (d) remettre en état l'infrastructure rurale.

35. La RCA est loin d'avoir l'autosuffisance alimentaire, même si les cultures vivrières (manioc, arachides, maïs, mil et sorgho) occupent 75 pour cent des terres cultivées. La crise alimentaire du milieu d'année 2008 a provoqué une baisse de la production alimentaire. Plus de 80 pour cent de la population rurale sont impliqués dans l'élevage, mais le système de production est dominé par des pratiques traditionnelles de petite échelle. Le Document Stratégique de Développement du Secteur Rural (DSDSR) du gouvernement identifie quatre défis principaux pour le secteur : (a) le renforcement des capacités des producteurs et de leurs organismes ; (b) l'intensification et la diversification de la production agricole, de la foresterie, de la pêche et de la chasse ; (c) l'amélioration des infrastructures pour soutenir la production, la conservation, le stockage, le traitement et le marketing; et (d) le renforcement des organismes concernés par l'agriculture et la foresterie. Dans le cadre de cette stratégie, le Gouvernement prévoit également d'entreprendre une étude sur « le rapport Surface Agricole - Potentiel de Production » des récoltes dominantes. Toutefois, la capacité de la RCA de mettre en application la stratégie est fortement minée par l'insuffisance financière et la faible capacité institutionnelle.

36. **Environnement et changement climatique.** La RCA se situe entre deux zones climatiques importantes, la zone sahélienne au nord et la zone équatoriale au sud, qui subissent toutes les deux les effets de la détérioration des conditions environnementales. Alors que le pays dispose de ressources abondantes d'eau de surface et souterraine (estimées à 141 km³/an et 56 km³/an respectivement), les deux bassins d'eau connaissent: (a) un déclin soutenu en volume d'année en année ; et (b) une détérioration de la qualité de l'eau de surface, particulièrement des fleuves, des criques, et des puits traditionnels. Le gouvernement essaye de faire face aux problèmes imminents de l'environnement et du climat susceptibles d'accélérer la désertification et de provoquer une diminution de la biodiversité. D'abord, la RCA est devenue membre de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIAF), et a ratifié les conventions internationales sur le changement climatique. En second lieu, un Plan d'Action Environnemental National et le Code de Foresterie révisé de 2008 ont pour but la gestion améliorée des ressources forestières et des espèces animales. Le Code de la Foresterie vise à améliorer la transparence et la concurrence dans l'attribution des permis d'exploitation forestière, en plus d'assurer l'action sociale dans les

communautés concernées par l'octroi de tels permis. En vertu du Code, une part des redevances forestières et des impôts relatifs aux espèces animales sera gardée dans un compte fiduciaire pour le développement de la forêt, des projets communautaire et du tourisme.

F. Développement Humain

37. **Éducation.** Les résultats dans le secteur de l'éducation en RCA sont actuellement parmi le plus faibles dans la sous-région. Du fait de l'instabilité prolongée, le système d'éducation a souffert de la perte d'enseignants, de la destruction des infrastructures, et de l'investissement faible. En 1990/91, le taux brut de scolarisation à l'école primaire en RCA était de 71 pour cent (10 pour cents au dessus de la moyenne pour les pays francophones d'Afrique), mais vers 2004/5, ce taux n'avait augmenté que jusqu'à 75 pour cent seulement (10 pour cent de moins que ces pays).⁸ En 2007, un enfant sur quatre n'avait jamais fréquenté l'école, et seulement 24 pour cent des enfants qui fréquentaient l'école ont complété le niveau primaire. Les conditions d'enseignement, telles que mesurées par le rapport élèves-enseignant (111:1), élève-classe (100:1) et manuels-élève (1:10) est extrêmement faible de quelque point de vue que l'on se place. Le financement public pour l'éducation ne représente que 3.2 pour cent de PIB, par comparaison avec une moyenne de 4.7 pour cent en Afrique. Dans un effort de renverser la tendance de faiblesse des résultats de l'éducation de la RCA, le Gouvernement a préparé une Stratégie Nationale de l'Education, qui a constitué la base pour l'application réussie de l'Education Pour Tous - des Fonds Catalytiques pour une Initiative Accélérée d'un montant de 38.0 millions d'US\$ sous forme de subvention accordée à la RCA en décembre 2008.

38. **Santé.** Les indicateurs du développement humain de la RCA sont bien en dessous de la moyenne de la zone subsaharienne, et le financement ainsi que la provision de services de santé sont très faibles. Environ 15 pour cent d'enfants ont un poids inférieur à la norme à leur naissance et 19 pour cent ont une croissance sévèrement ralentie. L'espérance de vie est de 39 ans. La mortalité maternelle était de 1.355 par 100.000 en 2003⁹, comparée à 1.100 par 100.000 en 2000¹⁰, et 986 par 100.000 en 1995¹¹. Les développements positifs incluent une diminution du taux de mortalité infantile (0-5 ans) qui a été de 176 pour 1000 enfants en 2006¹², par rapport à 220 pour 1.000 en 2003¹³. Dans la même période, la mortalité infantile (0-1 ans) est tombée de 132 à 106 pour 1.000 enfants en bas âge. Les tendances d'immunisation s'améliorent, avec 89.7 pour cent de couverture pour la tuberculose, 83.2 pour cent pour la poliomyélite, 84.2 pour cent pour la diphtérie, et 99.7 pour cent pour la fièvre jaune en 2007. Les établissements de santé publique qui manquent de fonds et de personnel limitent la prestation de service. La concentration du personnel à Bangui est excessive, laissant les postes de santé et les hôpitaux dans le reste du pays en sous-effectifs. Le manque d'électricité, et le manque de gaz et de pièces de rechange pour les générateurs, empêchent l'exécution des opérations d'hôpital. Les centres de santé fournissant des soins préventifs et des soins curatifs de base sont administrés par des comités autonomes de gestion communautaire sur la base de recouvrement des coûts, ce qui constitue un

⁸ Source:- Banque mondiale, Rapport 2008 sur la Situation de l'Enseignement en République Centrafricaine.

⁹ Source: MEPCI, Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

¹⁰ Source: Données de Nations Unies sur les OMD

¹¹ Source: Organisation Mondiale de la Santé.

¹² Source: MEPCI, Troisième Enquête en Grappe à Indicateur Multiple.

¹³ Source: MEPCI, Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

obstacle à l'accès pour une grande partie de la population. En l'absence de l'Etat, les organismes confessionnels et humanitaires et les ONG internationales fournissent également des services de santé substantiels à la population rurale. Le DSRP vise à améliorer des indicateurs de santé entre 2008 et 2010, en augmentant l'accès aux services de santé, et à réduire la mortalité maternelle (à 1.016/100.000), la mortalité infantile (à 103/1.000), et la mortalité juvénile (à 147/1.000). D'autres stratégies adéquates du gouvernement comprennent le Plan National 2006-2015 pour le Développement de l'Hygiène, le Plan Stratégique National pour la Lutte contre la Malaria, et le Programme Pluriannuel Intégré et Elargi de Vaccination 2007-2011 (PPIEV).

39. **VIH/SIDA.** La RCA est le dixième pays le plus infecté par le VIH en Afrique Subsaharienne. Le gouvernement a défini l'épidémie de VIH/SIDA comme une situation de crise nationale, et les taux d'infection sont vraisemblablement en augmentation. L'ONUSIDA estime la prédominance du VIH en RCA à environ 6.3 pour cent parmi les personnes âgées de 15 à 49 ans, ce qui est supérieur aux taux de 3 à 5 pour cent dans les pays voisins. Le VIH/SIDA et les infections opportunistes connexes constituent une grande menace au développement économique et social du pays. Les donateurs qui soutiennent le plus activement la prévention et le traitement du VIH/SIDA sont le Fonds Mondial, la Coopération Allemande, la France, et l'USAID. A l'avenir, un élargissement des conseils et tests du VIH/SIDA sera nécessaire pour ralentir la tendance à la hausse des taux d'infection. Les mesures d'amélioration de la sécurité du sang sont également nécessaires, tout comme un meilleur traitement des patients affectés par des maladies transmissibles sexuellement et la tuberculose.

III. PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT DE LA RCA

40. **La RCA a présenté son premier DSRP complet (2008-2010) au Conseil d'Administration de la Banque mondiale et du FMI en décembre 2006.** Le DSRP (voir l'encadré 2 ci-dessous) a été également validé par tous les partenaires au développement de la RCA lors d'une table ronde tenue à Bruxelles en octobre 2007. Le DSRP est fondé sur quatre piliers: (1) la sécurité, la paix et la prévention des conflits; (2) la bonne gouvernance et la primauté du droit; (3) la dynamisation et la diversification de l'économie; et (4) le développement humain. La promotion du genre et la gestion rationnelle de l'environnement sont des questions transversales du DSRP.

Encadré 2: Objectifs, Piliers, et Résultats Attendus du DSRP 2008-2010

Vision: La vision du gouvernement, articulée dans la stratégie de lutte contre de pauvreté, est de bâtir une nation forte, unie, et prospère conformément aux aspirations de la population pour la paix, la sécurité, et la bonne gouvernance.

Principaux objectifs à long terme: (a) doubler le revenu par habitant d'ici 2015, sur la base d'une croissance forte, soutenable, équilibrée, et équitable; (b) élargir l'accès aux services sociaux de base pour renforcer le capital humain ; et (c) établir l'égalité entre les sexes, particulièrement dans les cycles du primaire et du secondaire de l'enseignement, d'ici 2015, et éliminer toutes les formes d'exclusion.

Pilier I: (a) renforcer les capacités humaines et matérielles des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) ; (b) réforme du secteur de la sécurité ; (c) sécurité sous-régionale, non-prolifération des armes légères ; et (d) rétablissement de la confiance entre la population et les forces de sécurité.

Pilier II: (a) promotion de la bonne gouvernance, primauté du droit et traitement équitable entre les sexes.

Pilier III: (a) modernisation de l'agriculture; (b) développement des ressources naturelles; (c) art et industries culturelles; (d) tourisme; (e) infrastructures de transport ; (f) développement du secteur de l'énergie ; (g) technologies de l'information et des communications (TIC) ; (h) services publics de base ; (i) liens économiques à la sous-région et à l'économie globale ; et (j) renouvellement de partenariat et du cadre de la coordination pour l'aide étrangère.

Pilier IV: (a) éducation ; (b) santé et VIH/SIDA ; (c) jeunesse et sports ; et (d) création d'emplois.

Résultats prévus : (a) croissance annuelle moyenne de 9.5 pour cent au cours de la période 2008-2010 ; et (b) réduction de la pauvreté à 56.6 pour cent d'ici 2010.

41. **Le DSRP inclut :** (a) un sentiment d'appropriation fort et un processus participatif ; (b) un diagnostic utile de la pauvreté, qui repose sur toutes sources de données disponibles; (c) une présentation des priorités et des stratégies de secteur; (d) une présentation des objectifs correspondants aux OMD ; et (e) un niveau élevé de participation du public. Toutefois, le DSRP prendrait avantage des dispositifs renforcés d'exécution et de surveillance et des rapports plus étroits entre les politiques institutionnelles et les décisions d'investissement.

42. **Le cadre de suivi du DSRP** est devenu actif en mars 2008; et le gouvernement a organisé des revues de mise en oeuvre en juin et novembre 2008. Le premier rapport intérimaire annuel (RIA) de l'exécution du DSRP - un déclenchement pour le Point d'Achèvement des PPTE - a été récemment finalisé. Le RIA a reflété les bon progrès réalisés par la RCA avec l'exécution de la SLP en 2008, ainsi que les efforts du gouvernement pour faire face aux contraintes actives les plus critiques concernant la réduction de la pauvreté et la croissance, dans les zones clés y compris la réconciliation politique, les infrastructures, les secteurs sociaux et la gouvernance. Toutefois, le ralentissement de la croissance économique en 2008, combiné avec un manque de financement global pour le DSRP, suggère que les ambitions globales du DSRP puissent devoir être révisées en l'absence d'une augmentation du si le volume de l'aide des partenaires.

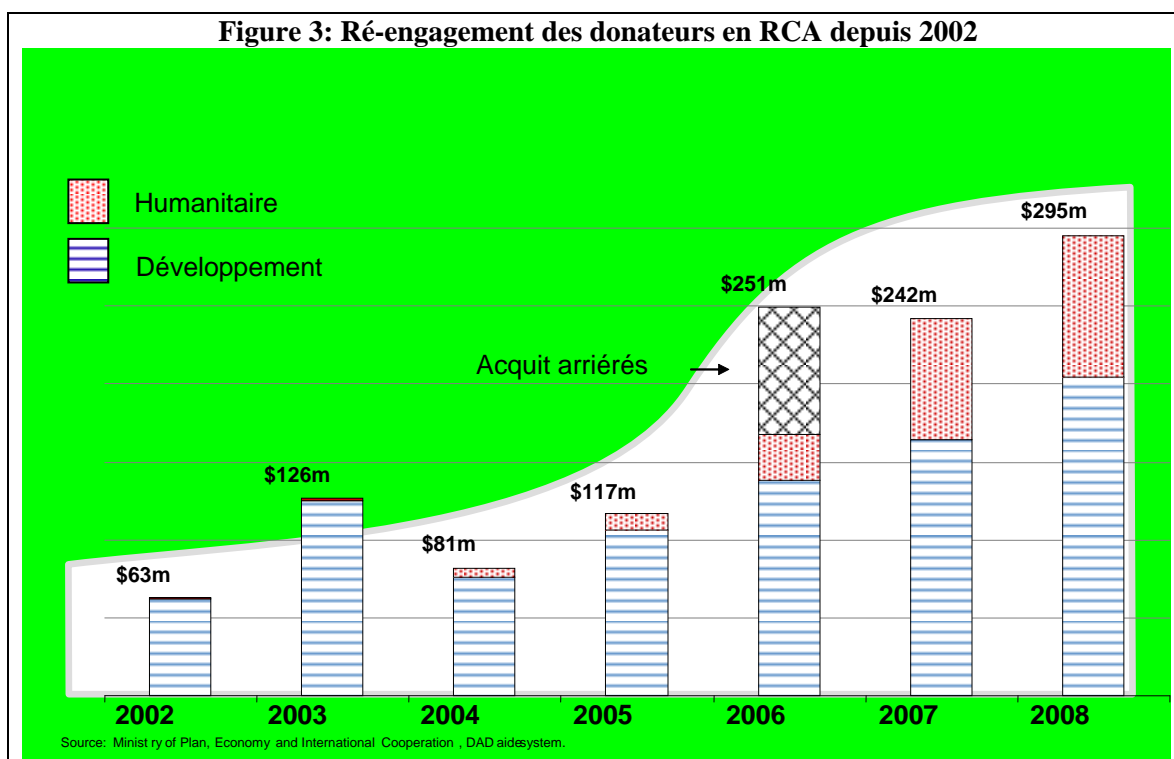
IV. EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT

A. Aperçu de l'Appui des Bailleurs de fonds

43. **En raison d'une longue période d'instabilité, la RCA n'a pratiquement reçu aucune aide entre 2000 et 2006.** En 2006, un petit nombre de donateurs ont repris leur engagement avec la RCA, unis par leur résolution à: (a) faire face aux arriérés insoutenables du pays ; (b) faciliter l'accès aux PPTE et à l'IADM ; (c) appuyer les efforts du gouvernement pour la provision des services de base ; et (d) renforcer l'action gouvernementale de stabilisation de l'environnement social et politique. L'Aide Publique au Développement de la RCA a plus que doublé en 2006 comparativement à 2005 – de 117 millions d'US\$ à 251 millions d'US\$ (voir la figure 2). Toutefois, l'augmentation visait particulièrement à régler les arriérés de la RCA auprès de la Banque mondiale et de la BAD. En dehors de cela, le soutien des donateurs à la RCA continue à se développer.

44. **Alors le volume total de l'aide au développement a augmenté, les besoins de financement surpassent toujours de loin les ressources disponibles et le nombre de partenaires occupés en RCA demeure limité (voir l'annexe 3).** Certains secteurs demeurent sérieusement sous-financés, y compris la santé, éducation, l'agriculture et le développement rural. Au cours de dernières années, il y a eu une croissance significative des interventions humanitaires

dirigées par les agences de l'ONU et quelques 35 ONG internationales. Il est rapporté que l'Appel Global des NU en 2008, par exemple, a permis de recevoir quelques 115 millions d'US\$ pour les actions humanitaires, concentrées en grande partie mais pas exclusivement dans le nord du pays. Un montant similaire est recherché pour 2009. En outre, deux missions de maintien de la paix se trouvent actuellement présentes en RCA (UN-MINURCAT; et CEMAC MICOPAX). MINURCAT, qui est basé au Tchad et au nord de la RCA, coûte près de 315 millions d'US\$ *par an* en termes de quotes-parts des Etats membres des NU. Enfin, le bureau des NU pour la consolidation de la paix, BONUCA, basé à Bangui, a accédé à quelques 10 millions d'US\$ du Fonds des NU pour la consolidation de la paix pour appuyer des interventions urgentes de consolidation de la paix. Dans les circonstances actuelles dans la transition vers la paix, le Gouvernement espère que la stabilité qui s'instaure petit à petit sur le terrain au sol facilitera le passage progressif de l'aide humanitaire à plus d'aide ciblant des activités de développement. A l'avenir, la capacité de la RCA à maintenir la stabilité et atteindre une partie des OMD nécessitera la mobilisation d'autres ressources extérieures.



B. Coordination de l'aide

45. **Le mécanisme de coordination de l'aide en RCA est conçu pour soutenir l'exécution du DSRP qui est le cadre pour toutes les interventions du gouvernement et des donateurs.** Le mécanisme inclut: (i) le Comité National présidé par le Premier Ministre; (ii) un Comité Gouvernement-Donateurs présidé par le Ministre d'État chargé de la Planification, de l'Economie et de la Coopération Internationale; et (iii) les Comités Sectoriels présidés par le principal Ministère de Tutelle pour chaque secteur. **Le rapport 2008 de surveillance de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) sur l'exécution de la**

Déclaration de Paris¹⁴ a indiqué que la RCA est encore loin de répondre aux objectifs de la déclaration. Les défis se rapportent à l'exécution inefficace des stratégies de secteur; la mauvaise traçabilité des déboursments de l'aide étrangère au budget; les difficultés persistantes dans l'utilisation des systèmes de pays ; et les faibles capacités nationales en termes de statistiques et de surveillance.

46. **Deux initiatives récentes aideront la RCA et ses partenaires à améliorer la priorisation et l'ordonnancement du soutien des donateurs dans le cadre de la transition vers la paix.** D'abord, le *Projet de Mappage des Ressources et Lacunes en Termes de Consolidation de la Paix en République Centrafricaine* dans le cadre du Soutien du Bureau des Nations Unis pour la Consolidation de la Paix (décembre 2008) présente une analyse utile des initiatives nationales et internationales en cours comme base pour les priorisations et mises en séquence futurs des soutiens des donateurs. Des travaux sont en cours pour une élaboration plus approfondie de ce mappage et pour son élargissement au delà des interventions de consolidation de la paix afin d'inclure tous les secteurs concernés par le soutien des donateurs. *En second lieu*, la Banque mondiale, la BAD et l'Union Européenne, ont lancé en 2008 une initiative multi-donateur appelée Document d'Approche Commune (DAC) visant spécialement à harmoniser des opérations de soutien au budget dans les états fragiles à compter de 2010. Le DAC vise à développer un cadre commun pour évaluer les résultats des réformes soutenues par le budget. Un Protocole d'Accord (PA) standard entre les donateurs et le gouvernement de la RCA, et une matrice commune des décisions politiques sont en cours d'élaboration, pour se focaliser sur : (a) le cadre macro-économique (sous la surveillance du FMI) ; (b) les mesures structurelles, y compris la gouvernance, soutenues par le DSRP; et (c) les mesures de gestion des finances publiques (GFP) dérivées du travail analytique existant.

V. LEÇONS TIREES DE LA STRATÉGIE INTERIMAIRE CONJOINTE

Le Document de Stratégie Intérimaire Conjointe (DSIC) de la Banque mondiale/Banque Africaine pour le Développement au titre de l'AF2007-2008 avait pour objectif de: (i) soutenir la reprise économique et renforcer la gouvernance dans le secteur public en termes de développement des capacités techniques; et (ii) soutenir le développement humain, en particulier pour les pauvres. En dépit des contraintes de capacité énormes, un processus inachevé de consolidation de la paix, et une gouvernance inégale, l'exécution de le DSIC a été satisfaisante, et a commencé à produire des résultats (voir l'encadré 3). Les facteurs clés expliquant cette performance incluent la collaboration entre la BAD et la Banque mondiale, en plus de l'engagement marqué des deux institutions pour répondre conjointement aux besoins urgents du pays. Les deux banques ont honoré leurs engagements dans le cadre de le DSIC, et ont intervenu au cours des situations d'urgence par leur concours budgétaire opportun. Ce soutien comprend le financement supplémentaire de la BAD d'un montant de 3.797 millions d'UA (5.68 millions d'US\$) pour le Programme d'Appui aux Réformes Economiques (PARE) en décembre 2007, et de 6.5 millions d'UA (9.72 millions d'US\$) pour le PARE II en octobre 2008. Il comprend également l'aide d'urgence de la Banque mondiale de \$2 millions d'US\$ en mars 2008, suivie du Programme d'Appui aux Réformes Economiques et à la Bonne Gouvernance (8 millions d'US\$) en mai 2008.

¹⁴ Enquête 2008 sur la Suivi de la Déclaration de Paris.

Encadré 3: Résultats de le DSIC AF2007 – 2008

- ✓ Acquiescement des arriérés extérieurs auprès des créateurs multilatéraux ;
- ✓ Exécution des réformes structurales, favorisant l'atteinte du Point d'Achèvement des PPTE; Contrôle des avances en espèces pour dépenses récurrentes non salariales ;
- ✓ Adoption d'un Plan d'action basé sur l'évaluation institutionnelle du secteur minier; et admission de la RCA comme pays membre appliquant l'ITIE;
- ✓ Réintégration de 7.500 ex-combattants;
- ✓ Renforcement de la capacité des communautés et des intervenants locaux pour participer à la préparation et à la surveillance du DSRP;
- ✓ Plus grand usage de consultation et de test volontaire pour le VIH/SIDA;
- ✓ Contrôle des avances en espèces pour des dépenses récurrentes non salariales ;
- ✓ Exécution d'environ 80 microprojets dans les communautés ; et
- ✓ Démarrage des travaux publics dans trois zones de Bangui qui ont créé l'emploi et ont produit des améliorations concrètes d'infrastructures.

47. **L'exécution de le DSIC a également permis de tirer des leçons importantes pour de futur engagement en RCA**, y compris la nécessité de (a) renforcer les liens entre les objectifs stratégiques et les résultats spécifiques; (b) se concentrer sur les infrastructures de base et la prestation de services comme besoins prioritaires; (c) passer d'une approche d'urgence à court terme à une approche de reprise économique à plus long terme; et (d) aider les autorités à consolider la paix et la sécurité et à renforcer l'appropriation des réformes par les intervenants en RCA.

48. **Portefeuille de la BAD.** Le portefeuille actif des opérations de la BAD en RCA à la date de janvier 2009 comporte quatre projets dont le montant total s'élève à 41.8 millions d'UA (62.6 millions d'US\$), dont 29.0 pour cent ont été déboursés. (Ce taux est de 86.35 pour cent à l'exclusion du Programme pour la Facilitation du Transport sur les couloirs de Douala-Bangui et de Douala-Ndjamena, ce qui constitue une opération régionale). Les projets multisectoriels comptent pour 12.8 millions d'UA (19.1 millions d'US\$), ou 30.57 pour cent du portefeuille total de la BAD en RCA; le secteur de services publics, qui a l'appui de la Facilité Africaine de l'Eau (FAE), compte pour 1.2 millions d'UA (1.9 millions d'US\$) ou 3.04 pour cent ; et le secteur des transports compte pour 27.8 millions d'UA (41.5 millions d'US\$), ou 66.39 pour cent. Le portefeuille est récent, avec une moyenne d'âge de projet de 1.4 ans. Ses résultats sont satisfaisants, avec résultat global de 2.4 sur une échelle de 3.

49. **Portefeuille du Groupe de la Banque mondiale.** En 2006, la Banque mondiale, la BAD, l'Union Européenne, et la France ont renoué avec la RCA, après une période de cinq ans au cours de laquelle le pays était en situation de non-comptabilité. Le portefeuille de la BM est devenu actif en novembre 2006, et depuis lors, les projets suivants ont été approuvés : Infrastructure Urbaine d'Urgence (18.0 millions d'US\$), Intervention Alimentaire d'Urgence (7.0 millions d'US\$), VIH/SIDA multisectoriel (restructuré), Soutien aux Interventions d'Urgence en Santé et Education (17.0 millions d'US\$), Energie d'Urgence (8.0 millions d'US\$), et Développement Communautaire en Faveur des Groupes Vulnérables (8.0 millions d'US\$). La Banque a également soutenu le Projet Régional de Facilitation du Commerce et des Transport de la CEMAC par une allocation de 24.0 millions d'US\$ à la RCA, ainsi que le Projet Régional des Institutions Financières de la CEMAC par une allocation de 5.0 millions d'US\$ à la RCA. A

partir du 30 juin 2008, la SFI n'a engagé aucun portefeuille en RCA, mais a récemment affecté un Représentant à Bangui, dont les fonctions principales sont d'aider à améliorer le contexte commercial et le climat de placement dans le pays, renforcer la capacité institutionnelle des autorités chargées de la réglementation pour favoriser des réformes, réassurer et soutenir les investisseurs par le développement d'un portefeuille actif, aider les intermédiaires financiers locaux à développer des produits pour le secteur des PME, et développer des marchés financiers en Afrique Centrale. C'est un préalable pour que la SFI puisse émettre une obligation sur la bourse régionale des valeurs mobilières. Le risque brut de l'AGIM pour les garanties d'investissement en RCA est de 35.4 millions d'US\$. Au cours du quatrième trimestre de l'AF08, AGIM a publié sa première assurance dans le pays, fournissant une garantie aux investisseurs français dans le cadre d'un projet de télécommunications pour développer un Réseau à Couverture Mondiale pour le Réseau de Communications Mobiles (GSM) et fournir des services Internet.

50. **Problèmes de portefeuille.** L'évaluation de la performance du pays réalisée conjointement par la BM et la BAD en mars 2008 et l'évaluation du portefeuille du pays réalisée par la BAD en janvier 2009 ont révélé un certain nombre de problèmes d'approvisionnement et de gestion financière, y compris les insuffisances au niveau des équipes responsables de projet, l'impact de l'augmentation des prix du pétrole sur les coûts de projet, et les contraintes toujours présentes en matière de capacités institutionnelles. Les deux banques ont intensifié leur appui aux activités de surveillance effectuées par les équipes de coordination de projet, et ont organisé des séances sur les approvisionnements et la gestion financière. L'affectation à Bangui d'experts confirmés de la Banque mondiale dans les questions de développement durable et de fiducie ainsi que la dotation en personnel du bureau régional (RCA et Cameroun) de la BAD ouvert récemment (RCA et le Cameroun) à Yaoundé marquent également l'engagement ferme du GBM et de la BAD pour le renforcement des capacités et la résolution des questions de procédure (déboursement, approbations de non-objection).

VI. STRATÉGIE DE PARTENARIAT PAYS CONJOINTE BAD/GBM

A. Objectif Stratégique et Principes de la SPP

51. **Exécution du Soutien à la Stratégie de Lutte contre la Pauvreté en RC.** La Stratégie de Partenariat Pays (SPP) de la Banque Africaine pour le Développement et du Groupe de la Banque mondiale repose sur une stratégie commune et des programmes de prêt et de non-prêt pour la RCA au cours de la période AF09-12, en réponse directe à la Stratégie 2008-2010 de Lutte contre la Pauvreté (DSRP) en RCA. La SPP réaffirme l'engagement de la BAD et du GBM, de l'Agence de Développement International (IDA), de la Société Financière Internationale (SFI) et de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements – à agir selon les principes de la déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide, et consolider des résultats réalisés dans le cadre de le Document de Stratégie Intérimaire Conjointe (DSIC) de la Banque mondiale et de la BAD de 2007-2008. La stratégie admet que la RCA vient de loin puisque les élections libres de 2005 ont mis le pays sur un chemin de la paix, mais reconnaît que ce progrès continu, renforcé par le soutien adéquat des donateurs, sera nécessaire pour soutenir la paix et la stabilité.

52. **Choix des Objectifs et Résultats Tangibles.** La SPP pour AF09-12 représente la réponse commune de la BAD et du GBM pour soutenir la transition de la RCA de l'instabilité prolongée à la reprise économique à long terme. Elle est individualisée et fondée sur le progrès réalisé avec le Gouvernement dans le cadre du DSIC, et est conçue pour compléter l'appui d'autres donateurs conformément aux mandats institutionnels respectifs. Un tel choix est particulièrement important étant donné les contraintes sur le financement des deux banques (voir la section B. ci-dessous). Sur cette base, les deux établissements ont convenu de maintenir et renforcer leur appui aux secteurs où ils sont déjà opérationnels et où leurs efforts commencent à donner des résultats : gestion des finances publiques, transparence et responsabilité dans la gestion des ressources naturelles ; infrastructure économique renforcée et croissance générée par le secteur privé; et développement des ressources humaines. Ceci se traduit directement à travers deux Axes par le soutien commun visant les piliers 2 (gouvernance) et 3 (diversification) du DSRP, avec l'appui du GBM également dirigé vers le pilier 4 (développement humain) du DSRP. Les deux banques adoptent un profil plus bas en ce qui concerne le pilier 1 (rétablir la sécurité, renforcer les efforts de paix et prévenir les conflits), étant donné la conduite efficace des activités dans ce secteur par les NU et le rôle plus restreint pour les banques étant donné leurs mandats institutionnels (voir la section E).

53. **Maximiser les Possibilités d'Intégration Régionale.** L'économie de la RCA, qui est enclavée et à petite échelle, ne peut pas augmenter sa base de production sans l'accès à un marché régional plus grand et à une connectivité améliorée. En conséquence, la SPP donnera la priorité à des projets régionaux pour accélérer le développement du potentiel économique de la RCA. Ce faisant, la SPP misera sur des allocations de pays relativement petites dans le cadre de l'IDA et le FAD respectivement afin d'accéder à un financement plus significatif disponible auprès des fonds régionaux.

54. **Fournir le Cadre pour la continuité de l'appui dans le cadre de l'IDA 16 et du FAD 12.** Depuis le milieu de l'année 2008, le GBM et la BAD mis en place des ressources provenant des allocations de pays à travers IDA 15 et FAD 11 respectivement pour soutenir des efforts du gouvernement pour faire face à la situation alimentaire, énergétique et financière de la RCA, le carburant et les crises financières. En conséquence, les ressources destinées à la RCA feront

l'objet de restrictions dans le cadre de l'IDA15 et de FAD 11 prochains. La revue à mi-parcours de la SPP sera utilisée pour évaluer les priorités nouvelles de développement de la RCA et pour constituer une base pour des scénarios de prêt à travers IDA 16 et FAD 12.

B. Ressources et Financement

Tableau 2 : Financement proposé par le GBM à travers IDA 15 et 16 et des Fonds¹⁵ Fiduciaires et Verticaux

Prêt/Subventions du GBM	AF d'approbation	Montant Indicatif (million)	Source de Financement
Axe 1 - Consolidation de Gouvernance Economique et de Capacité Institutionnelle			
Soutien à l'amélioration du climat commercial et au développement de Petites et Moyennes Entreprises	2009	AD	SFI
PFRSS (EGEMAS) - Gestion Economique et Responsabilité Améliorée	2009	\$2	Fonds Fiduciaire PFRSS
Gestion Economique et Subvention Reforme de Gouvernance DPO III	2009	\$5	IDA 15
Secteur Financier - Soutien Institutions Régionales de CEMAC	2009	\$5	IDA15
Soutien Exécution ITIE	2009	\$0.3	Fonds Fiduciaire Multi-Donateur
Total Partiel Allocations Pays et Régionales pour l'Axe 1		\$12.3	
Axe 2 - Réadaptation et Développement de l'Infrastructure Socio-économique			
Énergie - Projet de Réhabilitation de Boali 1 et 2, et du réseau de distribution	2009	\$8	IDA15
Energie -Electricité Publique Sure et Fiable	2009	\$2.5	Fonds de Consolidation de la Paix
Telecom - Projet Régional d'Infrastructure Fibres Optiques (RCA-Cameroun-Tchad)	2010	\$17	IDA15
Transport –Financement Complémentaire pour le Programme Régional de Facilitation du Commerce et des Transports	2010	\$55	IDA15
Développement Communautaire en faveur des groupes vulnérables	2009	\$8	IDA15
Rétablissement Communautaire – Nord RCA	2010	\$3.5	Fonds de Consolidation de la Paix
Infrastructure Urbaine. Financement Complémentaire pour le Programme de Réhabilitation de l'Infrastructure et des Services Urbains	2010	\$7	IDA15
Projet d'Intervention Alimentaire	2009	\$8	Intervention Crise Alimentaire Mondiale
Agriculture/Rurale	2012	\$10	IDA16
Éducation	2009	\$38	Fonds catalytiques EPT/IA
Projet de santé	2012	\$10	IDA16
Total Partiel Allocations Pays et Régionales pour l'Axe 2		\$166	

¹⁵ Les ressources pour les projets régionaux dans le cadre de l'IDA 15, l'appui du Fond de Consolidation de la Paix, et le financement de l'IDA 16 sont à titre indicatif.

Questions Transversales			
CDD pour les Communautés affectées par le conflit	2009	\$1.8	Fonds Japonais de Développement Social (en cours)
Désarmement, démobilisation et réinsertion	2010	AD	Programme Multi-pays de Réintégration et d'appui Transitionnels
Financement total du GBM dans le cadre de la SPP		\$181	

55. L'attribution notionnelle de l'IDA 15 à la RCA (pour AF 2009 à 2011) est de 21.9 millions de SDR équivalant approximativement à 33 millions d'US\$. Ceci inclut une attribution au titre de l'AF09 de 15 millions d'US\$, 10 millions d'US\$ pour AF10 et d'une attribution notionnelle de \$8 millions d'US\$ pour l'exercice fiscal 2011. L'attribution réelle de l'IDA pour la RCA peut varier annuellement sur la base de (a) la performance du pays tel qu'évaluée suivant les indicateurs de Politiques de Pays et d'Evaluation Institutionnelle ainsi que la performance du portefeuille de la Banque en RCA; (b) la performance du pays relativement à celle d'autres pays d'intervention de l'IDA ; (c) des ressources globales disponibles à l'IDA au cours de la période de ravitaillement de l'IDA16; (d) des changements dans la liste de pays actifs éligibles pour l'IDA et (e) des conditions de prêt auquel la RCA a droit dans le cadre de l'éligibilité et de l'allocation de la subvention IDA15. La RCA s'est servie de l'Initiative Accélérée de l'IDA qui a favorisé la mise en place de 150% de l'attribution au titre de l'AF09. En conséquence, 22 millions d'US\$ de l'attribution de l'IDA15 à la RCA ont été commis dans l'AF09. Un résumé du financement du GBM provenant de l'IDA et d'autres sources figure au Tableau 2.

Tableau 3 : Résumé de l'Appui Extra-prêt du GBM à la RCA pendant la Période de SPP

Réalisations récentes	Année
Assistance Technique DSRP	2008
Évaluation du Secteur de l'Extraction Minière	2009
Prévisions	
Revue des Dépenses Publiques	2010
Évaluation du Secteur du Diamant	2010
Soutien ITIE	2010
Évaluation Environnementale de Pays	2010
Étude de Réforme Service Publique d'Electricité (FCIPP)	2010
Communications pour le Développement	2011
Assistance technique du DSRP	2011
Évaluation de secteur de santé	2011

56. **Il est prévu que l'assistance des membres du Club de Paris aux PPTE et post PPTE, en plus de l'allègement de la dette (net de l'assistance PPTE) dans le cadre de l'IADM, permette à la RCA d'économiser quelques 10 millions d'US\$ par an pendant vingt ans.** En conséquence, et étant donné l'attribution limitée de l'IDA à la RCA, aucune opération de politique de développement n'est prévue dans le cadre de l'appui de la Banque mondiale à la SPP. Toutefois, la situation macro-économique sera suivie attentivement pour évaluer si un appui supplémentaire au budget de la Banque mondiale est nécessaire pour compléter l'opération de politique de développement prévue par l'UE en 2010 et la BAD en 2011. Les facteurs

d'inquiétude se rapportent en particulier à (i) d'autres impacts négatifs possibles de la crise mondiale sur des recettes du gouvernement; (ii) la flexibilité limitée du gouvernement de répondre aux crises tel que démontré par le solde primaire intérieur négatif projeté pour 2010-11 ; et (iii) la capacité du gouvernement d'assurer le paiement à temps des salaires de secteur public, ce qui constitue près de 50 pour cent de dépenses courantes.

57. **Il est prévu également que la RCA tire avantage de l'IDA régional** à travers plusieurs projets régionaux présentés dans la section C ci-dessous (Résultats 5 de la SPP). Les projets régionaux reçoivent 2/3 du coût total du projet provenant de l'attribution régionale, et 1/3 de l'attribution nationale, avec cette dernière plafonnée à 20 pour cent de l'attribution totale annuelle pour le pays et pour chaque projet. Etant donné les limites de l'attribution annuelle à la RCA relativement à la taille des projets régionaux, la part du projet financé par l'attribution nationale à la RCA est généralement limitée à 20 pour cent de l'attribution annuelle au pays, ce qui comporte de ce fait l'IDA régional complémentaire. L'attribution notionnelle pour des projets régionaux en RCA provenant de l'IDA 15 (AF09 à AF11) est approximativement de 90.0 millions d'US\$. Le montant de l'IDA régional assignée à chaque projet régional peut varier selon un examen d'éligibilité et des facteurs externes régionaux lors de l'étape de financement.

58. **La RCA est également éligible pour divers fonds fiduciaires et fonds verticaux gérés par la Banque mondiale**, y compris les Fonds de Consolidation de la Paix ainsi que le Fonds Mondial d'Intervention à la Crise Alimentaire, entre autres. Il est également prévu que la RCA soit éligible pour le Programme Multinational de Réintégration et d'Appui Transitoire qui est en cours d'élaboration. Le montant total des ressources actuelles et potentielles provenant de la BM augmentent de quelques 191 millions de dollars.

Tableau 4: Programme Indicatif de la BAD (2009-2012)

Projet	Année d'approbation	Montant Indicatif (million)	Source de financement
<i>Guichet Secteur Public du FAD - Opérations Nationales</i>			
Renforcement Capacités			
Détachement et Programme de Formation	2009	2 US\$	Appui ciblé par FEF
Programme Multisectoriel d'Appui Institutionnel	2010	UA 2.5	FAD-11 ABP
Finances Publiques et Gouvernance Economique			
Programme d'Appui aux Réformes Economiques, phase III (PARE III)	2011	UA 10	FAD-12
Infrastructure Communautaire et Urbaine			
Projet Communautaire de Développement et d'Appui aux Groupes Vulnérables (PCDAGV)	2009	UA 8	FEF Appui complémentaire
Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement (AEPA)	2009	UA 7	FAD-11 ABP
Infrastructure rurale			
Projet d'Appui à la Réhabilitation des Infrastructures Rurales (PARIR)	2009	UA 3.85	FEF Appui complémentaire
<i>Guichet Secteur Public du FAD - Opérations Régionales</i>			
Infrastructures Economiques pour l'Intégration Régionale			

Projet régional pour développer le système de production et l'interconnexion de Boali avec la RDC (RCA-RDC)	2009-2011	UA 23-100	FAD-11 Budget Régional FAD-11 PBA
Projet régional pour l'infrastructure de la fibre optique (RCA-Cameroun-Tchad)	2011-2013	Les USA \$ 35	FAD-11 Budget Régional FAD-11 ABP
Projet Routier Ouesso (Congo), Bangui-Ndjamen (Congo, RCA, Tchad)	2012-2013	TBD	FAD-12 Budget Régional FAD-12 ABP
Questions Transversales			
Programme régional d'appui à la conservation des écosystèmes de bassin du Congo (PACEBCO)	2009	UA 32	FAD-11 Budget Régional
Programme multi-pays de réintégration et d'appui transitionnel (PMRAT)	2009	UA 14	FAD-11 Budget Régional
Guichet Secteur Privé de la BAD			
Financement du Commerce International	TBD	TBD	Initiative de la BAD de Financement du Commerce (IFC)
Autres sources de financement au niveau de la BAD			
Infrastructure Communautaire et Urbaine			
Projet Appui Institutionnel pour le Secteur de l'Eau et de l'Assainissement	2009	EUR 1.96	Facilité Africaine de l'Eau

* AD : A Déterminé

** Les informations concernant de futures opérations régionales et FAD-12 sont indicatives.

59. L'appui de la BAD sera acheminé principalement par la fenêtre du FAD. Les activités de la SPP prévues pour 2009-2010 seront financées par FAD-11 et celles envisagées pour 2011-2012 seront financées par FAD-12. L'attribution de la RCA basée à titre indicatif sur la performance dans le cadre de FAD-11 est de 17.72 millions d'UA (26.49 millions d'US\$) pour 2008-2010. 6.5 millions d'UA (9.72 millions d'US\$) ont été utilisés pour financer la phase II du Programme d'Appui aux Reformes Economiques (PARE II) en octobre 2008. Ainsi, les 11.22 millions d'UA (16.77 millions d'US\$) sont disponibles pour 2009-2010. De cette quantité, 2.5 millions d'UA financeront le Programme Multisectoriel d'Appui Institutionnel en 2010 et 7 millions d'UA financeront l'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement (AEPA) en 2009. La RCA est également éligible pour des Ressources Complémentaires (11.85 millions d'UA (17.72 millions d'US\$) grâce à l'appui complémentaire (dont 8 millions d'UA seront utilisés pour le Projet Communautaire de Développement et d'Appui aux Groupes Vulnérables (PCDAGV) en 2009 et 3.85 millions d'UA pour le Projet d'Appui à la Réhabilitation de Infrastructures Rurales (PARIR) en 2009, et à l'appui ciblé pour environ 2 millions d'US\$ qui contribueront au financement du Programme de Détachement et de la Formation envisagé pour 2009. Selon les modalités du financement du FAD-11, la contribution totale de la RCA aux opérations régionales pour 2008-2010 a été plafonnée à 10% de son attribution fondée sur le rendement (AFR), soit 1.731 million d'UA (2.65 millions d'US\$). Par conséquent, tous les efforts seront consentis pour mobiliser des ressources à partir des opérations régionales ainsi que des ressources complémentaires provenant de fonds bilatéraux et fiduciaires gérés par la BAD, y compris la Facilité Africaine de l'Eau (FAE), le Fonds de la Forêt du Bassin du Congo, et le Fonds pour la Préparation du Projet NEPAD. Les ressources de la BAD sont disponibles pour appuyer la RCA comme l'indique le Tableau 4.

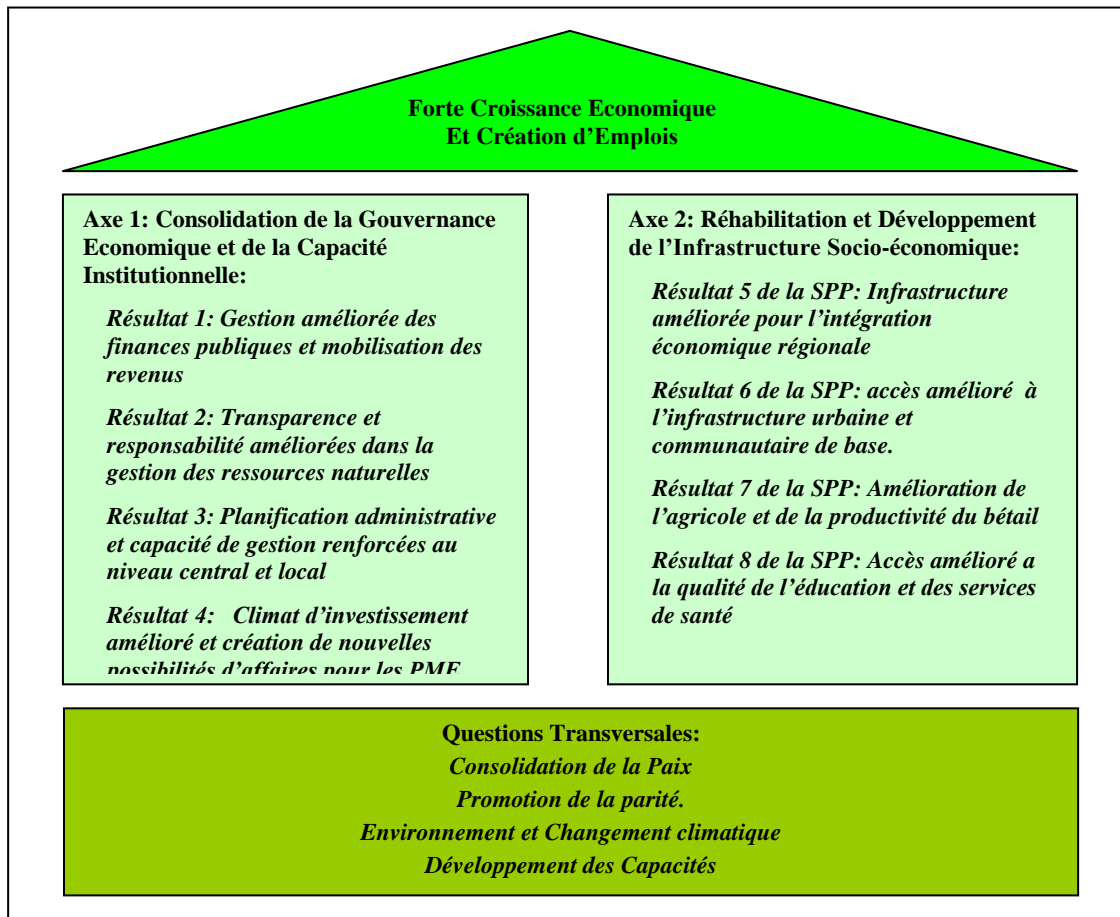
C. Cadre stratégique de la SPP

60. Le SPP est fondé sur deux axes stratégiques (voir la Figure 3) qui sont alignées avec les piliers 2, 3 et 4 du DSRP.

- **Axe 1. Consolidation de la Gouvernance et de la Capacité Institutionnelle**, *en réponse au pilier 2 du DSRP*: Gouvernance, Primauté du droit et Promotion de la parité. Les objectifs de l'axe 1 sont d'approfondir et garantir des réformes économiques et de renforcer la capacité institutionnelle, d'assurer la gestion efficace des ressources du pays, et de créer un environnement favorable au développement de secteur privé.
- **Axe 2. Réhabilitation et Développement de l'Infrastructure Socio-économique**, *en réponse au pilier 3 du DSRP*: Diversification économique, et *au pilier 4 du DSRP*: Développement Humain. Les objectifs de l'axe 2 sont d'alléger les problèmes d'infrastructure constituant un obstacle à la réhabilitation et au développement des secteurs clés, et d'améliorer la prestation de services de base et les conditions de vie des populations.

Quatre questions transversales sont également abordées dans le cadre de la SPP: La Consolidation de la Paix, l'Environnement et le Changement Climatique, Développement des Capacité et Promotion de la parité.

Figure 4: Axes de la SPP et Résultats Attendus



* La BAD n'est pas associé aux résultats 8 de la SPP qui sont appuyés par la Banque mondiale.

D. Programme et Résultats Attendus de la SPP

61. Une matrice des résultats détaillés présentant les deux axes et résultats attendus de la SPP figure à l'Annexe 1. Pour l'**Axe 1, des résultats dans quatre secteurs sont attendus :**

Résultat 1 de la SPP. Gestion améliorée des finances publiques et mobilisation des revenus

62. LA BAD et le GBM renforceront l'aide actuelle à la gestion des finances publiques (GFP) et aux réformes économiques de la gouvernance présentées dans le DSRP. Les instruments de prêt incluent une série d'opérations harmonisées de politique de développement (OPD), y compris la Subvention II de la Banque mondiale relative à la Reforme de la Gestion Economique et de la Gouvernance (SRGEG II) pour 5 millions d'US\$, approuvée en mars 2009; et le Programme d'Appui aux Reformes Economiques (PARE) de la BAD pour un montant de 10 millions d'UA (14.9 millions d'US\$), prévu pour 2011. Ces opérations: (a) renforceront la capacité du gouvernement à effectuer la macroanalyse budgétaire; (b) amélioreront la préparation de budget, particulièrement dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'infrastructure, et de l'agriculture ;(c) renforceront le contrôle budgétaire et l'établissement des rapports (en particulier, le système de compte rendu intégré pour la Direction du Budget et le Trésor), et la production des Comptes Annuels de l'Etat et de la Loi d'Exécution du Budget; (d) développeront les capacités de gestion des approvisionnements et de l'audit; (e) approfondiront les réformes en cours dans les administrations douanières et fiscales, et amélioreront la gestion des exemptions; et (f) amélioreront l'alignement de la loi relative à la lutte contre la corruption de la RCA avec les conventions des NU.

63. L'appui fourni dans le cadre de la SPP renforcera également la stratégie macro-économique du gouvernement pour augmenter les recettes en devises et pour améliorer l'efficacité de stabilisation des recettes et des dépenses publiques, suivant les objectifs du DSRP. L'adoption de politiques appropriées par le gouvernement contribuera à améliorer la crédibilité et l'attraction du pays aux investisseurs, à stimuler la concurrence et la création d'emploi, et à maintenir la stabilité des prix. Une Revue des Dépenses Publiques (RDP –AF10) appuyée par la Banque Mondiale contribuera à améliorer l'efficacité et la transparence de la gestion des dépenses publiques, en se basant sur le progrès réalisé depuis le renforcement en 2006 avec l'appui de trois opérations de politique de développement de Banque mondiale. La RDP aidera également à soutenir le dialogue constructif entamé dans le cadre des opérations sur des améliorations de l'administration douanière et fiscale.

Résultat 2 de la SPP: Transparence et responsabilité améliorées dans la gestion des ressources naturelles

64. L'appui de la Banque mondiale se fondera sur les résultats de la revue du secteur minier réalisée par la BM (AAA.) dans le cadre des opérations d'appui au budget du GBM par le soutien au Gouvernement dans l'exécution du nouveau Code Minier approuvé le 28 avril 2009. Le code est conçu pour créer un milieu de la réglementation transparent et attrayant pour des compagnies minières intéressées à l'investissement en RCA. La Banque mondiale préparera une revue plus approfondie du secteur du diamant pour évaluer dans quelle mesure le gouvernement perçoit effectivement ces bénéfices tirés des ressources pour le développement (AF10). La SPP appuiera également les efforts de la RCA de se conformer à LGFA et de combattre l'exploitation illégale des forêts et de faciliter l'accès de la RCA aux marchés de l'UE.

65. Puisque la RCA est devenue candidat à l'ITIE en novembre 2008, le pays a deux ans pour exécuter son plan d'action de l'ITIE, et s'est engagé à travailler étroitement avec la société civile et les opérateurs miniers. L'appui de la BAD et de la Banque mondiale à l'exécution de l'ITIE ++ améliorera la gouvernance et la responsabilité à travers: (a) le développement des capacités du Gouvernement dans la conception, l'exécution, et le suivi des projets d'investissement ; (b) le développement des capacités des intervenants dans la transparence budgétaire des industries extractives; et (c) la gestion des dettes et des données. La Banque mondiale rendra disponible le montant de 300,000 mille US\$ provenant d'un fonds fiduciaire de multi-donateur en appui aux efforts du gouvernement à mettre en application l'ITIE. Des opportunités de compléter les processus descendants de responsabilité avec des mécanismes ascendants de responsabilité; la transparence complète en ce qui concerne les ressources transférées entre le gouvernement et l'industrie minière, ainsi que l'application des lois de la RCA sur la protection de l'environnement seront également poursuivis. D'autres donateurs potentiels comprennent la BAD et le PNUD.

Résultat 3: Planification administrative et capacité de gestion renforcées au niveau central et local

66. Développer les capacités des institutions de service public est une question transversale qui est traitée dans toutes les opérations de la BAD et du GBM en RCA. De plus, les deux institutions fournissent l'assistance technique pour renforcer l'exécution et le suivi du DSRP.

67. La BAD appuie le développement des capacités des services publics par le Programme d'Appui à la Réhabilitation des Capacités de Planification Economique (PARCPE), qui a été approuvé en 2006. La BAD prévoit de renforcer son activité dans ce secteur par des opérations ciblées financées par sa Facilité en faveur des Etats Fragiles (2 millions d'US\$) en 2009, et un Projet Multisectoriel d'Appui Institutionnel pour les principaux ministères économiques et les organismes financiers publics pour 2.5 millions d'UA (3.7 millions d'US\$) en 2010. L'appui ciblera les détachements de personnel, les études économiques et sectorielles, ainsi que la formation.

Résultat 4 de la SPP : Climat d'investissement amélioré et création de nouvelles possibilités d'affaires pour les PME

68. La SFI, l'agence du GBM pour le secteur privé, veillera à l'amélioration du climat des affaires et au développement des PME dans le cadre de son programme FPPCA (Facilité en faveur des pays post-conflits en Afrique). Les opérations de la SFI: (a) renforceront les capacités institutionnelles des organismes de réglementation; (b) rassureront les investisseurs par le

développement d'un portefeuille actif; (c) aideront les intermédiaires financiers locaux à développer des produits adaptés aux besoins des PME; et (d) développeront les marchés financiers dans la sous-région. La SFI développera également des produits de crédit-bail, facilitera le dialogue secteur public/privé, et fournira des financements du type capital de risque et des services aux PME à travers son programme d'entreprises qui est supposé fournir des capitaux de risques à environ 50 à 100 entreprises, dont le montant varie entre 100.000 US\$ et 500.000 US\$. Il est prévu que la demande locale pour le financement d'investissement augmente en réponse à l'évolution de la RCA vers la reprise économique. A court terme, il est prévu que la demande par les PME provienne: (a) de la construction et des travaux publics, avec des projets d'infrastructure financés par des partenaires au développement ; (b) du camionnage et du transport fluvial; (c) de l'exploitation forestière et de la transformation du bois; (d) des restaurants et hôtels. La demande d'investissement dans l'agri-négoce, la santé et l'exploitation minière pourrait également être envisagée une fois que des mesures de restructuration dans ces secteurs sont prises.

69. La garantie de l'AGIM aux participations de S.A. Oranges en 2008 aide la compagnie à développer un réseau GSM et à fournir des services d'Internet. Etant donné le passage de la RCA d'état fragile à stable, il est prévu que les compagnies intéressées à s'établir dans le pays pour des affaires s'intéressent à l'assurance contre les risques politiques, en particulier contre le risque de guerre et de troubles publics. L'AGIM est également disposé à fournir l'appui complémentaire aux activités de la SFI dans la construction, l'infrastructure (y compris l'énergie et le transport), l'agro-industrie, la fabrication, et les services. En outre, le Programme pour les Petits Investissements (PPI) de l'AGIM, conçu pour fournir des réponses rapides aux investissements de moins de 10 millions d'US\$, convient aux investissements des PME en RCA.

70. La BAD a récemment introduit l'Initiative de Financement Commercial et la Facilité de Liquidité d'Urgence, qui fournissent l'aide financière aux opérations non-souveraines dans les pays éligibles pour le FAD et souffrant d'insuffisance de liquidité du fait de la crise économique mondiale. Ces nouveaux instruments seront utilisés pour financer des débouchés commerciaux et des possibilités d'investissements privés en RCA.

71. **Pour l'axe 2, des résultats sont attendus au niveau de quatre secteurs:**

Résultat 5 de la SPP: Infrastructure améliorée pour l'intégration économique régionale

72. **Énergie.** L'appui de la SPP aidera à renverser la situation de détérioration sérieuse de l'infrastructure et de l'approvisionnement d'énergie de la RCA, et améliorera les capacités financières et de gestion d'ENERCA, le service public d'électricité. Les projets complémentaires de l'Agence Française de Développement (4 millions d'Euros) et de la Banque mondiale (8 millions d'US\$) aident à rétablir partiellement l'approvisionnement fiable d'électricité à partir de Boali 1 et de deux installations hydro-électriques vers les clients à Bangui, y compris le service public d'eau et les hôpitaux. Les deux projets permettent également d'améliorer le rendement financier et la performance d'exploitation du secteur par l'introduction des ampoules économiques, de compteurs à prépaiement, et d'une entente jumelée avec un service public d'électricité dans un autre pays africain. La SPP inclura également une subvention de 2.5 millions d'US\$ d'un Fond de Consolidation de la Paix administré par la Banque mondiale pour la réhabilitation des installations hydro-électriques avec concentration sur la sécurité des barrages;

la réhabilitation du réseau de distribution; et l'assistance technique pour améliorer la régie d'entreprise du secteur de l'énergie. La prestation d'un service d'énergie plus sûr et fiable, principalement vers Bangui, apportera une contribution significative à la sécurité et rétablira la confiance du public pendant la transition importante vers la stabilité. Afin de soutenir la restructuration de secteur de l'énergie, la Banque mondiale projette d'utiliser les ressources du Fonds Consultatif pour l'Infrastructure Publique/Privée (FCIPP) pour financer une étude de réforme de secteur de l'énergie, alors que la BAD emploiera des fonds fiduciaires pour financer une Etude du Plan Directeur du Secteur de l'Electricité.

73. La fourniture d'hydro-électricité à RCA ne dépasse pas 18 MW, ce qui est de loin en dessous de la demande. Pour augmenter la fourniture d'énergie, la BAD appuiera le financement pour l'équipement de Boali 3 et pour l'extension de la capacité de Boali 2, dans le cadre d'un projet régional qui comprend également la RDC. Si des investissements prioritaires sont identifiés dans le cadre du Consortium d'Electricité de l'Afrique Centrale, dont la RCA est un membre, des possibilités d'obtenir l'appui par l'attribution de l'IDA 16 du GBM seront explorées.

74. **Télécommunications.** Le GBM et la BAD projettent de cofinancer la phase I de la RCA du projet Régionale Câble Fibre Optique (RCA, Cameroun et Tchad), qui vise à installer l'infrastructure fibre optique à large bande reliant Banguito Maédougou au Cameroun au pipeline de Kribi au Cameroun à Doba au Tchad, donnant ainsi la possibilité de se connecter à moindre coût à la Station terminale du câble submersible intercontinental. La BAD prévoit également d'utiliser des fonds bilatéraux et fiduciaires pour financer une étude de faisabilité sur le réseau national fibre optique de la RCA.

75. **Transport.** La stratégie de développement de l'infrastructure du gouvernement de la RCA comporte trois composantes: (i) la réduction de la situation d'enclavement du pays par le renforcement de liens avec les principaux ports régionaux; (ii) la diversification des routes d'accès; et (iii) le développement de l'infrastructure des transports aux hubs de développement. La Banque mondiale prévoit de fournir des financements additionnels à la Composante Afrique Centrale du Projet de la CEMAC pour la Facilitation du Transport et du Transit, projet qui est en cours et financé par la BAD, la Banque mondiale, l'Agence Française pour le Développement, et l'UE ; le GBM financera essentiellement des déficits de financement des trois autres donateurs et améliorera la connexion du couloir au réseau national. La BAD réalisera des études de faisabilité pour (a) le projet de route Ouessou (Congo) - Bangui - Ndjamena ; et (b) le projet de transport fluvial Oubangui - Congo - Sangha, comme base pour le financement potentiel de la BAD. L'appui fourni par la BAD et la Banque mondiale suppose que le Gouvernement, à travers le financement assuré des Fonds d'Entretiens des Routes, et les autres donateurs comme l'UE finance la grande partie de l'entretien et du développement de réseau national dans quelques villes importantes. Ceci implique que la durabilité de la politique nationale d'entretien des routes et de la planification nationale d'investissement du transport sera une partie intégrale du dialogue des donateurs avec le Gouvernement.

Résultat 6 de la SPP: Accès amélioré à l'infrastructure urbaine et communautaire de base.

76. **Infrastructure urbaine.** Le projet de la Banque mondiale pour la Réhabilitation et l'Entretien d'Urgence de l'Infrastructure Urbaine de Bangui - (18.0 millions d'US\$) soutient les efforts de gouvernement pour: (a) améliorer l'accès à l'infrastructure et aux services urbains dans les zones les plus démunies de Bangui ; et (b) favoriser des améliorations réelles dans la vie des

citoyens qui sont critiques pour la stabilité sociale et politique. Le financement additionnel pour le Projet d'Infrastructure Urbain de la BM sera préparé pour exécution au cours de l'AF10. Pour augmenter à l'échelle les résultats de la réhabilitation urbaine de Bangui, la BAD cherchera des fonds fiduciaires pour entreprendre l'étude d'un Plan Directeur de Développement Urbain de Bangui qui sera effectué avec le concours du Gouvernement de la RCA par une étude prospective 2040. La BAD a financé, à travers la Facilité Africaine de l'Eau (FAE), une étude de faisabilité sur l'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement (AEPA) pour 16 villes principales, comme base pour un projet de la BAD en 2009 concernant trois plus grandes villes et pour des interventions éventuelles d'autres partenaires. La FAE de la BAD prévoit également de maintenir son appui à la RCA, par un Projet d'Appui Institutionnel au secteur de l'hydraulique et de l'assainissement.

77. **Infrastructure Communautaire.** La BAD et la Banque mondiale cofinancent un Projet Communautaire de Développement et d'Appui aux Groupes Vulnérables (PCDAGV) pour 8.0 millions d'UA (11.9 millions d'US\$) et 8.0 millions d'US\$, respectivement. Les résultats attendus comprennent l'amélioration de services gouvernementaux et locaux de base, particulièrement pour la réhabilitation, le renforcement des capacités et l'équipement des centres de santé et d'éducation dans 9 des 16 régions du pays. Le projet est compatible avec la stratégie des hubs du développement de la RCA et concernent les régions du centre et du sud.

78. Un fonds fiduciaire PFRSS de subvention de la Banque mondiale qui est opérationnel dans le cadre d'un Projet Communautaire pour le Développement et le Secteur Social (2.7 millions d'US\$) contribue à établir le capital social, à fournir des services critiques, et à régénérer l'activité économique dans certaines communautés. Environ 80 microprojets communautaires sont en achèvement, car ils ont permis de réaliser des services concrets de santé, d'éducation, de gestion des produits agricoles, et la réhabilitation du marché.

Résultat 7 de la SPP: Amélioration de l'agricole et de la productivité du bétail

79. La BAD et la Banque mondiale ont répondu à la crise alimentaire 2008 avec des projets en RCA totalisant 3.0 millions d'UA et 7.0 millions d'US\$, respectivement. A l'avenir, La BAD financera un Projet de Réhabilitation de l'Infrastructure Rurale pour 4.0 millions d'UA (5.9 millions d'US\$). Le projet visera l'amélioration des routes rurales, de projet d'hydraulique villageoise, d'infrastructure de commercialisation, et de recherche. La Banque mondiale préparera un suivi d'opération de développement rural de 10.0 millions d'US\$ dans l'AF12 conçu pour relancer les efforts de stabilisation; renforcer l'approvisionnement agricole et la sécurité alimentaire (par l'élément végétal amélioré et les intrants); et développer les capacités techniques locales d'amélioration de la productivité, l'infrastructure après récolte, et le marketing. L'appui de cette opération aiderait à renforcer des capacités de gestion du Ministère du Développement Rural et de l'Institut de Recherche Agronomique.

Résultat 8 de la SPP: Accès amélioré à la qualité de l'éducation et des services de santé

80. **Éducation.** L'achèvement de la Stratégie de l'Education Nationale de la RCA en 2007 a constitué la base pour la demande retenue de la RCA auprès du Fonds Catalytiques de l'Initiative Rapide d'Education d'une subvention de 38.0 millions d'US\$, facilitée par la Banque mondiale. La subvention financera la première phase de trois ans d'un programme ambitieux pour atteindre

les OMD pour l'éducation. Les résultats attendus comprennent l'amélioration des capacités institutionnelles de base dans le secteur, mais utilisations de fonds plus prévisibles de placement et des efforts systématiques de renforcement des capacités seront nécessaires pendant les phases suivantes pour soutenir l'infrastructure administrative, la planification stratégique, et la gestion améliorée.

81. **Santé.** Le Projet d'Urgence Multisectoriel (restructuré) d'Appui au VIH/SIDA, à la Santé, et à l'Éducation actuellement en cours et financé par la Banque mondiale (US\$ 17.5 millions) continuera à aider la RCA à s'investir concernant le VIH/SIDA et fournir des services de santé et d'éducation primaire de base. Le projet soutient la prestation de service à la société civile, et renforce la capacité du gouvernement à assurer la prévention, les soins et les traitements. Il soutient également des interventions d'urgence améliorées dans le secteur de la santé au niveau communautaire, et dispense une formation sur le VIH/SIDA aux élèves-maitres. La Banque mondiale projette d'effectuer une Evaluation Financière du Secteur de la Santé pour faire face à des insuffisances de longue date d'allocations de budget à la santé, et au faible accès aux services de santé, particulièrement pour les groupes vulnérables. L'analyse mettra également l'accent sur l'établissement de partenariats plus efficaces entre les secteurs publics et privés pour des résultats améliorés de santé et l'atteinte des OMD. Ceci servira de base à un nouveau projet de santé financé par la BM pour exécution au cours de l'AF12.

E. Questions Transversales

82. **La Consolidation de la paix.** Le système des NU, sous la direction de son bureau de maintien de la paix en RCA (connue sous le nom de BONUCA), en partenariat avec la Commission Européenne et les principaux bilatéraux, prend les devants pour soutenir le dialogue politique de haut niveau entre le Gouvernement et les groupes de l'opposition, ainsi que le travail du secteur de la sécurité. La RCA est maintenant officiellement sous l'égide de la Commission des NU pour la consolidation de la paix (CCP) qui a joué un rôle de catalyseur de renforcement de l'appui au processus de la paix. L'appui stratégique au processus politique est soutenu par le travail sur la gouvernance, les élections et la réforme de secteur de la sécurité. Dans leurs mandats respectifs, la Banque mondiale et la BAD soutiennent également la transition fragile. Alors que le PNUD prend les devants dans des efforts de démobilisation, la BAD et de Banque mondiale projettent d'utiliser les ressources du nouveau Programme Multi-pays de Réintégration d'Appui Transitionnel (PMRAT) pour créer des emplois et pour soutenir des initiatives communautaires dans des régions du nord.¹⁶ Le PMRAT complétera l'appui du PNUD à la RCA. De plus, en appui à la consolidation de la paix et de la sécurité, un fonds fiduciaire de la Banque mondiale pour les pays à faible revenu sous stress (PFRSS) renforce la capacité et les systèmes pour la gestion des dépenses de sécurité. Les résultats incluront l'amélioration de la connaissance en termes de finances du secteur de la sécurité, de la gouvernance civile et de la surveillance. Si des demandes en traitement sont approuvées, le financement de la Banque mondiale administré par le Fonds Japonais de Développement Social (FJDS) et le Fond de Consolidation de la Paix (FCP) cibleront le rétablissement des communautés dans les régions du nord, en particulier dans celles qui ont une haute densité d'anciens combattants. Les résultats incluront une meilleure participation des communautés au plan de développement local et d'exécution de projet.

¹⁶ Il s'agit du Programme de Démobilisation et de Réintégration Transitionnels (PDRT) pour les Grands Lacs dans la région des Grands Lacs.

83. **Environnement et changement climatique.** Le Fonds de la Forêt du Bassin du Congo (FFBC) lancé en juin 2008 ; le Projet Régional de Développement du Bassin du Lac Tchad (PRODEBALT) soutenu par la BAD a approuvé en décembre 2008 ; et le Programme Régional d'Appui à la Conservation des Ecosystèmes du Bassin du Congo (PACEBCO) approuvé en février 2009, aideront les autorités à faire face aux défis critiques de l'environnement et du changement climatique. La Banque mondiale prépare actuellement une évaluation environnementale de pays qui doit être exécutée en 2010. Dans le cadre régional de l'environnement, la RCA participe au Projet Régional de REDD (Réduction des Emissions provenant du Déboisement et de la Dégradation des Forêts) financé par le FEM pour le Bassin du Congo. Le projet de REDD continuera à soutenir les efforts de la RCA pour développer: (a) une méthodologie appropriée pour la mesure fiable du carbone stockée dans les forêts et résultant du déboisement et de la dégradation; et (b) la capacité nationale de mesure du carbone.

84. **Développement des capacités.** Le déficit institutionnel et en capacité humaine de la RCA est profond et il faudra de nombreuses années pour le combler. Les axes 1 et 2 de la SPP fourniront le cadre pour que le GBM et la BAD développent sur le terrain la capacité dans la gestion économique de la gouvernance et la gestion des projets. Par l'appui à l'exécution, les deux institutions continueront à aider au renforcement des capacités à travers des agences d'exécution à plus long terme, se concentrant particulièrement sur les principaux ministères économiques et les ministères hiérarchiques suivant l'exécution des projets communs. De plus, les deux banques travailleront avec le Parlement et d'autres intervenants pour améliorer la connaissance des rapports du DSRP au budget national et pour renforcer leur capacité de suivre l'exécution de la SPP. Ils chercheront également des possibilités de mobiliser le Diaspora de la RCA par des placements temporaires dans le Gouvernement et des missions paraétatiques, et à travers la création des réseaux de promotion des affaires. En conclusion, la BAD et le GBM continueront à évaluer et relever des défis de capacité au cours de la période de la SPP, en se basant sur les bonnes pratiques et les leçons apprises de la Banque mondiale à travers des stratégies récentes de pays, comme le Mali et le Rwanda.

85. **Traitement équitable entre les sexes.** La BAD et le GBM engageront ensemble des efforts de soutien à la RCA pour la promotion dans le pays de traitement équitable entre les sexes et pour la politique économique de responsabilisation à travers leurs portefeuilles opérationnels et en consultation sur l'exécution et la surveillance de la SPP. L'appui ciblé de la BAD favorisera la participation des femmes au développement socio-économique par l'assistance technique et un programme de détachement pour les associations de femmes et groupes féminins.

F. Dialogue de la SPP avec les autorités de la RCA et Approche Participative

86. **La SPP a été préparée et sera suivie grâce à une approche participative basée sur les principes de partenariats de la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.** Une mission en amont du Groupe de la Banque mondiale (IDA, SFI et AGIM) et de la BAD a été réalisée en novembre 2008 en RCA pour discuter des domaines principaux et des résultats attendus de l'appui collectif dans le cadre de la SPP. Une enquête réalisée récemment auprès des clients (mai 2009) fournira des données complémentaires importantes pour le suivi de la SPP, et pour maintenir l'engagement du client dans ce processus. Conformément aux conditions internes de traitement des banques respectives, des consultations en aval ont été tenues entre le GBM et le

Gouvernement, les organisations de la société civile et les ONG, le secteur privé, le Parlement, et les partenaires au développement au début du mois de mai 2009. Un exercice de validation de la SPP a été organisé entre la BAD et les autorités en juin 2009. Les consultations ont donné la possibilité de s'engager sur la SPP avec des intervenants locaux comprenant le Parlement, la société civile et les ONG et les médias. A la fin des consultations, les autorités ont confirmé que la SPP traite des principaux obstacles au développement de la RCA et constitue une base solide pour que la BAD et le GBM réalise des résultats attendus.

G. Suivi Conjoint de la SPP

87. **La SPP a été conçue avec un objectif clair d'atteindre et montrer des résultats tangibles, par l'utilisation de la Matrice des Résultats à l'Annexe 1.** Le DSRP de la RCA sert de cadre pour le suivi de l'état d'avancement de chaque pilier, avec analyse conjointe des Piliers 2 et 3, et une analyse spécifique du Pilier 4 par le GBM. Les résultats attendus de la SPP proviendront principalement des opérations en cours et des interventions rapides de déboursement, et le cadre de résultats est étroitement lié aux résultats attendus des portefeuilles opérationnels actuels et prévus et du travail analytique. Les efforts visant à lier les résultats de la SPP directement aux objectifs et indicateurs de surveillance du DSRP continuent de se heurter à la faible capacité statistique en RCA de fournir des données primaires, et à l'exécution lente des mécanismes de surveillance et d'évaluation du DSRP. La surveillance et l'évaluation de la SPP seront donc effectuées principalement par rapport aux indicateurs et aux étapes importantes contenus dans la Matrice des résultats.

88. **Les résultats de la SPP seront suivis collectivement par l'équipe commune et le Gouvernement.** Une plus grande présence du GBM sur le terrain en RCA aidera à renforcer l'efficacité de la surveillance et de l'évaluation de la SPP. Le Programme Commun Annuel pour le Pays et les Revues de Portefeuilles alignés avec la Matrice des Résultats, combinés avec des mini-bulletins plus fréquents, seront effectués en collaboration étroite avec d'autres partenaires au développement. En 2010, un rapport commun sur l'état d'avancement de la SPP sera établi, et des ajustements à mi-parcours peuvent être effectués à la lumière de ses résultats, ou lorsque de nouvelles sources de financement deviennent disponibles. Un rapport d'achèvement de la SPP sera établi à la fin de la période d'exécution pour évaluer les résultats globaux de la SPP et pour tirer les leçons appropriées pour des soutiens potentiels.

89. **Les consultations de la SPP, avec une enquête auprès des clients (travaux sur le terrain achevés en mai 2009), formeront une évaluation préliminaire pour aider le Gouvernement à renforcer la responsabilité locale en ce qui concerne le suivi du DSRP et de la SPP.** Le programme de la SPP conjointe et les Revues de portefeuilles fourniront une autre possibilité d'encourager l'engagement des intervenants dans la surveillance de la SPP, s'inspirant des bonnes pratiques émergentes. En conclusion, en s'inspirant des bonnes pratiques émergentes l'Initiative du GBM pour la gouvernance et la lutte contre la corruption (Projets GLC), des approches innovatrices pour initier la participation d'intervenants à l'étape de conception de projet seront employées pour renforcer la qualité de la surveillance et de l'évaluation de projet, et pour approfondir l'appropriation nationale des efforts de développement. De tels efforts peuvent inclure la budgétisation participative, le dépistage systématique des dépenses publiques par des bénéficiaires, et la surveillance indépendante par des ONG.

H. Gestion et Atténuation des Risques

90. **Sécurité et risque politique.** En dépit du progrès récent dans le cadre du Dialogue Politique Inclusif, la RCA continue à faire face au risque de violence sporadique au nord et au centre du pays. Les risques provenant de la position enclavée de la RCA dans une sous-région instable rendent également le pays susceptible de l'influence de déstabilisation du mouvement frontalier des groupes rebelles armés. En outre, des groupes d'anciens combattants attendant les possibilités de réintégration et de réhabilitation, ainsi que des groupes politiques qui ont été marginalisés dans le contexte politique existant, ne cessent de constituer des menaces à la sécurité. Conscient de ces risques, la SPP a l'intention de soutenir l'engagement du gouvernement à poursuivre un programme de développement réaliste mais complet qui cible au delà des élections nationales en 2010 et envisage de fournir des services à travers la plus grande partie du territoire. Le GBM et la BAD travailleront également dans le cadre de l'appui fourni par le système des NU qui prend les devants en ce qui concerne les questions de sécurité. Le Fonds Fiduciaire Multinational Commun d'Appui à la Réintégration (PMRAT), en plus du Fonds fiduciaire de Consolidation de la Paix des deux institutions, contribueront aux efforts de consolidation de la paix et de la stabilité. *Cependant, l'appui soutenu de tous les donateurs présents en RCA sera nécessaire pour faire face à ce risque.*

91. **Risque macro-économique.** Etant donné la structure de son économie qui est basée sur l'exportation, la RCA est sérieusement exposée aux crises, et est vulnérable à d'autres impacts négatifs sur son compte courant, ses réserves, son revenu, et sa croissance, et de ce fait sur sa capacité de faire face à la pauvreté. La crise économique de 2008, combinée avec d'autres crises externes, a eu un impact significatif sur ces variables. *Les ajustements appropriés de politique et les apports des donateurs seront nécessaires à moyen terme pour aider la RCA à faire face à ses engagements fiscaux énormes. A cet égard, le nouveau plan d'action harmonisé des donateurs mené par la Banque mondiale, la BAD et l'UE peut aider à réduire des incertitudes récentes concernant l'appui des donateurs. Etant donné l'incertitude continue du fait de la situation économique du monde, si la situation macro-économique de la RCA doit changer au cours de l'exécution de la SPP, le GBM reconsidérerait également l'équilibre entre le prêt d'investissement et la politique de prêt de développement dans le cadre du programme de la SPP.*

92. **Risque d'attentes.** Les résultats positifs du Dialogue Politique Inclusif ont suscité des attentes au niveau des populations que la paix et la stabilisation reviendront bientôt en RCA. Cependant, les institutions de l'Etat - dont la police et l'appareil judiciaire - responsables de la protection des droits des citoyens sont encore fragiles et sous-développés. Le chômage généralisé, et la perception que la paix précoce n'a pas encore généré d'avantages réels, posent des risques sérieux à la stabilité au cours de la période de la SPP. *Ce risque peut être partiellement atténué par l'appui de la SFI et de l'AGIM à la croissance et à la création d'emplois par le secteur privé, et par des projets du GBM/de la BAD conçus pour développer l'infrastructure régionale, urbaine, et communautaire – y compris l'énergie, le transport, l'eau, et les télécommunications - et pour améliorer l'accès de la population aux services de base.*

93. **Risque de corruption.** La corruption, l'abus de pouvoir, ainsi que les privilèges continuent à contrecarrer l'exécution efficace des politiques, la réduction de la pauvreté, et la capacité du gouvernement de regagner la confiance de la population. En dépit des défis

exceptionnels, le gouvernement a démontré son engagement de lutter contre la corruption, en finalisant une stratégie de lutte contre la corruption, en révisant les codes minier et forestier, ainsi que la législation, et en adoptant des lois contre la corruption. De plus, le gouvernement a montré son engagement à améliorer la gouvernance, la transparence, et la responsabilité par l'adhésion aux mesures prises pour satisfaire les conditions d'adhésion de la RCA à l'Initiative de Transparence des Industries Extractives.

94. **Risque de capacité institutionnelle.** L'insuffisance de capacité du gouvernement à mettre en application des réformes constitue un autre risque significatif. Ce risque est atténué par l'appui fourni par le GBM, la BAD et d'autres partenaires au développement, mais des investissements à long terme dans le renforcement des capacités sont urgemment nécessaires. *Ce risque sera partiellement atténué par les activités de la SPP qui renforcent les capacités au stade d'exécution de projet, et aident au renforcement de capacités d'institutions gouvernementales spécifiques responsables de la mise en œuvre de réformes. L'appui à l'exécution fourni par la BAD et le GBM continuera à renforcer la capacité de ministère, des agences et des équipes responsables de projet. En outre, une plus grande présence du GBM en RCA, y compris par un bureau de la SFI récemment ouvert ainsi que l'attribution de nouveaux postes en développement durable et gestion fiduciaire, renforcera l'intérêt des programmes de travail pour l'exécution et l'atteinte de résultats.*

I. Ajustements et Stratégie de Sortie

95. **Si les tendances courantes persistent, la Banque mondiale continuera à fournir des attributions de l'IDA; la BAD opérera dans le cadre du FAD; et la SFI et l'AGIM ajusteront l'engagement et exploreront activement des possibilités de financement du secteur privé en RCA.** Le GBM et la BAD poursuivront également d'autres options de financement pour surmonter les énormes restrictions aux financements concessionnels. L'exécution satisfaisante du portefeuille d'investissement fournirait une base importante pour avancer les opérations décrites dans la stratégie commune.

96. **En cas du progrès insuffisant concernant la réforme, le Groupe de la Banque mondiale et la BAD entameraient des discussions concernant la base de futures opérations.** Si l'exécution du portefeuille s'avère inefficace, les institutions ajusteraient leurs opérations si nécessaire, par la révision des programmes d'exécution et des activités prévues, ou, dans le cas de grandes difficultés, suspendraient partiellement leurs activités. L'absence de progrès concernant la réforme affecterait également la motivation du secteur privé pour l'investissement et donc la capacité de la SFI, de l' et de la BAD de financer et garantir des projets du secteur privé. En dépit des défis et des risques significatifs, les institutions demeurent commises à aider la RCA et veilleront à ce que les populations tirent bénéfice des efforts de développement à long terme.

Annexe 1: Matrice des Résultats pour la SPP de la RCA (AF09-AF12)¹⁷

Objectifs & indicateurs types du DSRP en RCA ¹⁸	Questions clés	Résultats & Indicateurs de la SPP	Repères de la SPP	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/de la BAD
Axe 1: Consolidation de la Gouvernance Economique et de la Capacité Institutionnelle (Aligné sur le Pilier 2 du DSRP: Promouvoir la Bonne Gouvernance et la Primauté du Droit)				
<p>Stabilisation des finances publiques</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Améliorer la sécurité des systèmes de perception des recettes fiscales ▪ Renforcer le contrôle budgétaire. <p><i>Indicateur: Charge fiscale 9.5% en 2006 (pas d'objectif)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Niveau taxe, tout en augmentant reste très faible (environ 10%) ▪ Exécution inadéquate des règlements et procédures au sein des organismes financiers de l'état ▪ Absence de cadre réglementaire pour les approvisionnements ▪ Gestion financière et capacité de planification inefficaces ▪ Absence d'automatisation et d'informatisation des procédures au sein des organismes financiers de l'état 	<p>1. Amélioration de la gestion des finances publiques (GFP) et de la mobilisation des revenus</p> <p><i>Gestion finances publiques</i></p> <p>1.1 Un compte simple de trésorerie est en place vers la fin de 2010 (BM et BAD)</p> <p>1.2 Pourcentage de budget d'investissement utilisant des procédures concurrentielles (Base: <20% avant fin 2008, Objectif: >70% à partir de 2010) (BM et BAD)</p> <p><i>Mobilisation de revenus</i></p> <p>1.3 Gestion des conventions d'exemption revues par un Comité Interministériel responsable des Exonération d'Impôts et des Droits de Douanes et rendues publiques (Base: 0 en 2008, objectif: 100% a partir de 2010) (BM et BAD)</p>	<p><i>Gestion Finances Publiques</i></p> <p>Tous les comptes non autorisés par les donateurs dans les banques commerciales sont fermés avant la fin de 2010 (BM)</p> <p>L'agence et la Direction de la Réglementation des Approvisionnements fonctionnent normalement avant la fin de 2010 (BM)</p> <p>Rapports Généraux d'exécution du budget utilisant des nomenclatures harmonisées préparées et revues par des organismes de surveillance externes avant la fin de 2010 (BM et BAD)</p> <p>Réseau de la Direction du Budget et du Trésor achevé avant la fin de 2010 (BM et BAD)</p> <p>CMDT utilisé pour les secteurs clés (santé, éducation, infrastructure et agriculture) pour la budgétisation avant la fin de 2010 (BM et BAD)</p> <p><i>Mobilisation de revenue</i></p> <p>Un Plan National d'Investissement révisé réglementant les exemptions est opérationnel avant la fin de 2010 (BM)</p>	<p>Projets en cours:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ DPO III – Subvention II de la Reforme de la Gestion Economique et de la Gouvernance (EMGRG II) \$5m (AF09) (BM) ▪ Projet PFRSS III – \$2.0 m pour Gestion Economique et Responsabilité Améliorée (AF09) (BM) ▪ Programme d'Appui aux Reformes Economiques (PARE) phase II pour UA 9.5m AF08 (BAD) ▪ Renforcement de la GFP du Secteur de la Sécurité des PFRSS (BM) ▪ Projet Institutions Financières Régionales de la CEMAC \$5.0 m (AF09) (BM) <p>Projets Pipeline:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ DPO IV (provisoire suivant la demande) (AF10) (BM) ▪ Programme d'Appui aux Reformes Economiques (PARE) phase III (PARE III) pour UA 10m en 2011 (BAD) <p>AAA:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Revue des Dépenses de l'Etat AF10 (\$0.25m) (BM) <p>TA:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ TA pour exécution du DSRP (Demande CMU auprès d'Initiative Etat Fragile) AF10 (BM) ▪ TA sur la Communication Stratégique pour le Développement AF 11(BM)

¹⁷ Pour la mesure de chaque résultat, le nom de l'agence responsable est noté. Dans certains cas, le GBM et la BAD ont choisi le même instrument de mesure.

¹⁸ C'est un sous-ensemble des objectifs du DSRP de la RC pris directement du document final du DSRP.

Objectifs & indicateurs types du DSRP en RCA ¹⁸	Questions clés	Résultats & Indicateurs de la SPP	Repères de la SPP	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/de la BAD
			Réseau installé entre l'unité CICEFD et les systèmes douaniers (ASYCUDA) et les bases de données de la direction des impôts (SYSTEMIF) avant la fin de 2011 (BM)	Partenaires: AFD, UE
<p>Stabilisation des finances publiques</p> <ul style="list-style-type: none"> Lutter contre la corruption. <p>Exploiter les Ressources Naturelles</p> <ul style="list-style-type: none"> Faire participer le public activement dans la gestion durable des forêts et maximiser les bénéfices de la foresterie pour les populations pauvres Améliorer et assainir le cadre légal, institutionnel et fiscal du secteur minier Renforcer les capacités des organismes de gestion et de réglementation dans secteur minier et impliquer le publique <p><i>Indicateurs: Partage des revenus du bois en recettes fiscales (%) (base, Objectif: non disponible)</i> <i>Partage des revenus de l'exploitation minière en recettes fiscales (%) (Base: 3% en 2006, pas d'objectif disponible)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> Cadre institutionnel inefficace et mauvaise application des dispositions réglementaires Faible capacité des institutions du secteur publique du fait de l'insuffisance de personnel et d'équipement Manque de participation des populations locales à la gestion des ressources de l'exploitation minière. 	<p>2. Amélioration de la transparence et de la responsabilité dans la gestion des ressources naturelles</p> <p><i>Exploitation minière</i></p> <p>2.1 Permis d'investissement conforme au nouveau Code Minier (Base: 0 en 2008, Objectif: 100% à partir de 2009) (BM et BAD)</p> <p>2.2 La RCA adhère pleinement aux principes de l'ITIE avant la fin de 2011 (BM)</p> <p><i>Foresterie</i></p> <p>2.3 Revenus forestiers transférés aux communautés locales (Base: non enregistrées, Objectif: 35% des droits de coupe et 25% de taxes de reboisement des forêts avant la fin de 2010) (BM)</p> <p>2.4 La RCA devient membre de LGFA avant la fin de 2011 (BM)</p>	<p><i>Exploitation minière</i> Nouvelle Convention Type d'Investissement Minier adoptée avant la fin de 2009 (BM)</p> <p>Publication des comptes de produits ITIE 2007-10 avant la fin de 2011 (BM)</p> <p>Plan de travail ITIE exécuté avant la fin de 2011 (GBM et BAD)</p> <p>Un code révisé du secteur minier est adopté avant la fin de 2009 (BM)</p> <p><i>Foresterie</i> Les trios concessions forestières restantes sont attribués conformément au Code Forestier révisé avant la fin de 2010 (BM)</p> <p>Le plan d'action de la RCA dans le cadre de LGFA est exécuté avant la fin de 2011 (BM)</p>	<p>Projets en cours:</p> <ul style="list-style-type: none"> DPO III – Subvention II de la Reforme de la Gestion Economique et de la Gouvernance (EMGRG II) \$5m (AF09) (BM) Projet PFRSS III – \$2.0 m pour Gestion Economique et Responsabilité Améliorée (AF09) (BM) <p>Projets Pipeline:</p> <ul style="list-style-type: none"> DPO IV (provisoire suivant la demande) (AF10) (BM) Programme d'Appui aux Reformes Economiques (PARE) phase III (PARE III) pour UA 10m AF11 (BAD) <p>TA:</p> <ul style="list-style-type: none"> TA sur la Communication Stratégique pour le Développement AF 11(BM) TA pour exécution du DSRP (Demande CMU auprès de Initiative Etat Fragile) (BM) – (\$0.30m) Appui ITIE (AF10) (BM) <p>AAA:</p> <ul style="list-style-type: none"> Evaluation du Secteur Minier (\$0.03m) AF09 (BM) Evaluation Environnementale Pays (\$0.05m) AF10 (BM) Evaluation du Secteur des Diamants (AF10) (BM) Projet REDD (Réduction Emissions provenant du Déboisement et de la Dégradation des Forêts (Subvention

Objectifs & indicateurs types du DSRP en RCA ¹⁸	Questions clés	Résultats & Indicateurs de la SPP	Repères de la SPP	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/de la BAD
				GBM- FEM) Partenaires: AFD, EU, UNDP
<p>Amélioration de la qualité des services publics</p> <p>Décentralisation et réorganisation de l'administration publique</p> <p>Amélioration de la participation communautaire</p> <p><i>Indicateurs: Indice de satisfaction des utilisateurs de service public</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Système de l'administration publique inefficace ▪ Infrastructure de charge publique délabrée ▪ Capacité humaine et technique faible 	<p>3. Planification administrative et gestion des capacités renforcées au niveau central et local</p> <p>3.1 Amélioration observable en termes d'exécution et de suivi du DSRP dans les Ministères hiérarchiques (GBM et BAD)</p> <p>3.2 40% des communes ciblées disposent de Plans de Développement Local à travers un processus participatif avant la fin de 2011 (BM)</p>	<p>30% des villages ciblées ont reçu un appui pour le renforcement des capacités avant la fin de 2010 (BM)</p> <p>20% des communes ciblées ont des organes de coordination opérationnels avec des représentants et se réunissent régulièrement (BM)</p> <p>350 (40% de femmes) experts de ministères clés participant à l'exécution du DSRP sont formés avant la fin de 2012, y compris (BAD-PCDAGV)</p>	<p>Projets en cours:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme d'Appui à la Réhabilitation des Capacités de Planification Economique (PARCPE) pour UA3.3m (BAD) AF06 ▪ Projet PFRSS III – \$2.0 m pour Gestion Economique et Responsabilité Améliorée (AF09) (BM) ▪ Subvention PFRSS pour Projet Communautaire Développement et Secteur Social (US\$2.7 million) (BM) AF06 ▪ Projet Développement Communautaire ciblant les groupes vulnérable pour \$8m (BM) AF09 <p>Projets Pipeline:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme Multisectoriel d'Appui Institutionnel for UA 2.5m in 2010 (BAD) AF10 ▪ Programme de détachement (assistance technique) (BAD) AF09 ▪ TA pour exécution du DSRP (Demande CMU auprès d'Initiative Etat Fragile) (BM) ▪ TA sur la Communication Stratégique pour le Développement AF09-10 (BM) ▪ Projet Appui Institutionnel au Secteur Hydraulique et Assainissement (BAD) ▪ Projet Développement Communautaire ciblant les groupes vulnérables pour UA 8m (BAD) AF09 ▪ Fonds de Consolidation de la Paix pour soutenir la gouvernance locale (\$3.5 m)

Objectifs & indicateurs types du DSRP en RCA ¹⁸	Questions clés	Résultats & Indicateurs de la SPP	Repères de la SPP	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/de la BAD
				(BM) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Facilité en faveur des Etats Fragiles (\$2 m) (BAD) AAA: <ul style="list-style-type: none"> ▪ Etude préliminaire de la Croissance (BAD) AF09-10 Partenaires: UE, AFD, PNUD
Secteur privé et contexte commercial <ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaborer un cadre légal et institutionnel et une structure de stimulation propice à l'entreprise privée ▪ Renforcer les capacités des institutions servant le secteur privé et développer des services de soutien à l'entreprise ▪ Renforcer les partenariats entre le secteur public et le secteur privé <i>(Pas d'Indicateurs)</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible capacité des PME ▪ Faible contexte commercial (La RCA est classée 180^{ème} sur 181 par le Rapport 2009 sur les Affaires/<i>Doing Business Report</i>) ▪ Dette intérieure du Gouvernement élevée vis-à-vis des entreprises privées 	4. Amélioration du climat d'investissement et d'avantage de possibilités d'affaires pour les PME locales 4.1 Chambre de commerce entièrement opérationnelle et active (SFI) 4.2 Délai d'inscription au registre du commerce réduit (SFI)	Appui aux reformes pour faciliter l'inscription au registre de commerce (SFI) Capital de risque octroyé à plus de 50 entreprises avant la fin de 2010 (SFI) Intermédiaires financiers soutenus pour développer des produits adaptés aux PME (SFI)	Projets en cours: <ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme SFI de facilité en faveur des pays post-conflits en Afrique (FPPCA) ▪ Programme SFI de Capital de Risque ▪ Projet Garantie AGIM AF08 – télécom. Projets Pipeline: <ul style="list-style-type: none"> ▪ Initiative de Financement du Commerce et Facilité de la Liquidité d'Urgence (BAD) ▪ Appui SFI à l'amélioration du contexte commercial et au développement des PME (AF09) AAA: Etude Préliminaire de la Croissance (BAD) (AF10)
Axe 2: Réhabilitation et Développement d'Infrastructure Socio-économique de Base (Aligné sur le pilier 3 du DSRP - Reconstruire et Diversifier l'Economie et le pilier 4 Développer le Capital Humain)				
Promouvoir le secteur de l'énergie <ul style="list-style-type: none"> ▪ Continuer la restructuration du secteur ▪ Diversifier les sources d'énergie ▪ Améliorer la capacité de gestion des hydrocarbures <i>Indicateur: Proportion de la</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Infrastructure délabrée ▪ Pannes d'électricité fréquentes ▪ Importantes pertes en lignes et de transport ▪ Faible rendement financier du service public d'électricité en partie due au faible effet à 	5. Amélioration de l'Infrastructure pour l'Intégration Economique Régionale <i>Energie</i> 5.1 Nombre d'heures de délestage diminue de 8 heures par jour à	<i>Energie</i> Une capacité supplémentaire de production par l'entreprise d'environ 3 MW est ajoutée au système avant la fin de 2011 (BM) Environ 10,000 consommateurs utilisent des lampes économiques avant la fin de 2010 (Base: 0) (BM)	Projets en cours: <ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet d'Intervention Energétique d'Urgence (US\$8m) AF09 (BM) ▪ Projet d'Energie Publique Sure et Fiable (US\$2.5m – Subvention SPF) FY09 (BM) Projets Pipelines: <ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet Boali 2 et 3 (UA 23m) (BAD)

Objectifs & indicateurs types du DSRP en RCA ¹⁸	Questions clés	Résultats & Indicateurs de la SPP	Repères de la SPP	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/de la BAD
<p><i>population ayant accès à l'électricité (Base: 5% en 2006, pas d'objectif)</i></p>	<p>l'encassement</p>	<p>3 heures par jour avant la fin de 2012 (BM et BAD) 5.2 ENERCA a augmenté ses fonds auto générés et ses dépenses en opérations et maintenance de 2 milliards de FCFA en 2008 à 2.7 milliards de FCFA avant la fin de 2012 (GBM)</p>	<p>Les effets à l'encassement augmentent de 65% en 2008 à 80% avant la fin de 2010 (BM)</p> <p>ENERCA a augmenté ses fonds auto générés et ses dépenses en opérations et maintenance de 2 milliards de FCFA en 2008 à 2.7 milliards de FCFA avant la fin de 2012 (BM)</p> <p>Les pertes globales d'électricité sont réduites de 50% en 2008 à 40% avant la fin de 2011 (BM)</p>	<p>AAA:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Etude FCIPP sur la Reforme du Service Public d'électricité (\$0.5m) (BM) ▪ SIR II (BM) AF09 ▪ ECCAS Stratégie Intégration Régionale (BAD) FY09 ▪ Etude Plan Directeur d'Electrification National et Appui Institutionnel (BAD) <p>Partenaires: AFD</p>
<p>Développer les télécommunications</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Promotion de la compétitivité ▪ Renforcement du cadre légal ▪ Couverture de l'ensemble des populations ▪ Amélioration de l'utilisation de l'internet <p><i>Indicateurs: Proportion de téléphones portables chez la population urbaine (11 en 2006, pas d'objectif)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cadre légal, réglementaire et institutionnel faible; ▪ Infrastructure de base délabrée ▪ Absence de climat dynamique, compétitive propice au développement du secteur d'ICT ▪ Faible couverture des services ICT 	<p><i>Télécommunications</i></p> <p>5.3 La couverture du réseau mobile augmente de 19.3% en 2008 à 40% avant la fin de 2011 (BM)</p>	<p><i>Télécommunications</i></p> <p>Trois operateurs et prestataires de service achetant la capacité de l'infrastructure régional avant la fin de 2011 (BM)</p> <p>Législation secondaire en rapport avec la largeur de la bande élaborée avant la fin de 2010 (BM)</p> <p>Instruments réglementaires de gestion du spectre des fréquences conçus avant la fin de 2010 (BM)</p> <p>Déployer l'infrastructure de la dorsale Centre Africaine en RCA pour relier Bangui au pays voisins avant la fin de 2011 (BM)</p>	<p>Projets en cours:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet de télécommunication – Garantie AGIM AF08 ▪ Etude Technique pour la dorsale Centre Africaine (BM-FCIPP) <p>Projets Pipeline:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet de Câble Fibre Optique de la Dorsale Centre Africaine / Régionale AF10 (Total IDA \$17m – mais seulement \$2.5m attribution pays pour la RCA (BM) ▪ Projet Régional Câble Fibre Optique AF11 (BAD) ▪ SIR II (BM) AF09 ▪ ECCAS Stratégie Intégration Régionale (BAD) AF09 <p>AAA:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Etude de faisabilité infrastructure nationale d fibre optique (BAD) ▪ Etude technique pour la dorsale Centre Africaine (BM – FCIPP)

Objectifs & indicateurs types du DSRP en RCA ¹⁸	Questions clés	Résultats & Indicateurs de la SPP	Repères de la SPP	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/de la BAD
				Partenaires: CEMAC, CEEAC, Commission Union Africaine et Union International Télécommunications
<p>Développer l'infrastructure des transports</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Assurer l'accès international à la mer ▪ Renforcer le cadre institutionnel ▪ Mobiliser les ressources départementales existantes ▪ Rechercher financement pour la période 2008-2010 ▪ Réparer l'infrastructure des transports <p><i>Indicateur: Kilométrage des routes et pistes qui ont été réparées ou entretenues (km) (Basel: 700 en 2006, pas d'objectif disponible)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accès au marché international à travers Douala ▪ Entretien inefficace du réseau routier ▪ Quelques routes sont praticables pendant la saison des pluies 	<p><i>Transport</i></p> <p>5.4 La proportion de routes en bon état le long du couloir Douala – Bangui augmente de 50% en 2007 à 70% avant la fin de 2012 (BM et BAD)</p> <p>5.5 Le délai moyen de transit en termes de jours pour les importations à compter de l'arrivée au port de Douala jusqu'à Bangui diminue de 20% avant la fin de 2012 (de 10 jours en 2008) (BM et BAD)</p>	<p><i>Transport</i></p> <p>Construction de 78 km de routes avant la fin de 2012 le long du couloir Douala-Bangui (BM et BAD)</p> <p>1200 kms de routes entretenues avant la fin de 2010 (engagement du gouvernement)</p> <p>800 kms de pistes réhabilitées avant la fin de 2012 (BM et BAD)</p> <p>Le budget du fonds du réseau routier augmente de 4 milliards de CFA avant la fin de 2012 (était de 2 milliards de CFA en 2006)</p> <p>Le réseau de routes non revêtues bénéficiant d'entretien de routine est supérieur à 1,200 km avant la fin de 2012 (700 au départ)</p>	<p>Projets en cours:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ CEMAC – Projet Régional de Facilitation du Transport et du Transit (CMR/CHD/RCA) (AF07) (BM) <p>Projets Pipeline:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet Régional de Facilitation du Transport et du Transit (CMR/CHD/RCA Financement supplémentaire de \$55 m en RCA– AF10) (BM) ▪ Projet Transport Ouesso (Congo), Bangui-Ndjamen (AF12) (BAD) <p>AAA:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ SIR II (BM) AF09 ▪ ECCAS Stratégie Intégration Régionale (BAD) AF09 ▪ Etude de Faisabilité pour les couloirs Ouesso (Congo), Bangui-Ndjamen AF09 (UA4m) (BAD) ▪ Etude de Faisabilité pour le projet de transport fluvial Obangui-Congo-Sangha AF09-10 (UA 4m) (BAD) <p>Partenaires: AFD, US, UE</p>
<p>Traitement des eaux et assainissement</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaborer un cadre institutionnel et réglementaire adéquat ▪ Renforcer les capacités du secteur au niveau national en relation avec la gestion et la planification ▪ Construire et rénover des 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'infrastructure urbaine est détruite et délabrée ▪ Faiblesse financière et institutionnelle des prestataires de service ▪ Aménagement urbain inefficace 	<p>6. Amélioration Accès à l'Infrastructure Urbaine et Communautaire de Base (Urbaine, Fourniture Eau, Assainissement, Drainage et Routes)</p> <p><i>Eau</i></p> <p>6.1 Le nombre de personnes ayant</p>	<p><i>Eau</i></p> <p>10 trous de forage construits avant la fin de 2011 (BM)</p> <p>Le prix du mètre cube d'eau au point d'eau public diminue de FCFA 1,250 FCFA à FCFA 500 au niveau de 3 'Chefs-lieux de Préfectures' (BAD)</p>	<p>Projets en cours:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet d'Eau et Assainissement (UA 7m) (BAD) ▪ Infrastructure Urbaine d'urgence AF07 de US\$ 18 m. (BM) <p>Projets Pipeline:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Financement supplémentaire pour infrastructure urbaine d'urgence (AF10)

Objectifs & indicateurs types du DSRP en RCA ¹⁸	Questions clés	Résultats & Indicateurs de la SPP	Repères de la SPP	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/de la BAD
<p>ouvrages d'adduction et des usines de traitement efficaces</p> <ul style="list-style-type: none"> Financer les secteurs à partir de sources diverses qui sont stables et fiables <p><i>Indicateurs: Ménages avec accès à l'eau potable (Base: 28.2% en 2006, pas d'objectif)</i></p>		<p>accès à l'eau potable augmente de 10,000 en 2007 à 110,000 avant la fin de 2011 (BM)</p> <p>6.2 L'accès à l'eau potable dans 3 "Chefs Lieux de Préfectures" augmente de 32% à 100% (BAD)</p> <p><i>Assainissement/ Déchets Solides / Drainage</i></p> <p>6.3 Le nombre de personnes ayant accès à un système durable de gestion des déchets solides à Bangui augmente de 30,000 en 2007 à 257,000 avant la fin de 2011 (BM)</p> <p>6.4 Le nombre de personnes à Bangui protégées contre les inondations périodiques augmente de 6,000 à 58,000 avant la fin de 2011 (BM)</p> <p>6.5 Le nombre de personnes à Bangui ayant accès pendant toute l'année à des routes praticables augmente de 50,000 en 2007 à 470,000 avant la fin de 2011 (BM)</p>	<p><i>Assainissement / Déchets Solides / Drainage</i></p> <p>Les déchets solides ramassés en tant que pourcentage de déchets solides produits à Bangui augmentent de 6% en 2007 à 40% avant la fin de 2010 (BM).</p> <p>Sept kilomètres de drainage primaire construit avant la fin de 2011 (BM)</p> <p>66 kilomètres de routes urbaines réhabilités à Bangui avant la fin de 2011 (BM).</p>	<p>(BM)</p> <ul style="list-style-type: none"> Projet d'Appui Institutionnel au Secteur de l'Eau et Assainissement pour Euro1.96m (BAD) <p>TA:</p> <ul style="list-style-type: none"> Programme détachement / Assistance technique de \$2m (BAD) <p>AAA</p> <ul style="list-style-type: none"> Etude du Plan Directeur d'Urbanisation de Bangui (BAD) <p>Partenaires: UE, AFD, PNUD</p>
<p>Améliorer la Participation Communautaire</p> <p><i>(Pas d'indicateurs)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> Faible sécurité physique pour la population Faible capacité des institutions étatiques Divisions sociales et économiques profondes Accès limité aux services sociaux et économiques de base dans les zones rurales 	<p><i>Développement et Services Communautaires</i></p> <p>6.6 40% de projets financés au niveau des villages ont atteint leurs objectifs en termes d'augmentation de l'accès aux services sociaux et d'infrastructure avant la fin de 2012 (BM)</p> <p>6.7 La distance moyenne vers les villages ciblés à partir d'un centre de santé ou d'un point</p>	<p><i>Développement et Services Communautaires</i></p> <p>30% des villages ciblés ont reçu l'appui nécessaire en termes de renforcement des capacités avant la fin de 2010 (BM)</p> <p>20% des communes ciblées ont des organes de coordination opérationnels avec des représentants et se réunissent régulièrement (BM)</p> <p>Pour 40% des communes ciblées des</p>	<p>Projets en cours:</p> <ul style="list-style-type: none"> Subvention PFRSS pour Projet Communautaire de Développement et Secteur Social (US\$2.7 millions) (BM) Projet Développement Communautaire (AF09) (BM) Subvention du Fonds Japonais de Développement Social(FJDS) de \$1.8m (BM) <p>Projet Pipelines:</p> <ul style="list-style-type: none"> Projet de Développement Communautaire en faveur des groupes

Objectifs & indicateurs types du DSRP en RCA ¹⁸	Questions clés	Résultats & Indicateurs de la SPP	Repères de la SPP	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/de la BAD
		d'eau diminue de 2/3 avant la fin de 2013 (BAD)	Plans de Développement au niveau local ont été développés grâce à un processus participatif avant la fin de 2011 (BM) Réhabiliter et construire 200 (BAD) + 80 (BM) microprojets d'infrastructure de base avant la fin de 2012	vulnérables (UA8m) (BAD) ▪ Recouvrement communautaire – Projet Nord RCA (Subvention SPF) \$3.5 m en AF10 (BM) ▪ Programme Provisoire de Démobilisation et de Réintégration(TDRP) 09 (BAD/BM) Partenaires: PNUD, France, Union Européenne, Japon
<p>Promouvoir et moderniser l'agriculture</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutenir les populations rurales ▪ Renforcer la capacité des institutions ▪ Intensifier et diversifier l'agriculture <p><i>Indicateurs:</i> - Production alimentaire en tonnes (Base: 3017 en 2006, pas d'objectif) - Production de cultures commerciales (coton, café) en tonnes (Base: 5500 en 2006, par d'objectif) - Nombre de têtes de bétail (Base: 13841 en 2006 pas d'objectif)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible productivité agricole ▪ Manque d'accès à certaines zones peu sûres ▪ Manque d'accès des producteurs aux intrants et équipements 	<p>7. Amélioration de la Productivité Agricole et du bétail</p> <p>7.1 70% des agriculteurs ciblés adoptent au moins une technologie améliorée avant la fin de 2010 (BM)</p> <p>7.2 12,000 tonnes supplémentaires de produits alimentaires, 1,000 tonne de coton et 1,000 tonnes de viande commercialisée avant la fin de 2012 (BAD)</p>	<p>50,000 producteurs agricoles reçoivent des intrants améliorés (semences et équipements) avant la fin de 2010 (BM)</p> <p>2000 producteurs agricoles reçoivent une formation avant la fin de 2010 (BAD)</p> <p>250km de routes rurales réhabilitées avant la fin de 2012 (BAD-PARIR)</p> <p>2 abattoirs, 2 marchés de bétail, 2 marchés provinciaux, et 1 marché rural construit avant la fin de 2012(BAD-PARIR)</p> <p>2 centres de formation, 2 laboratoires et usines de transformation de produits du bétail réhabilités et équipés avant la fin de 2012 (BAD-PARIR)</p> <p>300 (70% des femmes) agents du Ministère de l'Agriculture, 50 groupes (1000 membres) formés avant la fin de 2015 (BAD-PARIR)</p>	<p>Projets en cours:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Intervention Alimentaire d'Urgence (\$7.0 millions) AF09 (BM) ▪ Intervention Alimentaire d'urgence d'UA3.0m AF08 (BAD) <p>Projets Pipeline:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet de réhabilitation de l'infrastructure rurale (UA4 m) AF09 (BAD) ▪ Projet Agriculture /développement rural de US\$10 m pour AF12 (BM) <p>AAA</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Etude sur la Sécurité Alimentaire AF09 (BAD) <p>Partenaires: FAO, UE</p>
<p>Education</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmenter le domaine d'éducation offert ▪ Accroître la proportion d'élèves complétant l'école primaire 	<p><i>Education</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Un enfant sur quatre n'a jamais fréquenté l'école ▪ Les conditions d'enseignement sont 	<p>8. Amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation et des services de santé</p> <p><i>Education</i></p>	<p><i>Education</i></p> <p>284 classes du primaire construites avant la fin de 2010 (BM)</p> <p>480 000 manuels de français et de</p>	<p>Projets en cours:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet de Restructuration Multisectorielle VIH/SIDA, Sante, Education (\$17.0 millions) AF02 (BM) ▪ Fonds Catalytique EPT/IA (\$38m)

Objectifs & indicateurs types du DSRP en RCA ¹⁸	Questions clés	Résultats & Indicateurs de la SPP	Repères de la SPP	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/de la BAD
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accroître le taux de rétention ▪ Développer la prise de conscience et mobiliser tous les partenaires <p><i>Indicateurs:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Scolarisation dans l'enseignement primaire, niveau de base 1 (Base: 60% en 2006, Objectif: 73% en 2010)</i> - <i>Taux de complétion de l'enseignement primaire, niveau de base (Base: 30% en 2006, Objectif: 53% en 2015)</i> - <i>Ratio d'alphabétisation chez les personnes âgées de 10 à 24ans (Base: 57.3% en 2003, pas d'objectif)</i> <p>Santé et VIH/SIDA</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rétablir et renforcer le système de soins de santé ▪ Exécution financière à l'échelle pour les programmes de soins de santé infantile et maternelle prioritaires ▪ Lutter contre le VIH/SIDA, la tuberculose et la malaria <p><i>Indicateurs:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Accouchements assistés par un agent médical (Base: 44% en 2006, pas d'objectif)</i> - <i>Taux d'utilisation de préservatifs chez les personnes âgées de 15 à 24 ans (Base: 41% en 2006, pas d'objectif)</i> 	<p>extrêmement difficiles eu égard au nombre insuffisant de classes et de manuels.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Insuffisance d'enseignants compétents <p><i>Santé et VIH/SIDA</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible prestation de service de santé ▪ L'insuffisance de fonds et de personnel d'institutions de santé publique rendent difficile la provision de service ▪ Concentration excessive de personnel de santé publique à Bangui, laissant les postes de santé et les hôpitaux dans le reste du pays en manque de personnel ▪ Taux infection par le VIH/SIDA considérés comme étant en croissance ▪ ONUSIDA estime que la prévalence du VIH en RCA est environ de 6.3 pour cent chez les personnes âgées de 15 à 49 ans, ce qui est supérieur au taux de 3 pour cent dans les pays voisins 	<p>8.1 Taux brut des scolarisations dans l'enseignement primaire augmente de 73.7% en 2007 à 81.7% avant la fin de 2011 (BM)</p> <p>8.2 Le rapport Elève – Enseignant diminue de 90.5 en 2007 à 80 avant la fin de 2011 (BM)</p> <p>8.3 Le rapport Elève-Manuel de Lecture diminue de 7 en 2007 à 2 a la fin de 2011</p> <p>8.4 Le rapport Elève-Manuel de Maths diminue de 6 en 2007 à 2 avant la fin de 2011</p> <p><i>Santé et VIH/SIDA</i></p> <p>8.5 200,000 hommes et femmes ont accepté VCT et reçu les résultats de test dans des centres de santé ciblés avant la fin de 2010 par rapport à 0 en 2007 (BM)</p> <p>8.6 300,000 autres ménages utilisent ITBNs avant la fin de 2011 (BM)</p>	<p>mathématiques livrés aux écoles ciblées avant la fin de 2010 (BM)</p> <p>300 enseignants commencent leur 1^{ère} année de formation initiale à l'ENI et 450 enseignants aux 8 CPR avant la fin de 2010 (BM)</p> <p>Plus de 1500 enseignants sont engagés avant la fin de 2010 (BM)</p> <p><i>Santé et VIH/SIDA</i></p> <p>20,000 pochettes de transfusion sanguine testées pour le VIH et d'autres maladies infectieuses véhiculées par le sang dans des centres de santé ciblés avant la fin de 2010 (BM)</p> <p>5,000 femmes enceintes contactées par PMTCT au cours des 12 derniers mois dans des centres de santé ciblés avant la fin de 2010 (BM)</p>	<p>(BM)</p> <p>Projet Pipeline:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet Secteur Santé (AF12) (BM) <p>AAA:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Evaluation Finances Secteur Santé (AF11) (BM) <p>Partenaires: Le Fonds Global, la coopération Allemande, la France, L'UNESCO, la Chine et l'USAID</p>

Annexe 2: République Centrafricaine: Analyse de la Durabilité de la Dette Utilisant le Cadre de Pays à Faible Revenu

Selon l'analyse basée sur le Cadre commun du FMI et de la Banque mondiale concernant la durabilité de la dette pour les pays à faible revenu¹⁹, la République Centrafricaine (RCA) court un léger risque d'être surendettée.²⁰ Grâce à l'allègement de la dette dans le cadre de l'initiative améliorée des PPTE et de l'IADM, les indicateurs du poids de la dette externe et public de la RCA s'améliorent de manière significative au cours de la période de projection. Toutefois, l'analyse de la durabilité de la dette montre que la RCA est toujours vulnérable à certaines crises et pourrait franchir le seuil pour la VAN du rapport extérieur dette-exportations dans le cadre du scénario le plus extrême.

CONTEXTE

1. **Cette analyse est basée sur le cadre projeté de la durabilité de la dette pour les pays à faible revenu (ADD PFR).** L'ADD PFR utilise la base de données réconciliée sur la dette qui a été préparée pour le point d'achèvement de l'ADD des PPTE, et incorpore l'impact de PPTE et de l'allègement IADM dans le cadre du scénario de base. L'ADD PFR diffère de l'ADD PPTE en raison de trois différences principales dans les méthodologies appliquées : (i) le taux d'escompte dans l'ADD PFR est fixé à 5 pour cent, comparé aux moyennes de six mois des devises spécifiques en rapport avec le taux d'intérêt commercial de référence (TICR) utilisés dans l'ADD PPTE; (ii) Des hypothèses WEO de taux de change sont utilisées pour calculer la valeur actuelle de la dette dans l'ADD PFR, alors qu'un taux de change réel de la fin de 2008 est utilisé dans l'ADD PPTE; et (iii) le dénominateur des exportations dans l'ADD PFR est basé sur le niveau actuel des exportations des biens et services, plutôt que la moyenne de dernière années dans l'ADD PPTE.

2. **Cette ADD PFR incorpore quatre mises à jour principales relativement à la précédente:**²¹(i) l'allègement de la dette est basé sur les calculs réels concernant le point d'achèvement PPTE plutôt que les anciennes évaluations préliminaires; (ii) le scénario de base assume une croissance plus faible du PIB, des déficits plus importants du compte courant, et les plus mauvais résultats de solde budgétaire à court terme, principalement en raison de l'impact négatif de la crise globale actuelle; (iii) la croissance du PIB en termes réels est considérée comme étant inférieure d'environ 0.7 point au cours de la période; et (iv) les données historiques pour la croissance du PIB en termes réels ont été récemment mises à jour par les autorités après les mises à jour techniques qui affectent le niveau du PIB nominal en 2009 et ultérieurement.

3. **La dette publique totale y compris des arriérés intérieurs de la RCA est estimée à 79.4 pour cent de PIB à la fin de 2008.** La dette externe publique et la dette à garantie publique s'élèvent à 56.8 pour cent du PIB, y compris plus de la moitié pour les créiteurs multilatéraux et environ un tiers pour les créiteurs bilatéraux officiels. La dette publique intérieure (y compris les arriérés budgétaires et les dettes publiques intérieurs des entreprises) s'élève à 23 pour cent du PIB. Elle est constituée de l'encours de crédits au gouvernement provenant des banques de commerce nationales (10 pour cent), de la dette du gouvernement auprès de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC, 30 pour cent), des arriérés budgétaires (52 pour cent), de la dette des entreprises publiques (4 pour cent), et des institutions non bancaires (5 pour cent).

HYPOTHESES FONDAMENTALES DE L'ADD

¹⁹ Voir "Durabilité de la dette dans les pays à faible revenu: Proposition d'un Cadre Opérationnel et d'Incidences Politiques" (<http://www.imf.org/external/np/pdr/sustain/2004/020304.htm>) et "Durabilité de la dette dans les pays à faible revenu: Nouvelles analyses d'un Cadre Opérationnel et d'Incidences Politiques" (<http://www.imf.org/external/np/pdr/sustain/2004/091004.htm>)

²⁰ Les politiques et institutions de la RC sont considérés comme étant faibles, selon l'Evaluation par la Banque mondiale du Cadre Politique et Institutionnel des Pays (CPIA)."

²¹ La précédente ADD PFR a été publiée en décembre 2008 (IMF Country Report No.09/43).

4. **Les perspectives macro-économiques à court terme sont influencées par l'impact défavorable de la crise financière internationale.** En dépit des changements favorables pour le prix à l'importation du pétrole, la baisse soudaine du bois et des exportations de diamants provoque la croissance faible du PIB et une situation plus mauvaise du solde des paiements courants externes. Eu égard au revenu plus faible encore tel que projeté pour 2009, les dépenses additionnelles nécessaires pour consolider le processus de paix et pour financer les élections de 2010 mettent le solde primaire intérieur dans une position négative en 2009; toutefois, le solde primaire comprenant les subventions demeure en excédent.

5. **Dans le moyen et long terme, la RCA est supposée réaliser un scénario de croissance soutenue, favorisé par la stabilité politique et sociale.** Une amélioration soutenue en terme de confiance dans les affaires et les investissements plus importants devraient soutenir ces projections de croissance (encadré 4). Il est projeté que des exportations croissantes d'une gamme diversifiée des matières premières, y compris l'or et l'uranium, augmentent la croissance du PIB en termes réels à 5.5 pour cent à moyen terme. Des exportations plus importantes aideront à améliorer le déficit du solde du compte courant externe d'environ 4 pour cent du PIB, avec le financement provenant principalement de l'investissement privé, de prêts accordés à des conditions de faveur dans le cadre de projets, et du marché régional des titres gouvernementaux dont le lancement est prévu en 2010. Afin de préserver la durabilité de la dette, la politique fiscale demeurerait prudente. La base fiscale des autorités c'est le solde primaire intérieur qui serait en excédent jusqu'en 2020. Le solde primaire comprenant des concessions serait supérieur au solde primaire requis pour stabiliser le rapport dette-PIB pour la période de projection ; ainsi, le ratio dette-PIB pourrait diminuer d'environ 10 à 20 pour cent du PIB de 2029.

6. **Les risques aux perspectives macro-économiques de la RCA demeurent significatifs.** Potentiellement, l'incertitude politique et une situation sociale et de sécurité en détérioration pourraient entraver l'appui des donateurs et la confiance des investisseurs. Les crises exogènes, y compris un impact prolongé de la crise économique globale sur les exportations, pourraient entraîner une croissance plus lente, un revenu plus faible, et une détérioration des indicateurs de dette. D'ailleurs, les investissements insuffisants en infrastructure, telle que les routes, pourraient entraîner des retards pour les projets d'investissement dans le secteur privé qui sont nécessaires pour relancer l'économie de RCA et lutter contre la pauvreté.

ANALYSE DE LA DURABILITE DE LA DETTE EXTERNE

7. **Après les allégements dans le cadre des PPTE et de l'IADM, il est prévu que tous les indicateurs de dette restent inférieurs aux seuils appropriés tout au long de la période de projection dans le scénario de base.** La valeur actualisée nette (VAN) du rapport service dette-revenu augmente temporairement à moyen terme du fait des paiements des services de la dette pour de nouvelles dettes suivant les délais de grâce normal, mais les rapports resteraient inférieurs aux seuils qui définissent un endettement excessif. Tous les autres indicateurs de dette demeurent inférieurs aux seuils pour la période de projection et montrent des tendances stables à la baisse.

Encadré 4: Hypothèses Macroéconomiques Fondamentales

Croissance du PIB en termes réels: La croissance moyenne annuelle du PIB en termes réels pour 2009-29 est projetée à 4.4 pour cent, ce qui requiert la sécurité soutenue et la stabilité politique, une amélioration de la capacité institutionnelle et administrative du pays, et des politiques macroéconomique appropriées. Cette situation devrait encourager une croissance de l'investissement privé, particulièrement dans le secteur de la foresterie, de l'exploitation minière, et des télécommunications. L'investissement public en infrastructure aiderait à redresser l'agriculture qui domine l'activité économique. Sur la base de ces hypothèses, le taux de croissance projeté est sensiblement supérieur à la moyenne historique résultant de la situation des conflits et conflit civil.

Inflation : Après la hausse imprévue de l'inflation en 2008, il est projeté que le déflateur de PIB augmente de 2 ½ pour cent en moyenne pour 2009-29; ceci suppose que l'inflation baissera rapidement par rapport à son niveau actuel. Le taux d'inflation projeté est en conformité avec le critère de convergence de 3 pourcent (défini par l'IPC) de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC).

Balance courante : Il est prévu que le déficit courant (y compris les subventions) atteigne la moyenne de 7 pour cent pour 2009-29. Il est prévu que la balance commerciale s'améliore avec le temps, grâce à de meilleurs résultats au niveau des exportations rendus possibles par des réformes structurales et des investissements d'infrastructure qui encourageront la compétitivité et la diversification de la base d'exportation; les déficits dans le solde de services demeureront importants. Les déficits courants actuels seraient financés principalement par l'aide officielle au développement (prêts de projet), l'investissement étranger direct, et les entrées de capitaux régionaux provenant des marchés des titres potentiels du gouvernement au niveau régional. Le démarrage d'un grand projet d'exploitation aurifère est prévu en 2011. Les nouveaux codes forestier et minier devraient préparer le terrain pour des apports soutenus de l'IED dans ces secteurs.

Solde de l'Etat: L'excédent primaire intérieur serait excédentaire jusqu'en 2019 et diminuerait ensuite à zéro entre 2020-29. Il est prévu que le déficit financier global (y compris les subventions) atteigne la moyenne d'environ 1.2 pour cent du PIB pour 2009-29; avec le solde primaire constamment plus élevé que le solde requis pour stabiliser le rapport dette-PIB. Il est prévu que le revenu intérieur augmente de 10 ½ pour cent du PIB en 2009 à environ 14 pour cent à la fin de 2029, principalement en raison des améliorations régulières au niveau fiscale et de l'administration douanière, et de la réforme de la politique fiscale pour rendre le code des impôts plus compatible à la croissance. Il est prévu que les dépenses augmentent d'environ 17 pour cent du PIB en 2009 à environ 20 pour cent en 2029 avec la plupart des augmentations axées sur des investissements d'infrastructure.

Aide externe: Les subventions et prêts sont en totalité supposés contribuer pour environ 5.4 pour cent de PIB nominal à long terme. On estime que les subventions comptent pour 80 pour cent environ de l'aide externe totale, avec la moyenne de l'élément sur les subventions des nouveaux prêts externes atteignant 52 pour cent pour la période.

Emprunt national: On estime qu'en 2010, le gouvernement commencera à accéder aux marchés des titres qui sont développés dans la région de la CEMAC. Ceci lui permettra de réduire les coûts de financement, d'améliorer des gestions de la liquidité, et de rembourser les arriérés intérieurs. Etant donné la position de principe constante en matière de politique fiscale prudente, il est prévu que la dette intérieure diminue au cours de la période de projection.

Taux d'intérêt réel sur la dette en monnaie locale: Le taux d'intérêt réel sur la dette en monnaie locale (y compris des titres de marchés régionaux) devrait converger à environ 4.7 pour cent à long terme.

8. Le scénario historique semble beaucoup plus favorable que le scénario de base en raison des importations sévèrement réduites pendant la période de conflit vécue par la RCA. Ainsi, le scénario historique est basé sur le déficit courant de 2.2 pour cent seulement du PIB, sans application d'intérêt, comparé au déficit projeté de 7 pour cent du PIB en dessous du scénario de base; un tel scénario serait peu probable étant donné les tendances récentes et causerait préjudice à la croissance économique et à l'intégration de la RCA dans l'économie mondiale.

9. **Les tests contrôlés révèlent des risques potentiels, particulièrement concernant la faible croissance des exportations.** Le test de stress le plus extrême qui suppose une combinaison des crises pour la plupart affectées par une faible croissance de la valeur des exportations dans le cas de la RCA, porterait la VAN du rapport dette-exportations au dessus du seuil pendant une longue période.²²Le rapport service dette-exportations dépasserait également le seuil pendant la période 2015-2016 dans le cadre du scénario de faible croissance des exportations. La détérioration des indicateurs de dette dans le cadre des scénarios soulignant que les efforts continus sont nécessaires pour développer les exportations de la RCA, y compris l'amélioration du climat économique pour les investissements étrangers, réduisant les frais de transport, et améliorant la productivité.

ANALYSE DE LA DURABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE

10. **L'allégement des dettes des PPTE et de l'IADM améliorera les indicateurs de dette publique de manière significative puisque la dette publique extérieure compte pour presque la moitié des actions de la dette publique.** Partant d'une hypothèse de subventions de programme moins importantes comparativement aux dernières années (0.7 pour cent du PIB pendant le long terme), et avec le financement bien administré, il est prévu que tous les indicateurs de dette diminuent graduellement. Il est prévu que le gouvernement continue sa politique fiscale prudente en maintenant un excédent de solde primaire à moyen terme et un solde au-dessus du long terme ; en mobilisant un rapport revenu national-PIB plus élevé ; et en assurant un financement relativement peu coûteux tel que des prêts fortement assortis de conditions de faveur. L'accès des marchés régionaux de titres du gouvernement à partir de 2010 aiderait à éliminer des crédits chers auprès des banques commerciales au-delà des prochaines années et à éponger les arriérés internes. Partant de ces hypothèses, la VAN du rapport dette publique-PIB diminuerait de 28 pour cent du PIB en 2009 à 17 pour cent du PIB en 2009, alors que la VAN du rapport dette publique-revenu chuterait de 174 pour cent à 90 pour cent.

11. **Tous les indicateurs de la dette se détérioreraient rapidement si la croissance du PIB en termes réels était plus lente ou si les flux créant ces dettes augmentaient** Une faible croissance du PIB représente le scénario le plus extrême : dans ce cas-ci, la VAN du rapport dette-PIB et la VAN du rapport dette-revenu ainsi que le rapport service de dette -revenu augmenteraient avec le temps.

²² La combinaison des crises comprend (i) Croissance du PIB en termes réels avec moyennes historiques moins un demi écart type en 2010-2011, (ii) Croissance des valeurs d'exportation avec moyennes historiques moins un demi écart type en 2010-2011, (iii) Déflateur Dollar-PIBPIB US des moyennes historiques moins un demi écart type en 2010-2011, et (iv) Entrées nettes ne créant pas de dette avec des moyennes historiques moins un écart type en 2010-2011.

QUALIFICATION DE SURENDETTEMENT ET CONCLUSIONS

12. **La RCA est considéré comme étant susceptible de « risque modéré de surendettement ».** Tous les indicateurs de dette connaissent une amélioration considérable suite à l'atteinte du point d'achèvement des PPTE et de l'allègement de la dette dans le cadre de l'IADM, mais la situation globale de sa dette pourrait encore la rendre vulnérable à un certain nombre de bouleversements. Les indicateurs de dette extérieure sont particulièrement sensibles à la croissance des exportations, indiquant que la diversification de la base des exportations est essentielle pour préserver la durabilité de la dette extérieure. Les indicateurs de la dette publique sont vulnérables à une croissance plus lente du PIB et à une augmentation des flux créant cette dette, confirmant que la RCA doit poursuivre des politiques fiscales prudentes à moyen terme et consolider la base pour la croissance en stimulant des titres nationaux, en consolidant la stabilité politique, et en améliorant la capacité institutionnelle et administrative du pays.

Annexe 3: Résumé d'Engagements Actuels de Donateurs

Donateur	Projets (inter alia)	Montant Subvention	Devise d'origine	Durée	Documents
AFD	Infrastructure, foresterie, éducation, appui au budget (pour toute la région CEMAC environ E30 millions (pas clair combien pour la RCA)	\$25m (+ appui budget, total non connu)	Euro	3-4 ans	Pas de document précis; un projet par an, à part l'appui du budget régional
BAD	Gouvernance économique & renforcement des capacités, énergie (Boali 3), télécommunications, transport, appui au budget, développement communautaire	127m ²³	UA	4 ans	SPP conjointe
Chine	Infrastructure, sante (hôpital), éducation (écoles)	\$30m	Yuan	2 + ans	Pas de document précis
UE	Gouvernance, infrastructure (pôles de développement, appui au budget, environnement)	\$196 m	Euro	5 ans	Programme National Provisoire (10 ^{ème})
FAO	Semences & recherche produits semences alternatives; installations d'entreposage de provisions	\$10m Annuellement	Dollar	1 an	
PNUD	DDR, développement communautaire	\$20m Annuellement	Dollar	3 ans	
EU	Routes rurales	\$3m total	Dollar	2 ans	Pas de document précis
GBM	Gouvernance économique et renforcement des capacités, infrastructure urbaine, santé, éducation, VIH/SIDA, aide alimentaire d'urgence + agriculture, développement communautaire, énergie, transport, télécom	US\$181 m	Dollar	4 ans	SPP conjointe

²³ Environ 190 millions d'US\$

Annexe 4: Travaux Analytiques de la BAD et de la Banque mondiale pour 2009-2012

Domaine	Accord	Montant Indicatif (million)	Source de financement
<i>Guichet secteur public FAD– Opérations Nationales</i>			
Renforcement des capacités			
Etude sur la vulnérabilité alimentaire	2009	AD	Appui Ciblé FEF
Infrastructure communautaire et urbaine			
Etude des directives pour le développement et l'urbanisation de la ville de Bangui	2009	AD	Appui Ciblé FEF
<i>Autres sources de financement au niveau de la BAD</i>			
Energie			
Etude du plan directeur pour l'électrification du pays et l'appui institutionnel au secteur de l'énergie	2010	UA 3	Fonds fiduciaires/Bilatéraux A rechercher)
Questions transversales			
Assistance à la stratégie pour l'intégration régionale – CEEAC	2009	-	-
Etudes économiques			
Diagnostic de la croissance – Identification des obstacles les plus marquants à la croissance	2009	-	-
Portefeuille			
Revue du portefeuille du pays	2009	-	-
Revue du portefeuille du pays	2011	-	-
<i>Banque mondiale et la SFI</i>			
Appui aux reformes économiques			
Revue du Secteur Minier Revue des Dépenses Publiques Evaluation du Secteur des Diamants Appui à l'ITIE		\$0.03 \$0.25 \$0.02 \$0.03	Banque mondiale
Energie			
Etude de la Reforme du Service Publique Electricité - FCIPP	2010	\$0.5	Banque mondiale
Sante			
Evaluation du secteur de la sante	2011	\$0.03	
Questions transversales			
Evaluation environnemental pays	2010	\$0.05	Banque mondiale
Stratégie pour l'Intégration Régionale de l'Afrique (SIR II)	AD	-	Banque mondiale

* AD: à déterminer

Annexe 5 (a): Principaux Indicateurs Economiques pour 2004-2012

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
		Actuels			Estimations	Prévus			
				<i>Changement pourcentage annuel</i>					
Revenu national et prix									
PIB réel	1.0	2.4	4.0	4.2	2.2	2.4	3.1	4.0	5.0
PIB réel par habitant *	-1.0	0.4	2.0	2.2	0.2	0.4	2.1	2.0	3.0
Inflation (moyenne annuelle)	-2.2	2.9	6.7	0.9	9.3	4.7	2.6	2.5	2.5
				<i>% du PIB</i>					
Finances publiques									
Revenu total	11.7	12.4	22.8	14.4	15.1	14.3	16.6	15.2	15.6
Recettes fiscales	7.2	7.1	7.8	7.3	7.9	8.2	8.5	8.8	9.2
Autres que recettes fiscales	1.1	1.1	1.7	2.6	2.4	2.2	2.1	2.0	2.0
Subventions	3.4	4.1	13.3	3.3	4.7	3.9	6.0	4.4	4.4
Dépenses totales	13.9	16.9	13.9	13.1	15.5	16.9	17.0	16.2	16.4
Dépenses courantes	9.9	10.6	8.1	8.0	9.1	9.9	9.6	8.8	8.7
Salaires et traitements	5.8	5.5	4.8	4.5	4.1	4.4	4.4	4.4	4.4
Biens et services	2.7	3.1	2.0	1.8	2.5	2.9	3.2	2.4	2.4
Investissement de capital	2.7	5.4	4.9	3.6	4.5	5.3	6.3	6.3	6.5
o/w finance intérieure	1.1	1,2	1.0	1.1	1.2	1.5	1.6	1.6	1.6
Solde primaire intérieur	-2.8	-3.6	0.4	1.1	0.1	-1.0	-0.5	0.5	0.9
Solde budgétaire (engagement)									
Non compris subventions	-5.6	-8.7	-4.4	-2.8	-5.1	-6.5	-6.4	-5.4	-5.2
Non compris subventions	-2.2	-4.5	9.0	1.3	-0.4	-2.6	-0.5	-1.0	-0.8
Changements en arriérés	3.1	3.8	-6.5	-2.0	-1.2	-1.1	-1.5	-1.4	-1.3
Interne	0.4	1.3	-1.3	-1.0	-1.2	-1.1	-1.5	-1.4	-1.3
Externe	2.7	2.5	-5.3	-0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	
Secteur externe									
Solde compte courant	-1.7	-6.5	-3.0	-6.1	-8.6	-9.3	-9.9	-9.9	-9.2
Balance globale des paiements	-2.9	-1.1	3.0	-3.5	-0.7	-2.9	-2.0	-1.5	
VAN des dettes publiques externes a garantie publique	...	...	48.5	41.3	36.8	37.8	33.5	30.0	26.7
Réserves brutes officielles (mois de la couverture des importations)	6.4	6.5	4.6	2.5	3.5	2.5	2.5	2.8	3.1
Articles de Mémorandum									
PIB Nominal (CFAF Milliard)	670.7	712.1	772.2	820.6	882.3	943.3	1011.0	1087.0	1168.0
Taux brut investissement (% du PIB)	6.8	9.8	10.1	9.9	10.2	10.9	14.2	14.4	14.5
<i>Investissement privé</i>	4.0	4.5	5.2	6.1	7.1	5.7	7.9	8.2	8.2
Source: FMI									

Annexe 6 (b): Opérations Gouvernement Central pour 2004- 2012 (en milliard CFA) 1/

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
				Est.	Est.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
Revenu	78.5	88.0	176.3	117.0	134.7	420.5	165.8	162.6	179.0
Revenu interne	55.8	58.6	73.4	83.6	92.5	99.1	106.1	115.6	128.8
Recettes fiscales	48.3	50.6	60.4	59.5	70.7	78.3	85.5	94.3	105.6
Subventions	22.7	29.5	102.9	33.4	42.2	321.4	59.7	47.0	50.1
Programmes	14.8	2.7	75.7	13.2	12.6	17.2	11.8	7.0	7.6
Allégement dette	...	...	...	...	...	258.7	...	...	...
Subventions FMI IADM	...	...	...	...	...	9.9	...	...	...
Projets	7.9	26.7	27.2	20.2	29.7	35.6	47.9	40.0	42.6
Dépenses ²	-93.4	-120.4	-107.2	-106.5	-138.1	-160.1	-170.3	-174.2	-190.2
Dépenses primaires courantes	-66.7	-75.4	-62.5	-65.4	-81.4	-93.7	-95.7	-94.4	-102.2
Salaires et traitements	-38.9	-39.2	-37.2	-36.3	-36.9	-41.8	-44.1	-47.0	-50.5
Intérêts échus	-8.5	-6.6	-6.9	-11.7	-16.7	-16.7	-11.2	-12.7	-13.7
Dépenses en capital	-18.2	-38.4	-37.7	-29.4	-40.0	-49.8	-63.4	-67.1	-74.3
Financement externe	-10.5	-29.9	-30.2	-20.2	-29.7	-35.6	-47.9	-50.6	-56.3
Solde global subventions ³ non compris	-37.7	-61.8	-33.8	-22.9	-45.7	-61.0	-64.2	-58.6	-61.3
<i>dont: Soldes primaires internes ⁴</i>	-18.6	-25.3	3.3	9.0	0.7	-8.7	-5.1	4.7	8.6
Solde global subventions compris	-15.0	-32.4	69.1	10.6	-3.5	260.4	-4.5	-11.6	-11.2
Changement en arriérés (net; (-)=réduction)	21.1	26.9	-60.3	-16.1	-10.5	-10.0	-15.0	-15.0	-15.0
Solde global (comptabilité caisse)	6.1	-5.5	8.8	-5.5	-14.0	250.4	-19.5	-26.6	-26.2
Financement identifié	-6.1	5.5	-3.8	1.0	21.0	-260.7	15.5	26.6	26.2
Externe (net)	-14.6	-4.5	-12.9	-9.5	5.8	-250.8	-2.5	1.7	3.9
Projets	2.6	3.2	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0	10.6	13.7
Amortissement dû	-17.2	-11.8	-15.9	-12.4	-11.3	-271.3	-2.5	-8.9	-9.8
Financement exceptionnel	0.0	0.0	0.0	2.9	17.1	20.5	0.0	0.0	0.0
Club de Paris ⁶	0.0	0.0	0.0	1.5	1.0	1.1	0.0	0.0	0.0
Autres ⁷	0.0	0.0	0.0	1.4	16.1	19.4	0.0	0.0	0.0
Interne (net)	8.5	10.0	9.1	10.5	15.2	-9.9	18.0	24.9	22.2
Système bancaire	8.5	10.0	4.1	10.0	10.6	-1.7	1.4	-4.1	-6.7
Banques commerciales	-1.4	2.4	4.2	1.0	6.9	-3.0	-0.9	-3.2	-3.2
Erreurs et omissions	0.0	0.0	5.0	-4.5	7.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Besoins financement résiduel ⁸	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	10.3	4.1	0.0	0.0
Articles Mémorandum									
Dette interne Gouvernement	161.6	173.4	183.9	199.2	201.5	189.7	192.2	204.7	211.7
<i>dont: paiement arriérés</i>	109.7	109.7	109.7	114.7	104.2	94.2	79.2	64.2	49.2
Dépenses DDR	...	...	...	...	...	10.0	...	...	...
Sources : Données recueillies auprès des autorités du pays; et estimations et projections du FMI.									
¹ La nouvelle classification a commencé en 2007. Elle concerne surtout le revenu. Certains prélèvements enregistrés plus tôt comme taxes sont maintenant inclus comme recettes non fiscales.									
² Les dépenses sont enregistrées sur la comptabilité de caisse pour la période courante, à l'exception de l'intérêt qui est enregistré comme due.									
³ Les montants pour 2009 comprennent les dépenses pour le financement du processus de la paix (DDR).									
⁴ Non compris les subventions, paiements intérêt, et dépenses en capital financés avec des ressources externes									
⁵ Les montants pour 2006 prennent en considération l'acquit des arriérés par la Banque mondiale et la BAD (CFAF 47.5milliards) et augmentent en arriérés auprès de créiteurs bilatéraux et certains créiteurs multilatéraux (CFAF 6.9 milliards)									
⁶ Prend en considération l'accord de rééchelonnement et de moratoire par le Club de Paris en avril 2007.									
⁷ Comprend l'allégement des dettes PPTE par les créiteurs multilatéraux et d'autres créiteurs bilatéraux. Pour 2008-09, les services dette aux créiteurs commerciaux et aux non membres du Club de Paris sont également inclus. A partir de 2010, tous les allégements de dette PPTE et AGIM sont inclus comme rentrées.									
⁸ La différence en projections pour 2009 et 2010 correspond à l'augmentation d'accès au PRGF proposée.									

Annexe 7 (c): Opérations Gouvernement Central pour 2004-2012 (en pourcentage de PIB)¹

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
		.		Est.	Est.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
Revenu	11.7	12.4	22.9	14.4	15.1	44.4	16.6	15.3	15.6
Revenu interne	8.3	8.2	9.5	10.3	10.4	10.5	10.6	10.9	11.3
Recettes fiscales	7.2	7.1	7.8	7.3	7.9	8.3	8.6	8.9	9.2
Subventions	3.4	4.1	13.4	4.1	4.7	33.9	6.0	4.4	4.4
Programmes	2.2	0.4	9.8	1.6	1.4	1.8	1.2	0.7	0.7
Allègement dette	...	...	...	...	...	27.3	...	...	...
Subventions FMI IADM	...	...	...	...	...	1.0	...	...	...
Projets	1.2	3.8	3.5	2.5	3.3	3.8	4.8	3.8	3.7
Depenses²	-13.9	-16.9	-13.9	-13.1	-15.5	-16.9	-17.0	-16.4	-16.6
Dépenses primaires courantes	-9.9	-10.6	-8.1	-8.0	-9.1	-9.9	-9.6	-8.9	-8.9
Salaires et traitements	-5.8	-5.5	-4.8	-4.5	-4.1	-4.4	-4.4	-4.4	-4.4
Intérêts échus	-1.3	-0.9	-0.9	-1.4	-1.9	-1.8	-1.1	-1.2	-1.2
Dépenses en capital	-2.7	-5.4	-4.9	-3.6	-4.5	-5.3	-6.3	-6.3	-6.5
Financement externe	-1.6	-4.2	-3.9	-2.5	-3.3	-3.8	-4.8	-4.8	-4.9
Solde global subventions³ non compris	-5.6	-8.7	-4.4	-2.8	-5.1	-6.4	-6.4	-5.5	-5.4
<i>dont: soldes primaires internes⁴</i>	-2.8	-3.6	0.4	1.1	0.1	-0.9	-0.5	0.4	0.8
Solde global subventions compris	-2.2	-4.5	9.0	1.3	-0.4	27.5	-0.5	-1.1	-1.0
Changement en arriérés (net; (-)=réduction)	3.1	3.8	-7.8	-2.0	-1.2	-1.1	-1.5	-1.4	-1.3
Solde global (comptabilité caisse)	0.9	-0.8	1.1	-0.7	-1.6	26.4	-2.0	-2.5	-2.3
Financement identifié	-0.9	0.8	-0.5	0.1	2.4	-27.5	1.5	2.5	2.3
Externe (net)	-2.2	-0.6	-1.7	-1.2	0.7	-26.5	-0.3	0.2	0.3
Projets	0.4	0.5	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0	1.2
Amortissement du	-2.6	-1.7	-2.1	-1.5	-1.3	-28.6	-0.3	-0.8	-0.9
Financement exceptionnel	0.0	0.0	0.0	0.4	1.9	2.2	0.0	0.0	0.0
Club de Paris ⁶	0.0	0.0	0.0	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0
Autres ⁷	0.0	0.0	0.0	0.2	1.8	2.0	0.0	0.0	0.0
Interne (net)	1.3	1.4	1.2	1.3	1.7	-1.0	1.8	2.3	1.9
Système bancaire	1.3	1.4	0.5	1.2	1.2	-0.2	0.1	-0.4	-0.6
Banques commerciales	-0.2	0.3	0.5	0.1	0.8	-0.3	-0.1	-0.3	-0.3
Erreurs et omissions	0.0	0.0	0.6	-0.6	0.8	0.0	0.0	0.0	0.0
Besoins financement résiduel ⁸	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.1	0.4	0.0	0.0
Articles Mémoire									
Dette interne Gouvernement	24.1	24.4	23.9	24.5	22.6	20.0	19.2	19.2	18.5
<i>dont: paiement arriérés</i>	16.4	15.4	14.2	14.1	11.7	9.9	7.9	6.0	4.3
Dépenses DDR	...	...	...	...	...	1.1	...	...	...

Sources: Données recueillies auprès des autorités du pays; et estimations et projections du FMI.

¹ La nouvelle classification a commencé en 2007. Elle concerne surtout le revenu. Certains prélèvements enregistrés plus tôt comme taxes sont maintenant inclus comme recettes non fiscales.

² Les dépenses sont enregistrées sur la comptabilité de caisse pour la période courante, à l'exception de l'intérêt qui est enregistré comme due.

³ Les montants pour 2009 comprennent les dépenses pour le financement du processus de la paix (DDR).

⁴ Non compris les subventions, paiements intérêt, et dépenses en capital financés avec des ressources externes

⁵ Les montants pour 2006 prennent en considération l'acquit des arriérés par la Banque mondiale et la BAD (CFAF 47.5milliards) et augmentent en arriérés auprès de créiteurs bilatéraux et certains créiteurs multilatéraux (CFAF 6.9 milliards)

⁶ Prend en considération l'accord de rééchelonnement et de moratoire par le Club de Paris en avril 2007.

⁷ Comprend l'allègement des dettes PPTE par les créiteurs multilatéraux et d'autres créiteurs bilatéraux. Pour 2008-09, les services dette aux créiteurs commerciaux et aux non membres du Club de Paris sont également inclus. A partir de 2010, tous les allègements de dette PPTE et AGIM sont inclus comme rentrées.

⁸ La différence en projections pour 2009 et 2010 correspond à l'augmentation d'accès au PRGF proposée.

Annexe 8 (d): Balance des Paiements pour 2004-2012 (en Milliards de CFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
				Est.	Est. ²	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
(Milliard de CFAF)									
Compte courant	-11.6	-46.2	-22.9	-49.7	-87.7	-90.5	-98.8	-105.2	-105.3
Complément de marchandises	-9.2	-25.0	-23.5	-33.8	-69.0	-71.5	-80.4	-80.5	-79.1
Exportations, f.o.b.	70.6	67.3	82.3	85.4	65.8	54.7	63.7	75.2	90.2
Diamants	27.8	32.8	32.7	29.8	22.2	21.2	23.8	26.8	30.1
Produits de bois	28.8	25.7	39.8	41.9	31.8	22.8	28.9	35.2	42.0
Importations, f.o.b.	-79.8	-92.3	-105.8	-119.2	-134.8	-126.2	-144.1	-155.7	-169.3
Produits pétroliers	-17.8	-17.7	-26.0	-32.7	-44.1	-23.4	-31.0	-34.7	-37.8
Services (net)	-34.5	-32.3	-35.8	-41.5	-42.8	-47.3	-49.1	-52.2	-56.0
Revenu (net)	-7.1	-5.2	-5.8	-4.9	-10.0	-10.7	-3.9	-3.7	-3.5
Transferts courants (net)	39.2	16.2	42.2	30.5	34.1	38.9	34.7	31.2	33.3
Compte capital	7.9	26.7	67.7	25.4	29.7	304.2	47.9	40.0	42.6
Subventions de projets	7.9	26.7	27.2	20.2	29.7	35.6	47.9	40.0	42.6
Subventions d'équipement et transferts	0.0	0.0	40.5	5.2	0.0	268.6	0.0	0.0	0.0
Allègement de dette	...	...	40.5	5.2	...	258.7	...	...	...
Autres transferts (Subventions IADM)	...	...	...	...	...	9.9	...	...	...
Compte financier	-15.9	11.6	-21.6	-4.2	52.2	-251.8	49.3	74.2	73.2
Solde global	-19.5	-7.9	23.2	-28.5	-5.9	-38.1	-1.6	9.0	10.5
Financement identifié	19.5	7.9	-23.2	28.5	5.9	27.7	-2.5	-8.9	-10.5
Net officiel mouvements de réserves	1.4	-9.6	17.3	27.9	-11.2	7.3	-2.5	-8.9	-10.5
Financement exceptionnel	18.2	17.5	-40.5	0.5	17.1	20.5	0.0	0.0	0.0
Rééchelonnement de la dette	...	...	...	2.9	17.1	20.5	0.0	0.0	0.0
Club de Paris ³	...	...	...	1.5	1.0	1.1	0.0	0.0	0.0
Autres financements exceptionnels ⁴	...	...	...	1.4	16.1	19.4	0.0	0.0	0.0
Arriérés paiements dettes (réduire=) ⁵	18.2	17.5	-40.5	-2.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Besoin financement résiduel ⁶	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	10.3	4.1	0.0	0.0
Articles Mémorandum:	(Variations Annuelles, en %, sous réserve de prescription contraire)								
Termes de l'échange	-6.5	-3.6	0.7	-11.2	-18.3	6.1	-1.4	-0.2	3.8
Prix unitaires des exportations (base US\$)	-4.1	0.8	9.7	6.7	-0.6	-11.8	2.6	3.6	6.9
Valeurs des exportations en francs CFA	-5.1	-4.7	22.3	3.7	-23.0	-16.7	16.3	18.0	20.0
Valeurs des importations en francs CFA	16.9	15.7	14.6	12.6	12.3	-6.3	14.2	8.0	8.8
Réserves étrangères officielles brutes (mois des importations, f.o.b.)	6.4	6.5	4.6	2.5	3.3	2.5	2.5	2.8	3.1
Compte courant (% du PIB)	-1.7	-6.5	-3.0	-6.1	-9.9	-9.6	-9.9	-9.9	-9.2
Balance commerciale (% du PIB)	-1.4	-3.5	-3.1	-4.2	-7.8	-7.5	-8.1	-7.6	-6.9
Compte capital (% du PIB)	1.2	3.8	8.8	3.1	3.3	32.1	4.8	3.8	3.7
Total dette extérieure (% du PIB)	78.8	81.6	69.9	54.2	53.7	24.6	23.7	22.4	21.1

Sources: Données recueillies auprès des autorités du pays; estimations et projections FMI.

¹ Le cadre macroéconomique est basé sur l'hypothèse que la RC atteindra le point d'achèvement en 2009; les projections de balance de paiements comprennent l'allègement de la dette attendu au point d'achèvement

² Prend en considération le rééchelonnement et le protocole d'accord par le Club de Paris en Avril 2007.

³ Comprend l'allègement de la dette PPTTE par les créditeurs multilatéraux et les autres créditeurs bilatéraux. Pour 2008-09, le service de la dette au créancier commercial et aux non membres du Club de Paris est également inclus.

⁴ Les montants pour 2006 prennent en compte l'acquit des arriérés par la Banque mondiale et la BAD (CFAF 47.5 milliards) et les arriérés aux créditeurs bilatéraux et quelques créditeurs multilatéraux (CFAF 6.9 milliards).

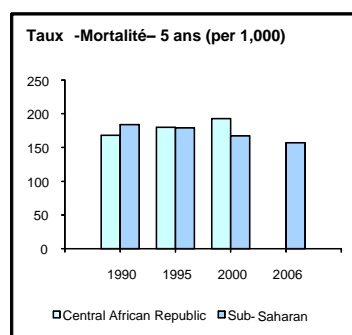
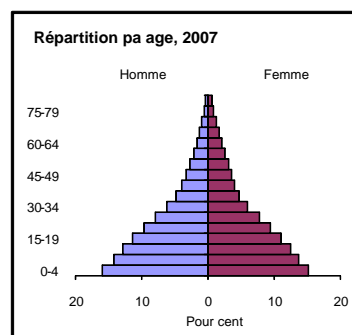
⁵ La différence dans les projections pour 2009 et 2010 correspond à l'augmentation proposée de l'accès au PRGF.

⁶ Les termes de l'échange sont calculés sur des moyennes pondérées des valeurs, sur la base d'années reliées (à l'exception des colonnes de programmes).

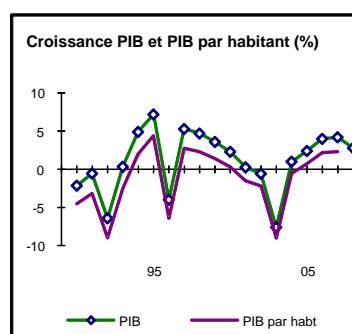
Annexe 6: Coup d'oeil sur la République Centrafricaine

4/6/09

Indicateurs Clés de Développement (2008)	République	Afrique	Revenu faible
	Centre Africaine	Subsaharienne	
Population, milieu-année (millions)	4.4	800	1,296
Surface (milliers km ²)	623	24,242	21,846
Croissance population (%)	1.8	2.4	2.1
Population urbaine (% de population totale)	38	36	32
INB (Atlas method, US\$ milliards)	1.6	762	749
INB par habitant (Atlas method, US\$)	380	952	578
INB par habitant (PPP, international \$)	740	1,870	1,500
Croissance PIB (%)	2.8	6.2	6.5
PIB croissance par habitant (%)	0.9	3.7	4.3
(estimation la plus récente, 2003–2008)			
Indice de pauvreté à \$1.25 par jour (PPP, %)	..	50	..
Indice de pauvreté à \$2.00 par jour (PPP, %)	..	72	..
Esperance de vie à la naissance (années)	39	50	57
Mortalité infantile (par 1,000 naissances vivantes)	115	94	85
Malnutrition infantile (% enfants moins 5 ans)	..	27	29
Adultes alphabétisés, male (% âgés 15 ans et plus)	..	69	72
Adultes alphabétisés, femelle (% âgés 15 ans et plus)	..	50	50
Taux brut scolarisation au primaire, homme (% groupe d'âge)	67	99	100
Taux brut scolarisation au primaire, femme (% groupe d'âge)	44	88	89
Accès à une source d'eau améliorée (% population)	75	58	68
Accès toilettes et lavabos améliorés (% population)	27	31	39



Net d'entrées de l'aide	1980	1990	2000	2008 ^a
<i>(US\$ millions)</i>				
APD nette et aide officielle	110	249	75	134
<i>3 premiers donateurs (en 2006):</i>				
France	69	71	19	27
Etats-Unis	1	3	1	21
Commission Européenne	11	33	6	14
Aide (% de INB)	13.8	17.0	8.0	9.1
Aide par habitant (US\$)	47	83	19	31
Tendance Economique – Long terme				
Prix de détail (changement % annuel)	14.7	-0.2	3.2	9.3
Déflateur implicite PIB (changement % annuel)	18.3	2.3	3.2	4.6
Taux échange (moyenne annuelle, local par US\$)	211.3	272.3	712.0	447.8
Indice termes échange (2000 = 100)	..	110	100	85
Population, mid-année (millions)	2.3	3.0	3.9	4.4
PIB (US\$ millions)	797	1,488	959	1,970
			<i>(% PIB)</i>	
Agriculture	40.0	47.6	53.1	53.4
Industrie	20.1	19.7	15.8	14.3
Fabrication	7.2	11.3	7.0	7.3
Services	39.9	32.7	31.0	32.3
Dépenses finales consommation ménages	93.7	85.7	80.8	94.9
Dépenses générales finales consommation gov't	15.1	14.9	14.0	3.5
Formation brute de capital	7.0	12.3	9.5	10.3
Exportations de biens et services	25.2	14.8	19.8	14.4
Importations de biens et services	41.1	27.6	24.1	23.1
Economies brutes	1.6	-0.4	8.2	4.2



1980–90 1990–2000 2000–08
(average annual growth %)

Population, mid-année (millions)	2.6	2.5	1.7
PIB (US\$ millions)	1.4	2.0	0.6
Agriculture	1.6	3.8	1.0
Industrie	1.4	0.7	1.7
Fabrication	5.0	-0.2	1.9
Services	1.0	-0.3	-1.1
Dépenses finales consommation ménages	..	..	2.0
Dépenses générales finales consommation gov't	..	..	-14.9
Formation brute de capital	..	..	2.5
Exportations de biens et services	..	..	0.1
Importations de biens et services	..	..	0.0

Note: Les chiffres en italique correspondent aux années autres que celles mentionnées. Les données de 2008 sont préliminaires
.. signifie que les données ne sont pas disponibles -- signifie que l'observation n'est pas applicable.

Development Economics, Development Data Group (DECDG).

Balance des paiements et du commerce 2000 2008*(US\$ millions)*

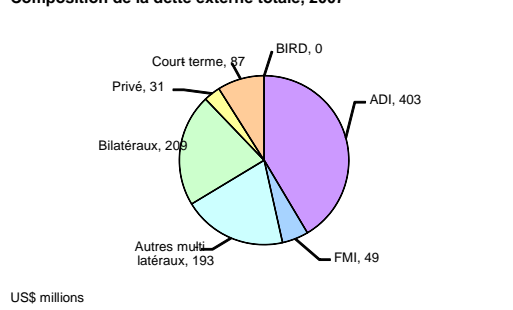
Total produits exportations (fob)	159	151
Total produits importations (caf)	162	281
Commerce net en biens et services	-42	-221
Solde compte courant	-12	-171
comme % du PIB	-1.3	-8.7
Envois de travailleurs et compensation des employés (reçus)	..	..
Reserves, y compris l'or	134	117

Finance Gouvernement Central*(% du PIB)*

Recettes courantes (y compris les subventions)	13.7	14.0
Recettes fiscales	7.8	8.0
Dépenses courantes	9.2	10.7
Excédent/déficit global	-1.8	0.2
Taux marginal d'impôt le plus élevé (%)		
Individuel	..	..
Entreprise	..	..

Dettes externe et flux de ressources*(US\$ millions)*

Total encours de la dette	858	1,078
Total service de la dette	14	91
Allègement de la dette (PPTE, IADMI)	583	..
Total dette (% du PIB)	89.4	54.7
Total service de la dette (% d'exportations)	7.3	34.0
Investissement étranger direct (net des entrées)	1	24
Fonds portefeuille (net entrées)	..	..

Composition de la dette externe totale, 2007**Développement Secteur Privé** 2000 2008

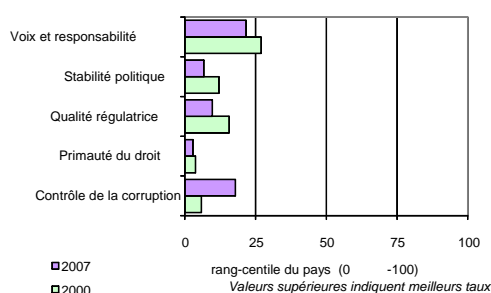
Temps requis pour démarrer une entreprise (jours)	-	14
Coûts pour démarrer une entreprise (% de INB par habitant)	-	232.3
Temps requis pour enregistrer un bien (jours)	-	75

Classer comme obstacle principal aux affaires 2000 2007

(% de directeurs enquêtés qui sont d'accord)		
n.a.	..	..
n.a.	..	..

Capitalisation de la bourse (% du PIB)

Rapport capital Bank - Actif(%)

Indicateurs gouvernance, 2000 et 2007

Source: Kaufmann-Kraay-Mastruzzi, World Bank

Technologie et Infrastructure 2000 2007

Routes revêtues (% du total)	2.7	..
Ligne fixe et téléphone mobile		
Abonnés (par 100 personnes)	0	3
Exportation haute technologie (% de produits manufacturés exportés)	0.1	0.0

Environnement

Agricultural land (% of land area)	8	8
Forest area (% of land area)	36.8	36.5
Nationally protected areas (% of land area)	..	16.6
Ressources eau fraîche par habitant (Mètres cube)	..	33,640
Collecte eau fraîche (% de ressources internes)	0.0	..
Emissions de CO2 par habitant (mt)	0.07	0.06
PIB par unité d'utilisation d' énergie (2005 PPP \$ par kg d'équivalent de pétrole)	..	..
Utilisation d'énergie per habitant (kg d'équivalent de pétrole)	..	..

Portfolio Groupe Banque mondiale 2000 2007*(US\$ millions)*

BIRD		
Total encours de la dette	0	0
Décaissements	0	0
Principaux remboursements	0	0
Paiements Intérêt	0	0
IDA		
Total encours de la dette	391	403
Décaissements	13	3
Total service de la dette	9	14
SFI (Exercice fiscal)		
Total encours de la dette portefeuille dont propre compte de la SFI	-	-
Décaissements pour propre compte de la SFI	-	-
Ventes portefeuille, remboursements et remboursements Pour le propre compte de la SFI	-	-
AGIM		
Exposition brute	-	-
Nouvelles garanties	-	-

Note: Les chiffres en italique se rapportent aux années autres que celles mentionnées. Les données de 2008 sont préliminaires.
 .. signifie que les données ne sont pas disponibles. - signifie que l'observation n'est pas applicable.

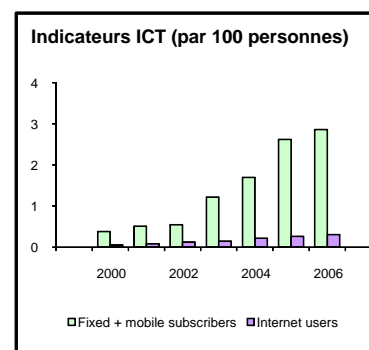
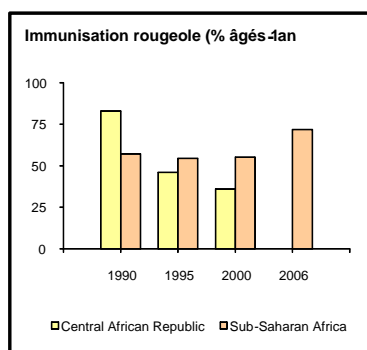
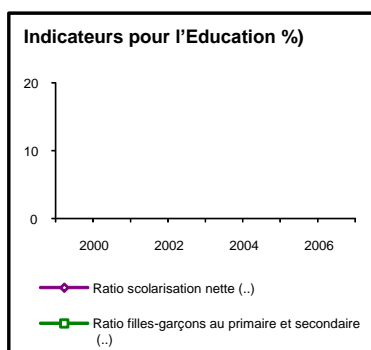
4/6/09

Development Economics, Development Data Group (DECDG).

t

Avec objectifs choisis à atteindre entre 1990 et 2015
(estimer plus près de la date affichée, +/- 2 ans)

	République Centrafricaine			
	1990	1995	2000	2007
Obj. 1: Diminuer de moitié les taux de pauvreté et de malnutrition extrême				
Indice pauvreté à \$1.25 par jour (PPP, % de la population)	..	..	..	..
Indice de pauvreté au seuil national de pauvreté (% de la population)	..	..	..	..
Partage revenu ou consommation avec le plus faible quintile (%)	..	2.0	..	..
Prévalence de la malnutrition (% enfants -5 ans)	..	23.2	24.3	..
Obj. 2: Assurer que les enfants complètent la scolarisation au primaire				
Scolarisation au primaire (net, %)	52	..	..	..
Taux de complétion de scolarisation (% groupe d'âge concerné)	29	..	..	24
Scolarisation au secondaire (brut, %)	11	..	12	..
Taux alphabétisation des jeunes (personnes 15-24 ans)	48	..	59	..
Obj. 3: Eliminer la disparité entre les sexes dans l'enseignement et responsabiliser les femmes				
Rapport garçons-filles dans l'enseignement primaire et secondaire (%)	60	..	..	..
Les femmes travaillant dans le secteur non agricole (% d'emplois non agricoles)	30	..	..	..
Proportion de sièges tenues par les femmes au parlement national (%)	4	4	7	11
Obj. 4: Réduire de deux tiers la mortalité chez les moins de 5 ans				
Taux de mortalité chez les moins de 5 ans (par 1,000)	168	180	193	193
Taux de mortalité infantile (par 1,000 naissance vivante)	102	107	115	115
Immunisation contre la rougeole (proportion de vaccins âgés d'un an, %)	83	46	36	35
Obj. 5: Réduire de trois quarts la mortalité maternelle				
Ratio mortalité maternelle (estimation modélisée, par 100,000 naissances vivantes)	..	..	1,100	..
Naissances assistées par un personnel de santé compétent (% du total)	..	46	44	..
Prévalence des contraceptifs (% femmes âgées 15-49)	..	15	28	..
Obj. 6: Arrêter et commencer à renverser la propagation du VIH/SIDA et d'autres maladies principales				
Prévalence du VIH (% de population âgée 15-49)	..	..	6.4	6.3
Incidence de la tuberculose (par 100,000 personne)	117	205	280	314
Cas de tuberculoses détectés suivant DOTS (%)	..	61	9	40
Obj. 7: Réduire de moitié la proportion de personnes sans accès durable aux besoins fondamentaux				
Accès à une source d'eau améliorée (% de la population)	52	59	70	75
Accès à des toilettes et lavabos améliorés (% de la population)	23	24	26	27
Zone forestière (% de surface totale de la zone)	37.2	..	36.8	36.5
Zones protégées à l'échelle nationale (% de surface totale de la zone)	..	..	..	16.6
Emissions CO2 (tonnes métriques par habitant)	0.1	0.1	0.1	0.1
PIB par unité d'utilisation d'énergie (constant 2005 PPP \$ par kg d'équivalent de pétrole)	..	..	..	..
Obj. 8: Développer un partenariat global pour le développement				
Telephones fixes(par 100 personnes)	0.2	0.2	0.2	0.3
Abonnés téléphone mobile (par 100 personnes)	0.0	0.0	0.1	3.0
Utilisateurs Internet (par 100 personnes)	0.0	0.0	0.1	0.3
Ordinateurs personnels (par 100 personnes)	..	..	0.2	0.3



Note: Les chiffres en italique se rapportent aux années autres que celles mentionnées. .. signifie que les données ne sont pas disponibles

4/6/09

Development Economics, Development Data Group (DECDG).

**Annexe 9: Résumé du Programme BIRD/IDA
A la date du 04/3/2009**

Programme de Prêt par BIRD/IDA – Hypothèse de base ^a

<i>Année Fiscale</i>	<i>ID Proj</i>	<i>US\$(M)</i>	<i>Récompenses b Stratégiques (E/M/F)</i>	<i>Risques Exécution b (E/M/F)</i>
2009	Développement Communautaire AF09	8.0	E	F
	Projet Energétique Urgence	8.0	E	M
	Appui au Budget	5.0	E	M
	Institutions Régionales CEMAC	1.0		
	Résultat	22.0		
2010	Attributions IDA aux Projets Régionaux	5.0		
	Financement Supplémentaire			
	Infrastructure Urbaine	7.0		
	Résultat	12.0		
	Résultat Global	34.0		

Annexe 10: Programme RCA SFI et AGIM, AF 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009*
<u>Engagements (US\$m)</u>					
Brut				6.81	0
Net**					0
<u>Engagements nets par Secteur (%)</u>					
Marchés financiers				100	0
<u>Engagements nets par Instrument d'Investissement (%)</u>					
Valeur				100	0

*A la date du 28 février 2009

** Propre compte de la SFI seulement

Risque en cours de AGIM (Risque Brut, million \$)

	Fin exercice financier	AF2003	AF2004	AF2005	AF2006	AF2007	AF2008	FY2009 En date 2/28/2009
Investissements garantis en République Centrafricaine		0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	39.0	30.7
Investissements garantis financés par Investisseurs Centrafricains		0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Annexe 11: SFI – Encours de la dette Portefeuille d’Investissements Engagés

**SFI – Encours de la dette Portefeuille d’Investissements Engagés
CAR**

**A la date du 28 février 2009
(En Millions d’US\$)**

		<u>Engagés</u>					<u>En Cours</u>					
<u>AF</u>	<u>Approbation</u>	<u>Compagnie</u>	<u>Prêt</u>	<u>Capital</u>	<u>**Quasi Capital</u>	<u>*GT/RM</u>	<u>Partici pant</u>	<u>Prêt</u>	<u>Capital</u>	<u>**Quasi Capital</u>	<u>*GT/RM</u>	<u>Partici pant</u>

SFI n’a pas de programme engagé

Annexe 12: République Centrafricaine: Paramètres de Financement du Pays

Date: 13 novembre, 2006

Les paramètres de financement ci-dessous pour la République Centrafricaine (RCA) ont été approuvés par le Vice-président Régional, Région Afrique, et sont publiés dans le site interne de la Banque. Ces paramètres seront mis à jour au cours de la préparation de la prochaine Stratégie de l'Aide par Pays.

Article	Paramètre	Remarque/Explication
<p>Partage des coûts. Limite sur la proportion de coûts de projets individuels que l'IDA peut financer</p>	100%	<p>Pour l'instant, il est prévu que tous les projets soient financés à 100%, étant donné le budget extrêmement insuffisant du gouvernement et son incapacité de fournir les fonds de contrepartie. A court terme, c'est seulement lorsque le cofinancement est disponible que la contribution de la Banque sera moins élevée.</p> <p>L'appropriation des programmes de la Banque est en train d'être assurée à travers des relations étroites entre la Banque et les hauts dirigeants du Gouvernement. Au niveau du projet, l'appropriation est en train d'être assurée à travers une supervision attentive et un renforcement des capacités des institutions gouvernementales, et un placement de la responsabilité de la gestion des projets directement au niveau des ministères concernés.</p>
<p>Financement des coûts renouvelables. Toutes limites qui s'appliqueraient au montant global des dépenses renouvelables que la Banque peut financer.</p>	Pas de limite niveau pays	<p>Aucune limite au niveau du pays n'a été fixée concernant le financement des coûts renouvelables. Les coûts renouvelables peuvent être financés selon les besoins au niveau des projets individuels, sous réserve d'une évaluation au niveau du projet ou programme. Pour déterminer le financement par la Banque des coûts renouvelables, la Banque prendra en compte les questions de durabilité au niveau du secteur et du projet, y compris une considération des dépenses budgétaires futures implicites.</p>
<p>Financement sur place. Est ce que les conditions de financements sur place par l'IDA des dépenses locales sont remplies? : (i) les conditions de financement du programme de développement du pays dépasseraient les ressources propres du secteur public (p.ex. à partir des impôts et autres recettes) et les emprunts locaux prévus ; et (ii) le financement des dépenses externes seules ne permettrait pas à l'IDA d'aider efficacement au financement des projets individuels.</p>	Oui	<p>Les conditions pour le financement sur place sont remplies. La Banque peut effectuer des financements sur place pour toutes les proportions nécessaires pour les projets individuels.</p>
<p>Droits et taxes. Y a-t-il des droits et taxes que la Banque ne financerait pas?</p>	Non	<p>Les droits et taxes sont considérés comme raisonnables. L'application de cette approche générale sera soumise à un suivi en cours de la politique fiscale et la méthode d'application des impôts aux projets</p>

		financés par la Banque. Au niveau du projet, la Banque étudiera la question de savoir si les droits et taxes constituent une part excessivement élevée du coût des projets.
--	--	---

CARTE

